

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DE LA

RÉPRESSION PÉNALE

DU DUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS
sera soutenu le jeudi 21 novembre 1895 à 1 heure

PAR

Marcel ANDRIVEAU

Président : MM. LE POITTEVIN, *professeur*
Suffragants { PLANIOL, *professeur*
WEISS, *professeur*

PARIS
A. PEDONE, EDITEUR
LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS
13, rue Soufflot, 13

1895



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTE DE DROIT DE PARIS

DE LA

RÉPRESSION PÉNALE

DU DUEL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le jeudi 21 novembre 1895 à 1 heure.



PAR

Marcel ANDRIVEAU

Président : MM. LE POITTEVIN, professeur
Suffragants. { PLANIOL, professeur
WEISS, professeur

PARIS

A. PEDONE, EDITEUR

LIBRAIRIE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1895

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION.

1^o Des origines du duel.

Dès que la population du globe se fut accrue suffisamment pour que des intérêts collectifs pussent se trouver en présence, la guerre naquit et mit aux prises des masses d'hommes prêts à s'entretuer pour des motifs souvent futiles.

La guerre a donc son origine à peu près à la naissance de l'humanité ; au contraire, le combat singulier qui met face à face deux hommes seulement n'apparaît pas tout d'abord et les peuples très anciens ne semblent pas l'avoir pratiqué. L'histoire des Grecs et des Romains n'en offre que peu d'exemples, et si nous trouvons chez eux quelques exemples de combats seul à seul, ces luttes ne sont plutôt que des épisodes des guerres que ces peuples essentiellement guerriers soutenaient constamment contre leurs voisins pour les réduire en servitude. Les guerriers se détachaient des rangs de l'armée dont ils faisaient partie et défiaient quelqu'un des soldats ennemis en combat singulier. On vit quelquefois les armées en présence faire trêve pour assister au combat particulier qui avait lieu entre soldats de chaque camp.

On sait combien les combats de gladiateurs étaient en honneur à Rome et combien la foule aimait ces spectacles sanglants dont les prisonniers de guerre et les esclaves faisaient les frais et qui lui étaient offerts aux jours de fêtes publiques.

Quelquefois aussi les patriciens romains se défiaient en combat singulier. C'était alors une sorte de pari et ils voulaient seulement par là faire preuve d'adresse et de courage.

Quant aux combats singuliers chez les Grecs, ils y furent à peu près totalement inconnus. Peut-être se produisirent-ils comme chez les Romains, au milieu de luttes générales ; mais il faut reconnaître que la plupart des exemples que l'on cite à ce sujet appartiennent plus à la légende poétique qu'à l'histoire proprement dite ; tel le combat d'Achille et d'Hector sous les murs de Troie.

Quoi qu'il en soit, ces luttes particulières, rares d'ailleurs, n'ont aucun des caractères du combat singulier tel qu'il a existé chez les peuples barbares qui envahirent l'Italie et les pays de l'Occident, et à plus forte raison du duel tel que nous le remarquons sous notre ancien droit et surtout actuellement.

Il faut chercher l'origine du duel proprement dit chez ces peuples envahisseurs qui submergèrent l'empire romain arrivé à son déclin, et chez qui, comme le dit Montesquieu, « la bravoure et la science guerrière constituaient la vertu sociale, comme la vertu individuelle » (1). Pour des hommes qui avaient la force en partage, il était bien vrai de dire que la raison du plus fort et du plus courageux pouvait être considérée comme la meilleure.

(1) *Esprit des Lois*, 28, 17.

Il ne faut pas croire cependant que les Barbares, lors des invasions, étaient absolument dépourvus de toute organisation. Ils avaient leurs lois, rudimentaires sans doute, mais enfin qui réglaient certains rapports des hommes entre eux (1). Mais la force individuelle, nous le répétons, jouait encore le plus grand rôle et bien souvent la loi s'effaçait devant l'audace et la force dont les manifestations entraînaient toujours les suffrages et l'admiration.

Ce sont ces mœurs elles-mêmes, c'est cette faiblesse de la loi rudimentaire d'alors, c'est ce manque presque absolu de protection de l'individu faible par la loi, qui furent les causes de la faveur dont a joui le duel chez ces peuples qui l'avaient d'abord pratiqué.

Quand on se croyait lésé on en appelait donc à sa force et à ses armes sans recourir à la protection à peu près illusoire de la loi. On se rendait ainsi la justice à soi-même, puisque l'autorité sociale ne pouvait le faire. Et cela était bien dans le caractère batailleur et indomptable de ces peuples. « C'est ainsi, dit encore Montesquieu, que la contestation de propriété, le procès civil, l'accusation, l'atteinte à l'honneur ou à la sûreté individuelle devenaient aussitôt l'état de guerre » (*Esprit des lois*).

Chez les Barbares, au principe, l'idée de prendre à témoin la divinité, de l'excellence de son droit, n'apparaît pas, le duel n'est alors qu'un fait brutal qui termine et tranche toutes les contestations.

Mais peu à peu, dès l'invasion, les diverses peuplades très distinctes, qui avaient envahi l'empire romain, commen-

(1) Tacite décrit ces lois qui régissaient les Barbares et les admire sans réserve.

cèrent à se fixer dans les pays qu'ils avaient occupés et à s'organiser.

La civilisation plus avancée des peuples envahis pénétra progressivement leurs mœurs et les adoucit. Le pouvoir prit de la force, les diverses peuplades s'établirent chacune sur un point de territoire déterminé et constituèrent des embryons d'États avec des lois primitives et peu nombreuses, en rapport avec leurs mœurs. C'est alors que le combat singulier, fait purement brutal jusqu'alors, va changer de forme et va procéder d'une idée plus élevée.

Il nous faut, avant d'entrer dans le détail de l'étude du duel à partir de cette époque sous notre ancien droit jusqu'à 1789, indiquer les grandes lignes du plan que nous nous proposons de suivre, en montrant en quelques mots les diverses étapes de la question pour ainsi dire depuis cette époque.

Nous avons déjà parlé du duel sous sa première forme, c'est-à-dire fait brutal, appel à la force qui tranche d'autorité toutes les contestations. Nous avons dit qu'il se modifiait ensuite sous l'influence d'idées plus élevées. Il devient le duel judiciaire ou moyen de prouver son droit, fondé sur cette idée que la divinité ne peut laisser périr celui qui a le bon droit de son côté. Nous voyons le duel judiciaire réglé chez les Barbares dès les premiers siècles. Il s'organise de mieux en mieux, les coutumes ont presque toutes des dispositions spéciales sur la matière, les rois reconnaissent la légitimité de ce mode de preuve, l'Eglise elle-même ne le condamne pas. C'est la seconde période de l'histoire du combat singulier.

La troisième période commence dès qu'on aperçoit quelques symptômes de réaction contre ce mode de procédure.

C'est saint Louis qui fait en ce sens les premiers efforts, en instituant la preuve par témoins et en proscrivant le duel dans ses domaines.

L'Eglise commence alors à s'élever contre lui, et les conciles prononcent contre les duellistes les peines spirituelles les plus sévères.

Enfin, la réaction s'accroît, et le duel, d'abord pros crit comme mode de preuve et banni de l'enceinte judiciaire, devient ensuite un crime spécial, crime de lèse-majesté, que nombre d'édits et d'ordonnances poursuivent et punissent avec la dernière rigueur. Le duel a alors à peu près la forme que nous lui voyons aujourd'hui. C'est une quatrième période qui s'étend jusqu'à la Révolution, où le duel, bien que puni très sévèrement, fait les plus grands ravages dans la noblesse, qui n'a jamais voulu admettre que l'on pût toucher à ce qu'elle regardait comme le premier de ses privilèges.

Nous ne reviendrons pas sur le duel originaire, combat sans règle ni frein qui suppléait à l'imperfection des lois par l'emploi de la force. Disons seulement qu'il a disparu sous cette forme, dès que le pouvoir social a commencé à s'organiser d'une façon sérieuse et qu'il est devenu le duel judiciaire que nous allons maintenant étudier.

2^e Le duel judiciaire.

Quand les Barbares s'organisèrent, leurs lois devinrent plus nombreuses et plus fixes et quoique encore bien rudimentaires, elles réglèrent un certain nombre de points importants, notamment certains droits de famille et de pro-

priété, droits qui existaient sans doute auparavant, mais mal protégés par le pouvoir social trop faible pour pouvoir faire respecter ses décisions. Certains droits sont donc formellement reconnus et garantis à l'individu qui, s'ils sont violés, devra s'adresser au pouvoir social pour avoir satisfaction. Et ici se posait la question de savoir comment il devrait alors prouver son droit.

L'habitude du parjure rendait la preuve par témoins suspecte ; le combat singulier, auquel on en appelait jadis contre quiconque froissait un intérêt ou contestait un droit, va devenir le moyen légal et organisé de prouver ce droit et de le faire valoir. On part alors de cette nouvelle idée, que la divinité doit donner la victoire à celui qui a le bon droit de son côté.

Toutes les lois barbares qui reconnaissent le combat singulier comme mode de preuve et qui organisent sa procédure, partent de cette nouvelle idée qui se dessine de plus en plus « *Deo imperante, quem adesse bellantibus credunt,* » dit Tacite. On prend Dieu à témoin de l'excellence de son droit. C'est lui qui juge en donnant la victoire au bon droit (1).

La loi des Burgondes (2), qui, d'après Muratori (3), aurait inventé le duel judiciaire, dit que celui qui est accusé doit fournir des cojurateurs qui attesteront son innocence et s'en porteront garants. Si le demandeur maintient sa prétention, il défiera l'un de ces cojurateurs dans un combat singulier

(1) « Ce prétendu hommage à la divinité n'était qu'une dérision, une insulte volontairement faite à ce Dieu dont on osait invoquer le nom. » (Pasquier, *Projet de loi de 1819. Rapport*).

(2) Art. XLV.

(3) Muratori, *Ant. Italie*, 39.

Si le cojurateur défié a dit la vérité, Dieu lui donnera la victoire.

C'est l'idée de Meyer, qui découvre lui aussi l'origine du combat judiciaire dans les mœurs des Germains décrites par Tacite, et qui marque les deux premières étapes du combat singulier. Dans les premiers temps, dit-il, on s'emparait d'un soldat de l'armée ennemie, on le faisait combattre contre un soldat de l'autre armée, et l'issue du combat pronostiquait l'issue de la guerre et le côté du bon droit. La divinité s'intéressait à la lutte et marquait par le résultat sa faveur pour l'une ou l'autre armée (1). C'est bien cette idée de la prise à témoin de la divinité, que nous voyons ensuite transportée dans le domaine de la justice.

L'idée de la loi des Burgondes était d'éviter le parjure en effrayant ceux qui n'auraient pas hésité à se porter garants de l'accusé sans être certains de son innocence (2). C'était alors là la raison du combat. Le motif ne fut plus bon le jour où les deux parties durent jurer qu'elles étaient dans leur droit ; car il y eut forcément parjure d'un côté.

La loi des Ripuaires indique un certain nombre de cas où le combat sera admis pour dénouer un procès. Nous ne citerons que les causes relatives à la propriété et à la liberté et aussi le cas où quelqu'un conteste la légalité d'une émancipation. Si l'émancipé ne peut présenter l'auteur de l'émancipation pour le défendre et affirmer qu'elle a eu lieu, il appellera son adversaire au combat, et l'issue indiquera qui a le bon droit pour lui.

(1) *Institutions judiciaires*, t. 1^{er}, p. 336.

(2) Montesquieu, *Esprit des Lois*, 23-48.

Les lois des Alamans et des Thuringiens (1) reconnaissent bien aussi le combat comme mode de preuve, mais lui donnent un caractère nouveau et qui semble indiquer qu'en-
core à cette époque l'autorité ne pouvait faire exécuter ses décisions.

En effet, en supposant un jugement rendu entre deux parties, si l'une ne veut pas accepter la sentence, elle provoquera au combat son adversaire. Celui qui est vaincu subit les conditions les plus humiliantes et les plus onéreuses du vainqueur, même si la sentence antérieure du juge lui avait été pleinement favorable.

C'est une sorte d'appel à Dieu du jugement humain.

Chez les *Lombards*, le duel résulte d'une convention librement acceptée par les parties, mais que le juge ne peut imposer dans aucun cas.

Telle est, rapidement indiquée, l'origine du combat singulier employé et reconnu comme mode légal de preuve dans les lois barbares.

Au VI^e siècle, en somme, il est devenu légal, il a pris place dans la procédure civile et criminelle comme moyen de preuve. Toutes les lois barbares l'ont consacré, se fondant, comme nous l'avons vu, sur la foi rudimentaire de ces peuples en une divinité, qui selon eux, ne peut permettre que la mauvaise foi triomphe dans une lutte égale.

A cette époque le duel judiciaire règne en maître, nous allons voir qu'il va sortir de l'incertitude de ses commencements, qu'il va être absolument organisé à partir de Charlemagne, en se modifiant insensiblement sous l'influence de la législation qui se perfectionne et se fortifie. Ce per-

(1) Titre 84.

fectionnement amènera aussi peu à peu sa ruine et ensuite sa prohibition absolue.

Un capitulaire de 805 rendu par Charlemagne⁽¹⁾ constate que le faux témoignage était fréquent, en ce sens que les *cojuratores* n'hésitaient pas à se porter garants de faits dont ils n'étaient pas sûrs et même à se parjurer en affirmant des choses qu'ils savaient fausses. Il croit y remédier en décidant que toutes les fois qu'un débat s'élèvera, celui qui sera appelé en justice devra fournir des garants. S'il ne reconnaît pas le fait qui lui est imputé, l'accusateur devra alors, s'il maintient sa prétention, défier l'un de ceux-ci : « *Deo judicante quoniam justum est ut si quis veritatem rei incunctanter scire se dixerit et obtulerit sacramentum, pugnare non dubitet.* »

Si le témoin qui a combattu est vaincu, tous les autres seront condamnés à l'amende ; si au contraire il a vaincu son adversaire, celui-ci devra indemniser tous les garants.

C'était donc la reconnaissance expresse et par un pouvoir déjà fort, du duel judiciaire.

Une protestation fut faite cependant : quelque temps après, Agobard, archevêque de Lyon, présenta à Louis le Débonnaire une requête tendant à l'abrogation de ce capitulaire, lui signalant les inconvénients et les vices de ce mode de preuve.

C'était la première manifestation de l'Eglise contre le duel judiciaire qu'elle condamna ensuite avec la plus grande énergie. En 1041 elle institua, dans la même pensée, la Trêve de Dieu, qui fut sanctionnée par Henri I^{er}, par la-

(1) Ce capitulaire reproduit à peu près les termes d'un autre qui fut rendu en 502.

quelle tout combat et le duel en particulier était défendu du mercredi au lundi de chaque semaine sous peine d'excommunication.

Cependant, à cette époque l'Eglise, non seulement ne condamnait pas le combat judiciaire, mais elle-même y avait recours quand elle était intéressée dans des affaires temporelles, par exemple quand il s'agissait de différends entre abbayes sur des questions de propriété. Du reste il est à remarquer que jamais la justice canonique n'admit le duel comme mode de preuve pour les différends entre clercs et à plus forte raison dans les causes purement ecclésiastiques. « Dès avant le règne de saint Louis, dit Montesquieu, il était admis en principe qu'il n'y avait pas de combat, dans les affaires qui se décidaient par le droit canonique. »

En attendant que l'Eglise, d'abord par l'influence de sa procédure canonique, bien supérieure à la procédure civile de l'époque, puis par son autorité morale, fit peu à peu disparaître le duel des lois, il était pleinement en vigueur et il atteint son apogée dans cette période.

Nous trouvons dans quelques auteurs d'alors des détails sur l'appel au combat et sur la procédure usitée en pareil cas.

Beaumanoir dans la coutume de Beauvoisis nous donne une formule d'accusation. Selon lui et dans sa coutume, le jugement rendu peut être attaqué par l'appel du juge en duel.

Jean d'Ibelin nous dit que dans la juridiction de la Haute Cour de Jérusalem, le demandeur devait jurer à genoux sur les Évangiles qu'il disait la vérité. Le défendeur provoqué devait sans plus attendre et avant que son adversaire ne soit relevé, le traiter de *faux* et de *parjure*. Sinon il

perdait son droit. Le combat décidait ensuite de quel côté se trouvait le bon droit.

La Constitution du Châtelet de Paris décidait que l'appelant devait saisir le témoin avec lequel il voulait combattre (C'était le système du Capitulaire de 805) et lui dire : « *Je liève cestui come faus-tesmoins et desloial* ».

Une fois les gages échangés, le combat devait avoir lieu à moins que le seigneur ne permît un accommodement. Un droit lui était payé pour cette autorisation. *La Coutume de Lorris 1155* fixe l'amende infligée à ceux qui se dédisent avec l'approbation du prévôt. C'est ainsi que les différends se terminaient souvent par un accommodement et que les combats n'avaient pas lieu.

La Coutume d'Anjou permettait de s'arranger, même quand le combat était engagé. C'était une sorte de transaction qui avait force absolue. « *Paix de chose jugée* ».

A cette époque, il fallait être noble ou libre pour pouvoir prouver son droit par le duel. Cette faculté fut ensuite accordée aux serfs de Notre-Dame de Paris par Louis VI en 1108. Tous les serfs des grandes abbayes et des églises jouirent bientôt de ce que l'on considérait comme une faveur, puisque le combat était un mode de preuve privilégié.

Les armes néanmoins n'étaient pas les mêmes pour les roturiers et pour les nobles et leurs champions. Le roturier combattait avec un bâton, le chevalier combattait à cheval et armé de pied en cape. Si c'était le roturier qui appelait au combat, le chevalier avait ses armes ordinaires. Mais si le gentilhomme était le provocateur, il combattait à pied, avec les mêmes armes que le roturier. Si dans ce dernier cas le noble se présentait à cheval, il devait combattre en chemise et sans armes.

Le vaincu subissait la peine qu'il avait méritée ; s'il était tué et que par son crime il eût mérité la mort, son cadavre était pendu. Au point de vue civil il perdait son procès et payait une amende de 60 livres pour les nobles, 60 sols pour les roturiers. Tout cela variait suivant les Coutumes (1).

Nous arrivons ainsi à la fin du XII^e siècle et nous allons constater une réaction timide d'abord, mais qui s'accroît rapidement et entraînera la prohibition complète du duel judiciaire. C'est à ce moment où se manifestent les premiers symptômes de cette réaction, que commence la troisième période de l'histoire du combat singulier. Il est encore duel judiciaire, mais il est à son déclin sous cette forme. C'est, si l'on veut, sa période de transformation.

3^e Déclin du duel judiciaire. — Sa transformation.

Nous avons déjà signalé une protestation de l'Eglise contre le duel judiciaire. Isolée pendant longtemps, elle se reproduisit ensuite, et dès 1140 le pape *Innocent II* désapprouva formellement ce mode de preuve. Quelques années plus tard, *Adrien VI* l'interdit dans les procès relatifs aux biens des abbayes. *Le Concile de Valence*, en 855, avait déjà déclaré que tout mort en duel était un suicide et que son adversaire était un assassin. Les conciles postérieurs au XI^e siècle condamnèrent absolument le combat judiciaire. *Le quatrième concile de Latran* renouvela la prohibition. Enfin, en 1563, alors que le duel judiciaire disparaissait, le

(1) Dijon, 1183. Beaumont, sur-Oise, 1222. Lorris, 1155.

concile de Trente prononça l'excommunication contre les duellistes, leurs parrains et les assistants. Il enjoignait de leur refuser toute sépulture chrétienne (1).

Donc l'Eglise fut la première à réagir contre le combat judiciaire. Ce fut *saint Louis* qui, le premier de nos rois, fit des efforts dans le même sens. Il avait, *en 1245*, aboli les guerres privées. *En 1268*, il fit un nouveau pas et décida que le duel ne pourrait désormais être ordonné que pour une contestation au-dessus de 5 sols (2).

Puis *en 1260* il rendit une ordonnance célèbre (3) par laquelle il défendait formellement les batailles dans ses domaines, et remplaçait ce mode de preuve seul usité jusqu'à par la preuve par témoins, qu'il organisa avec le plus grand soin; il en fixa les cas d'application, la procédure (Art. 2, 3), les reproches (art. 4). Enfin il édicta des peines sévères contre les faux-témoins (Art. 11).

Cette ordonnance était applicable seulement dans les terres du Roi et Beaumanoir nous dit qu'elle n'eut aucune effet dans les domaines des Barons (4).

Louis IX renouvela sa prohibition *en 1270 dans ses Établissements*. « Il est défendu, y est-il dit, de terminer toute querelle et contestation par le sort des armes ».

Un peu avant que saint Louis ne posât ce nouveau principe, avait été constituée en Angleterre la procédure d'enquête, qui devait dès lors peu à peu, par sa supériorité incontestable sur l'ancien mode de preuve, le remplacer tout à fait.

(1) Ces dispositions ne furent pas appliquées en France.

(2) Lettre de 1268, 3.

(3) Cette ordonnance est conservée dans le livre de Saint-Just.

(4) *Coutume de Beauvoisis*, Chap. 61, p. 309.

En 1306, Philippe le Bel, constatant que l'ordonnance de Louis IX avait comme effet indirect, de favoriser certains criminels qui demeuraient impunis en raison de la difficulté de prouver leur crime par témoins, rétablit le duel judiciaire en certains cas « là où il aperra évidemment homicide, trahison ou autres griefs, violences, maléfices, excepté larrecin par quoy peine de mort s'en deust ensuivre ». C'était un pas en arrière, d'autant plus que le Roi s'étendait ensuite très longuement sur la procédure du duel, dans un formulaire qui faisait suite à l'ordonnance. Ce formulaire peut passer pour le Code le plus complet qui nous soit parvenu sur cette matière. Il nous faut en dire quelques mots.

La manière de se présenter au combat y est fixée d'abord. Ce combat doit avoir lieu devant le connétable ou le maréchal du camp. Le héraut rappelle aux adversaires les règles du combat et engage les spectateurs à faire silence sous la menace de peines sévères. L'accusation est renouvelée par le demandeur et le défendeur y répond par des protestations. Chacun d'eux prête serment sur l'invitation du prêtre qui leur dit. « Sire Chevalier, écuyer ou seigneur de tel lieu qui estes ici appellant, viez ici la remembrance de N.-S. et Redempteur J.-C. laquelle est très vraye qui voulut livrer son très précieux corps à mort pour nous sauver. Or lui requerez merci et priez le que à ce pour vous veuille aider, le bon droit avez, car il est le souverain Juge. Souviegnez vous des serments que vous ferez ou autrement vostre âme. vostre honneur et vous estes en péril ».

Nous avons cité cette formule entière pour montrer qu'à cette époque subsiste encore l'idée d'une invocation à la divinité protectrice du bon droit.

Celui qui a tort peut encore se repentir et avouer son

crime. Si les adversaires persistent dans leurs affirmations le héraut s'écrie : « Faites vos devoirs », et le combat s'engage.

Celui qui succombe est puni selon la faute qu'il est présumé dès lors avoir commise. S'il a été tué, ses armes lui sont enlevées et ses biens confisqués. Le vainqueur sort de la lice avec honneur. Personne désormais ne peut plus mettre en question son bon droit. Les armes, le cheval du vaincu appartiennent au juge du camp.

Le Roi termine cette ordonnance de 1306 par une exhortation à ne pas se battre à la légère. « Mais, ajoute-t-il, qui se plaint et justice ne trouve, la doit-il de Dieu requérir, que si pour interest par orgueil et mal talent, ains seulement pour son bon droit, il requierre bataille, ja ne doit redouter en qui ne force, car Dieu N.-S. J.-C le vray Juge sera pour lui ».

L'ordonnance de 1306 n'exigeait aucune autorisation pour engager le combat quand les conditions requises étaient remplies ; mais un mandement du 1^{er} mars 1307 décida que dans les cas où le duel judiciaire était autorisé, il ne pouvait être ordonné que par le Parlement. « Le roi où le Parlement, dit Pasquier, pouvaient seuls l'ordonner et encore seulement entre les gentilshommes lesquels font profession expresse de l'honneur » (1).

C'est ainsi qu'après avoir été employé comme mode de preuve légal dans tous les cas, le duel judiciaire fut restreint à certains d'entre eux bien déterminés, qu'il fut soumis à une autorisation et pourvu de règles à l'inobservation desquelles était attachée la sanction de la nullité

(1) Etienne Pasquier, *Recherches*, Livre IV. Chap. 1^{er}.

de la procédure. Il perdait donc de son empire puisqu'il était limité, c'était le premier pas vers la prohibition complète qui le frappa plus tard.

Nous avons constaté les efforts de l'Eglise pour en arriver à une défense absolue et les efforts timides et peu efficaces de saint Louis et de Philippe le Bel. Mais ce ne fut qu'au milieu du XVI^e siècle, sous Henri II, que nous voyons apparaître cette prohibition tant demandée jusque-là ; prohibition qui enveloppera non seulement le duel judiciaire désormais banni des Tribunaux, mais aussi le combat singulier pour des causes se rattachant à l'honneur. Ce fut du reste un combat de ce dernier genre qui amena la prohibition.

Jarnac et La Chataigneraye ayant eu un différend et ayant demandé au Roi de les autoriser à se battre en duel. Henri II y consentit. Il assista à ce combat qui eut lieu à Saint-Germain en présence de toute la Cour. L'issue en fut fatale à La Chataigneraye qui fut tué. Le Roi fut très frappé de cette mort et peu de temps après, *en 1547*, il défendit complètement le combat sous toutes ses formes et il renouvela *en 1552* cette prohibition.

Mais la noblesse ne tint aucun compte de cette défense. Elle s'imaginait que le droit au combat faisait partie de ses privilèges, et elle se mit en révolte ouverte avec les ordres du Roi. Les duels se multiplièrent alors dans une effrayante proportion, faisant les plus grands ravages. Chaque duel était plutôt un acte de révolte contre l'autorité royale, ce qui explique le caractère de crime de lèse-majesté qu'on lui attribua à cette époque en le punissant comme tel.

En même temps le duel prenait le caractère qu'il a con-

servé jusqu'à notre temps, c'est-à-dire qu'il devint un moyen de laver l'honneur personnel atteint par un outrage ou une provocation. Il n'est plus du tout un moyen de prouver son bon droit.

Les mœurs de l'époque devaient tendre du reste à développer le combat sous la nouvelle forme. Nous voyons en effet les seigneurs très jaloux de leur honneur, ayant toujours l'épée à la main et prêts à livrer combat pour le motif le plus futile.

Le goût qu'on avait alors pour les tournois, dans lesquels chacun rivalisait de courage et d'adresse sous les yeux d'innombrables spectateurs de toutes les classes, indique bien cette tendance marquée pour le combat singulier.

Il est bien vrai de dire qu'alors les mœurs eurent raison de tous les efforts des Rois pour arriver à la disparition complète du duel.

4^e Prohibition complète du duel. — Moyens de répression.

C'est donc à partir d'Henri II que s'affirme et se développe le principe absolu de la prohibition du duel et de la répression pénale. Tous les efforts des Rois tendront désormais à ce but. Une série d'édits et d'ordonnances sont rendus, renouvelant à intervalles fréquents la prohibition et les peines dont la sévérité en général outrée, ne fit qu'exciter l'esprit de révolte de la noblesse qui ne comprit jamais qu'on touchât ainsi à ce qu'elle regardait comme son privilège.

« Ces pratiques féroces, dit Dufour (1), avaient pris naissance et se confondirent étroitement avec les mœurs, de l'aveu même et sous la consécration du pouvoir souverain, plus tard impuissant à détruire son ouvrage ».

L'ordonnance de Moulins, rendue en 1566, est la première qui posa le principe de la prohibition absolue de ces combats.

L'ordonnance de mai 1579, sur la police générale du Royaume, contient un article ainsi conçu (2) : « Enjoignons à tous habitants de villes, bourgs et villages, faire tout devoir de séparer ceux qu'ils verront s'entrebattre avec épées, dagues ou autres bâtons offensifs, et d'appréhender et arrêter les délinquants pour les livrer ès mains de justice. » Donc le Roi considère le combat singulier comme une atteinte à l'ordre public qu'il est du devoir de tout citoyen d'empêcher et qui doit être puni par la justice.

L'ordonnance de 1602 posa un principe nouveau, celui de la culpabilité de ceux qui assistent et secondent les duellistes. Elle les considère comme des complices d'un fait reprehensible et décide qu'ils seront punis comme tels.

C'est dans cette ordonnance qu'on trouve pour la première fois l'idée de porter les différends devant un tribunal élevé, composé du connétable, des maréchaux de France, des gouverneurs de provinces. Ce tribunal d'arbitres de l'honneur jugeait l'injure qui avait été faite, et il en imposait la réparation.

Mais pour qu'il y ait lieu de recourir à cette compétence spéciale, il fallait qu'il y ait vraiment atteinte à l'honneur.

Le Parlement enregistra l'ordonnance de 1602, avec

(1) *Revue de législation*, 1840, t. XI, p. 389.

(2) Article 197.

cette mention particulière : « Sans que le connétable, les maréchaux de France, et gouverneurs de province puissent prendre cognoissance des crimes, délits et voies de fait, non concernant ce qui est estimé point d'honneur entre les gentilshommes, seigneurs et autres faisant profession des armes ».

A ce moment le duel était devenu un véritable fléau. En 1604 dans la seule province du Limousin 120 gentilshommes trouvèrent la mort dans ces combats.

De 1589 à 1608 environ 7000 lettres de grâce furent accordées à des duellistes poursuivis pour avoir tué leur adversaire et passibles par le fait même des peines portées aux anciens édits (1).

L'ordonnance de 1609 organise d'une façon complète la répression du duel. Les ordonnances postérieures ont reproduit en général ses dispositions tout en variant les pénalités.

Nous allons étudier cette ordonnance avec quelques détails et nous n'indiquerons dans les ordonnances suivantes que les dispositions qui ont introduit des changements à cette législation qui est restée le type du système de la répression du duel sous l'ancien droit.

Le Roi indique, au début de son ordonnance, le caractère du duel. (Il restera tel jusqu'à la Révolution.) C'est une injure à son autorité et un crime de lèse-majesté. « Nostre autorité souveraine, dit-il, est grandement lésée et offensée par la licence trop effrénée des combats. » Puis il ajoute : « Avons déclaré criminels de lèze-majesté et or-

(1) Voir ces chiffres au rapport de M. Portalis sur un ouvrage de M. Cauchy, *du Duel*, à l'Académie des sciences morales et politiques. Séances. T. X, p. 58.

donné être punis comme tels tous ceux qui, sous prétexte de tirer raison d'une prétendue offense, appelleraient ou feraient appeler les autres au combat, iraient sur un appel, les assisteraient et les seconderaient. »

Mais comme la noblesse à cette époque tenait à son honneur plus qu'à sa vie (1) et qu'ainsi il était à craindre que toutes les pénalités même les plus sévères ne servissent de rien ; le roi veut d'abord empêcher la provocation en punissant le provocateur. Et si malgré les pénalités qu'il édicte contre lui, la provocation a eu lieu cependant, il veut que l'honneur puisse être satisfait sans qu'un combat soit nécessaire.

Donc quiconque aura été lésé ou injurié devra s'adresser à la justice pour avoir réparation des torts qui lui ont été faits. Si l'une des parties appelle l'autre en duel au mépris des ordres du Roi, la chose litigieuse sera attribuée à celui qui aura été provoqué, même si le provocateur a certainement le bon droit pour lui.

Tout différend sera par conséquent tranché par la justice désormais et l'appel au combat est maintenant une preuve du tort de celui qui l'a lancé.

Cependant le Roi ne maintient pas cette prohibition d'une façon absolue ; car il reconnaît plus loin qu'il est des offenses très graves qui ne peuvent être lavées que par le combat. Ce sont celles qu'une âme, même très énergique, ne peut supporter. Alors le combat pourra être autorisé dans ce cas ; mais comme chacun ne peut être juge de la question de savoir si l'injure est assez grave pour entraîner le combat,

(1) « On se prenait à regretter, dit Tavannes, le barbare usage du combat judiciaire, étant mieux de permettre le combat à un petit nombre que de voir périr par icelui toute la noblesse d'un Etat »

le roi se réserve le droit d'en connaître et de l'autoriser, s'il y a lieu. Il donne le même pouvoir au connétable, aux maréchaux et aux gouverneurs de province dont la décision sera sans appel.

Pour empêcher autant que possible le combat, il est d'un législateur prévoyant d'en prévenir la cause. C'est pourquoi l'injure en général est punie dans l'ordonnance et de la façon suivante :

Le provocateur sera privé de toutes charges et honneurs, offices et pensions pendant six ans. S'il remplit une charge à la Cour, il devra s'en éloigner pendant le même temps. Le revenu de tous ses biens sera confisqué tant que dureront ces peines.

Ces dispositions étaient très rigoureuses, on espérait par là effrayer les duellistes et empêcher que des combats n'aient lieu, comme à cette époque, pour les motifs les plus futiles, se terminant souvent par la mort de l'un des combattants.

Lorsqu'un combat avait eu lieu, sans que l'autorisation préalable ait été obtenue, les duellistes étaient punis comme coupables de crime de lèse-majesté. Et comme, suivant les idées de l'époque, il y avait insigne lâcheté à se servir d'un champion pour la provocation et le combat, les peines les plus sévères menaçaient ceux qui accepteraient ce rôle de champions. Peut-être espérait-on que les pénalités auxquelles ils savaient être exposés, les empêcheraient d'accepter cette mission. S'ils étaient nobles, ils devaient être dégradés de la noblesse et des armes, condamnés à la prison perpétuelle ou à la mort infamante, indépendamment des peines ordinaires qui frappaient ceux pour qui ils agissaient.

Celui qui a appelé au combat et celui qui a relevé le défi, sans autorisation du Roi ou de ses délégués, sont en prin-

cipe punis des mêmes peines ; mais celui qui a été provoqué peut dénoncer à qui de droit la provocation qui lui a été faite. Alors non-seulement il évite la peine qui le frapperait s'il acceptait ; mais les charges et pensions de l'appelant lui sont attribuées, s'il peut les remplir.

Cette disposition n'était aucunement en rapport avec les mœurs de l'époque, car celui qui eût évité le combat de cette façon et eût été investi des charges de celui qui l'avait provoqué aurait été marqué aux yeux de tous d'une tache indélébile de lâcheté. Et il est peu probable qu'elle ait reçu beaucoup d'application.

Enfin et pour terminer l'analyse rapide de cette ordonnance si importante, elle décidait que si le combat avait entraîné la mort, le coupable devait subir la peine capitale. Il était privé de sépulture chrétienne et le tiers de ses biens lui était confisqué. S'il n'avait pas de biens et était noble, ses enfants étaient déclarés roturiers.

Les assistants et spectateurs étaient punis de peines diverses.

Telles sont les dispositions principales de l'ordonnance de 1609. Elle contient la législation qui a régi la matière sauf quelques modifications jusqu'en 1789. Nous la trouvons confirmée dans *des déclarations de 1611, de 1614 et de 1617*.

Il faut croire que la sévérité des peines édictées par l'ordonnance de 1609 n'effraya personne et n'empêcha pas les duels de se multiplier, car un *nouvel édit rendu en 1624*, après avoir constaté les ravages que le duel faisait dans la noblesse, déclara que pour extirper ce mal redoutable et qui envahit l'Etat, il fallait non seulement édicter des peines rigoureuses, mais les appliquer sans faiblesse. Il re-

nouvela les anciennes pénalités et y ajouta qu'en cas de récidive, même si le duel n'avait pas eu de résultat, la dégradation de noblesse, l'infamie et la mort seront prononcées. L'action contre le duel durera 20 ans et ceux qui dénonceront un duel à la justice, recevront en récompense une partie des biens des combattants.

De plus, comme les duellistes échappaient souvent au châtimement parce qu'ils trouvaient refuge chez des parents et des amis qui les cachaient, des peines étaient portées par l'édit contre ceux qui cachaient les duellistes. C'était un cas spécial de recel de criminels.

Nous ne trouvons pas reproduite dans cet édit la disposition qui permettait au connétable, aux maréchaux ou aux gouverneurs, d'autoriser le combat en certains cas. Il faut en conclure que dès lors, le duel est toujours prohibé et ne peut être autorisé en aucun cas même par le Roi. Et ceci est d'autant plus certain, que l'édit, ressuscitant d'anciens usages et les codifiant pour ainsi dire, instituait *un Tribunal d'honneur* composé à Paris du connétable et des maréchaux et dans chaque ressort des provinces de certains officiers publics. Devant ce tribunal devront se présenter ceux entre qui existera quelque différend. Il jugera le cas qui lui sera soumis et prescrira que satisfaction soit donnée à l'offensé. Si l'une des parties ne veut pas acquiescer à ce jugement ; l'affaire sera portée devant le connétable et les maréchaux qui jugeront en dernier ressort. Leur décision sera exécutée même par la force et la résistance sera punie de la perte des privilèges de noblesse, indépendamment des peines et réparations prononcées par le Tribunal d'honneur.

C'est la première fois que nous voyons, organisé d'une façon à peu près complète, ce tribunal d'arbitres de l'hon-

neur dont l'idée a été reprise de notre temps, et sur l'utilité duquel les opinions des auteurs sont très partagées. « L'institution des juges d'honneur, dit Dufour, ne servit à rien, la plupart de ces juges encensaient et honoraient le préjugé qu'il leur fallait proscrire ». Et plus loin le même auteur ajoute « Le résultat le plus direct de cette institution des juges du point d'honneur fut de reconnaître le faux dieu et de maintenir ses autels ensanglantés par tant de sacrifices » (1).

Quoi qu'il en soit, l'édit de 1624 fut appliqué par Richelieu de la façon la plus rigoureuse. Plusieurs gentilshommes, entre autres MM. du Plessis et Praslins, furent privés de leurs biens et exilés à la suite de duels.

M. de Bouteville, de la maison de Montmorency, qui s'était déjà battu 21 fois, s'étant battu en pleine place Royale à Paris avec le marquis de Beuvron, et le second de celui-ci ayant été tué par le Comte des Chapelles second de Bouteville. Richelieu fit arrêter ces deux derniers et leur fit faire leur procès par le Parlement. De tous côtés on intercédait en leur faveur. « Ils avaient, dit Guizot, donné d'éclatantes preuves de bravoure au service du Roi ». Le Parlement prononça à regret la condamnation.

« Le Cardinal était, dit-il lui-même en ses mémoires, bien agité dans son esprit ; il était impossible d'avoir le cœur noble et de ne plaindre pas ce pauvre gentilhomme dont la jeunesse et le courage émouvaient à grande compassion ».

Toutefois, en exposant au roi les raisons pour et contre l'exécution de la sentence, Richelieu laissa échapper cette phrase foudroyante. « Il est question de couper la gorge

(1) *Revue de législation*, T. XI, p. 383, 1840

aux duels ou aux édits de Votre Majesté ». Louis XIII n'hésita pas moins que son ministre, cependant « l'amour qu'il portait à son Etat prévalut à la compassion pour ces deux gentilshommes ». Et tous deux furent exécutés.

Après Richelieu qui, ainsi que nous venons de le voir, avait fait quelques exemples terribles, pour punir moins le duel en lui-même, que la révolte de la noblesse, il y eut comme une accalmie, mais qui ne fut pas de longue durée. Il avait fallu la main de fer du grand cardinal pour mettre un frein à la fureur du duel, car au commencement du règne de Louis XIII, si nous en croyons les mémoires de Richelieu, « les duels étaient si fréquents, que les rues commençaient à servir de champs de combats et que l'on se battait à la faveur des astres ou à la lumière des flambeaux qui servaient ainsi d'un funeste soleil » (1).

La noblesse, quand Richelieu fut mort et qu'elle n'eut plus à redouter ses rigueurs, reprit peu à peu ses anciennes habitudes et les duels recommencèrent à se multiplier.

Aussi un *édit de juin 1643* vint rappeler les anciennes dispositions à l'égard du duel. Il constatait l'inutilité des peines trop rigoureuses en cette matière et il voulut les adoucir. La procédure devant les tribunaux d'honneur précédemment institués pour prononcer sur les réparations à fournir en cas d'offense, fut organisée. Un ajournement introduisait le procès ; si l'offenseur ne comparaisait pas, il était, dit l'édit, « puni et suspendu de son honneur. »

Les tribunaux d'honneur pouvaient désormais, comme de véritables tribunaux, prononcer des peines bien déterminées et dont le maximum était : 6 ans de privation de toutes char-

(1) Richelieu, *Mémoires*, p. 249.

ges et pensions. Ils pouvaient y ajouter une condamnation à la perte du tiers des revenus pendant le même temps.

Mais cette compétence de ce tribunal spécial, n'était pas obligatoire pour les parties qui pouvaient s'en rapporter aux juges ordinaires.

Les jugements des maréchaux et gouverneurs de provinces durent être désormais lus et publiés et de plus enregistrés au greffe de la prévôté. Cette disposition avait pour but de porter à la connaissance de tous la réparation imposée à l'insulteur et de donner satisfaction à l'honneur de l'insulté qui était dès lors considéré comme satisfait.

Les peines restaient les mêmes que sous les anciens édits, pour les duels quels qu'aient été leurs résultats, et de plus les seigneuries qui appartenaient aux contrevenants étaient réunies au domaine royal et leurs châteaux rasés.

La mémoire de celui qui avait été tué en duel était flétrie par jugement et son corps jeté à la voirie.

Une ordonnance de 1670 organise la procédure de ce procès contre la mémoire du duelliste. Un curateur qui pouvait être un parent du mort, était nommé au cadavre par le juge, et le procès se poursuivait comme de coutume contre ce curateur. Le jugement rendu contre la mémoire pouvait être attaqué par la voie de l'appel (1).

En somme, cet édit, loin d'adoucir les anciennes pénalités, comme il paraissait vouloir le faire, en proclamant l'inutilité des peines trop sévères, maintenait toutes les anciennes peines et en ajoutait d'autres. Il n'avait donc aucun but et ne fut pas plus appliqué que les ordonnances antérieures, donnant lui-même une preuve éclatante de la vérité du prin-

(1) Les procès contre la mémoire n'avaient lieu que pour les crimes de lèse-majesté. Le duel, nous le savons, était considéré comme tel.

cipe de l'inutilité des peines trop sévères en matière de duel « que leur exagération même empêche d'appliquer, parce que les mœurs sont plus fortes que les lois quand celles-ci les méconnaissent ».

Et malgré l'engagement que prenaient tous les rois successivement dans leurs édits, de n'accorder aucune grâce aux duellistes, enjoignant même aux officiers publics de ne tenir aucun compte des lettres de pardon qui pourraient être obtenues, malgré toutes ces excellentes dispositions, les duels continuaient de sévir et les lettres de grâce à peu près toujours obtenues d'empêcher qu'une repression efficace n'intervînt.

C'est ce qui a fait dire à un auteur que « l'histoire des duels sous Louis XIII et Louis XIV est une preuve que la sévérité dépourvue de persévérance n'est guère plus profitable que la faiblesse continue » (1).

Des déclarations du 11 mai 1644 et du 13 mars 1646 constatent la parfaite inutilité de toutes les mesures prises à l'égard du duel. Elles renouvelaient toutes les dispositions anciennes, mais on savait désormais à quoi s'en tenir sur leur application par l'expérience de la faiblesse du passé et elles restèrent sans effet.

Nous trouvons la même constatation dans une *ordonnance de 1651*, c'est à dire moins de 8 ans après l'édit de 1642.

Cette ordonnance, en plus des dispositions qui nous sont déjà connues et qu'elle reproduit, donne au tribunal des maréchaux et des gouverneurs une mission nouvelle.

Quand les maréchaux auront reçu avis d'un différend ayant éclaté pour quelque cause que ce soit ; ils devront citer de-

(1) Cauchy. *Le duel dans l'état actuel des mœurs*, t. I. (1835).

vant eux les parties, leur faisant défense de livrer aucun combat. Si l'injure paraît très grave et qu'il soit à craindre que malgré cet ordre les parties n'en viennent aux mains, les maréchaux pourront les faire surveiller par gardes ou archers aux frais des adversaires.

La partie offensée doit recevoir réparation et satisfaction suivant les anciens édits, mais les maréchaux devront faire tous leurs efforts pour que les parties s'en rapportent à des arbitres (1).

C'est donc un rôle de conciliation qui est confié au tribunal des maréchaux. C'est aussi la première fois que l'on voit paraître cette idée de l'arbitrage en cas de duel, idée qui a séduit certains esprits et qui a été reprise dans un projet de loi récent, dont nous parlerons plus loin.

La même ordonnance ordonne au tribunal des maréchaux de déléguer dans chaque bailliage ou sénéchaussée un ou plusieurs gentilshommes pour prendre connaissance des contestations qui s'élèveront entre personnes de leur ressort. Ils tâcheront d'accorder les parties et s'ils n'y parviennent pas, ils en donneront avis aux maréchaux.

Et pour que ce rôle de conciliation puisse s'exercer avec quelque efficacité, il est enjoint à tous ceux qui auront connaissance d'injures qui auraient été faites d'en avertir les maréchaux et les délégués. Il en est de même pour les « commencements de querelles ».

Le Roi promet faveurs et charges à ceux qui empêcheront ainsi un combat. Quant à ceux qui dénonceront un combat déjà livré, ils seront récompensés par l'attribution d'une partie des biens des coupables.

(1) L'appel aux Cours de Parlement était du reste toujours réservé

Hormis ces dispositions nouvelles qui avaient paru efficaces pour prévenir les combats, cette ordonnance ne contenait rien que nous ne connaissions déjà ; si ce n'est qu'elle considérait les spectateurs du duel comme des complices du duel lui-même. C'est la première fois qu'ils sont ainsi qualifiés. Cette complicité est toute spéciale et n'a aucun rapport avec celle qui est définie dans notre Code pénal. La jurisprudence moderne réserve actuellement cette qualification de complices en matière de duel aux témoins seuls ; ce qui est exact, eu égard à la théorie qu'elle admet. En effet, les témoins prennent bien une part active au duel, que la jurisprudence actuelle considère en général comme un assassinat, et ils méritent bien ainsi la qualification de complices d'un assassinat qui leur est donnée.

Il faut croire que de nombreuses fraudes étaient commises dans le but de soustraire les biens des duellistes à la confiscation qui les atteignait d'après les édits, car *une déclaration de mai 1653* décida que les contrats, testaments, donations, actes et dispositions frauduleuses ne devraient avoir aucun effet « sous des dates supposées auparavant les crimes commis. »

C'était une présomption très énergique d'antidate, car sur son fondement tous actes de disposition faits par un duelliste étaient annulés, à quelque époque qu'ils eussent été faits.

La déclaration ajoutait que si dans un duel, un des combattants avait été tué, et si ses parents se portaient parties dans les trois mois contre son adversaire, la confiscation encourue par la victime serait remise à ses parents, disposition qui avait pour but d'encourager les dénonciations et d'arriver ainsi à une répression plus facile du duel.

En *Août 1679* une nouvelle ordonnance fut rendue qui qualifiait de complices et punissait comme tels ceux qui ayant connaissance d'injures faites ou de combat livré n'en auraient pas averti les maréchaux, les gouverneurs ou leurs délégués (1).

Et pour que les fonctionnaires publics, qui en province surtout n'étaient que trop corruptibles, ne soient pas tentés de faire disparaître les preuves d'un combat sous la pression des menaces ou des promesses des coupables, l'ordonnance déclarait que ceux qui se rendraient coupables de cette soustraction seraient punis comme faussaires.

On se souvient que la déclaration de Mai 1653 annulait toutes dispositions faites par les duellistes, même portant des dates antérieures au duel, l'ordonnance de 1679 y ajouta que les condamnés par contumace seraient privés de toutes successions à eux échues depuis leur condamnation. Si la succession leur était échue avant la condamnation, elle était administrée au nom du Roi et les fruits attribués aux hôpitaux.

Enfin ni la mort, ni aucun délai de prescription ne devaient éteindre l'action contre le duel.

« L'exécution efficace de cet édit, inspirée et soutenue pendant un long règne par l'inflexible volonté d'un Roi tout puissant, fit dire de Louis XIV par la voix peu suspecte d'un de ses ennemis, le réfugié Basnage, « qu'il avait arrêté le cours d'un mal qui paraissait sans remède et sauvé la vie à

(1) Une ordonnance du 1^{er} décembre 1676 sur la guerre interdisait le duel entre militaires, et une autre du 6 avril 1686 décida que tout soldat qui donnerait avis d'un duel, aurait son congé et de plus 50 écus.

une infinité de personnes en ne faisant grâce à personne » (1).

Mais après Louis XIV l'ancienne faiblesse à l'égard du duel reprit son empire et un temps assez long s'écoula sans qu'aucune disposition nouvelle vint comme jadis rappeler et renouveler des défenses dont on ne tenait aucun compte et des peines qu'on n'appliquait plus.

Les deux dernières tentatives pour prévenir le duel et le punir furent faites *en 1723*.

A cette époque les duels étaient du reste moins nombreux ; les mœurs avaient changé, l'esprit chevaleresque avait presque disparu sous l'influence des nouvelles doctrines philosophiques. Et si des combats ont encore lieu, ils sont en général le résultat d'intrigues de Cour ou de rivalités de salon. L'opinion publique les absolvait complètement, ce qui explique le silence absolu des lois pénales sur le duel de 1723 à 1789.

« Le duel, dit un auteur, suivait les propos galants, les propos de table, il était le compagnon inséparable des sales débauches, heureux quand on n'en fit pas un auxiliaire de l'assassinat, quand il ne devint pas un ministre de vengeance, plus sûr et aussi prompt que les poisons florentins » (2).

Une déclaration *d'avril 1723*, faisant suite à l'édit de février de la même année, édictait de nouvelles peines sur l'injure qui était punie de six mois de prison et entraînait pour l'insulteur l'obligation de demander pardon à l'offensé. Si celui-ci avait répondu par les mêmes injures, la peine n'était plus que de trois mois de prison sans que le pardon

(1) Rapport de M. Chegaray sur les projets de loi de 1849: *Moniteur*, 14 décembre 1849.

(2) Dufour, *Revue de législation*, XI. 383, 1840,

dût être demandé. Les menaces de coups par paroles ou gestes étaient punies de deux ans de prison, et le pardon devait être demandé.

A partir de ce moment et jusqu'à la Révolution, le silence se fait complètement dans la législation sur la question du duel, soit qu'on ait reconnu l'inutilité des anciennes pénalités, soit que les duels étant devenus moins fréquents, il eût paru inutile de renouveler des prohibitions qui avaient déjà été renouvelées tant de fois.

Nous avons ainsi terminé l'histoire du duel sous notre ancien droit. Nous l'avons vu se modifier insensiblement sous l'empire de causes diverses, changement des mœurs, influence de la civilisation qui se développe et de la législation qui s'épure.

* Nous avons vu sa première origine chez les peuples qui envahirent l'Empire romain. Il était alors un moyen de vider toutes les querelles et tous les procès. Ensuite il est adopté par la législation qui l'érige en moyen de preuve à défaut de la preuve testimoniale que la mauvaise foi de l'époque rendait suspecte. Enfin et sous l'influence des causes principales que nous avons indiquées, les lois en restreignent peu à peu l'application, puis le prohibent tout à fait sous les peines les plus sévères. Il est alors le duel à peu près comme nous le voyons aujourd'hui, que les mœurs reconnaissent et absolvent, mais qui est cependant un désordre social et doit par conséquent être réprimé (1).

L'ancien droit ne tint aucun compte des mœurs du temps et crut qu'en frappant fort, on supprimerait plus radicalement le duel en effrayant les duellistes. C'était une erreur ;

(1) « Les mœurs retinrent le duel, quand les lois l'eurent répudié (Exposé des motifs. 1829).

la gravité des peines appliquées au duel en entraîna l'impunité, c'est ce que nous avons constaté à toutes les époques de l'ancien droit, et ce que nous aurons l'occasion de redire d'après l'expérience des faits dans le cours de cette étude.

Les dispositions sur le duel étaient-elles spéciales aux nobles ?

Les avis sont partagés sur la question ; les uns prétendent que seuls les nobles coupables de s'être battus en duel étaient punissables d'après les ordonnances, et que les roturiers, étaient, en cas de duel, punissables d'après le droit commun. Suivant ceux-ci, il faut remarquer que les édits et lettres ne parlent que des seigneurs et gentilshommes en général ou « autres faisant profession de porter les armes ».

De plus on trouve dans l'édit de 1651. Art. 15 une disposition qui déclare, que si des « ignobles ou roturiers » appellent des gentilshommes en duel, « qu'ils soient sans rémission pendus et étranglés. » Ce qui prouverait qu'on distinguait pour les pénalités selon la qualité des coupables.

Cette opinion est soutenue par Dupin qui dit dans un de ses réquisitoires, que quand un combat avait lieu entre roturiers ou vilains, on appliquait le droit commun et non le droit exceptionnel des ordonnances.

Une autre opinion que nous croyons juste, soutient qu'aucune distinction n'était faite entre les nobles et les roturiers, au point de vue de la répression du duel. Si les édits ne parlent en général que des seigneurs, c'est que les duels n'éclataient à peu près qu'entre eux et que seuls ils figuraient aux tournois.

Et il est certain que les roturiers figuraient aux combats judiciaires, puisque les édits font des distinctions pour eux sur la manière de se présenter au combat et sur les armes qu'ils devaient employer.

Enfin on ne voit pas où eût été la raison de distinguer, selon la qualité des duellistes et de les frapper de peines diverses.

Toutefois, il faut admettre que la compétence du jury d'honneur ne s'appliquait qu'aux nobles. C'est ce qui résulte des termes de l'enregistrement de l'édit de 1626 par le Parlement, que nous avons mentionné.

CHAPITRE II

Le duel sous le droit intermédiaire et sous le droit actuel.
Exposé des systèmes successivement admis par la jurisprudence.

Le droit intermédiaire.

Nous avons vu que depuis l'ordonnance de 1723, aucun effort législatif nouveau n'avait été tenté par les Rois pour combattre un mal qui était passé dans les mœurs et qu'absolvait l'opinion publique.

Sans doute le duel était moins fréquent que jadis, sans doute, il avait changé de forme ; mais il n'en continuait pas moins à faire les plus grands ravages sous le couvert d'une impunité à peu près constante. Il était encore une vraie plaie sociale. « Le plus beau sang de l'Europe, dit Robertson dans *l'Introduction à l'histoire de Charles Quint*, avait été versé dans les duels, et il y eut des temps où les querelles d'honneur furent plus destructives que des guerres nationales ».

Tel était l'état de la question quand *les États généraux* furent convoqués. Dans les desiderata formulés par les cahiers du clergé et du Tiers Etat, nous trouvons des appréciations très diverses sur la question.

Dans 79 bailliages le clergé demande le renouvellement des dispositions anciennes sur le duel et leur exécution formelle.

Quant au Tiers Etat, il se divise sur la question. Dans 56 bailliages, des lois sévères sont demandées ; dans 98 autres, on réclame au contraire l'abolition complète des peines portées par les ordonnances. « Ceux-ci espéraient, par le progrès des lumières et d'une éducation vraiment nationale, que les peuples en viendraient enfin d'eux-mêmes à regarder comme un crime réel et non comme un trait d'honneur l'action de tuer son semblable » (1).

C'est du reste l'idée qui semble prédominer à cette époque, qu'il fallait laisser aux nouvelles idées le temps de faire leur œuvre et de déraciner un préjugé, qui tenait, croyait-on, à l'ancien ordre de choses, et devait disparaître avec lui. « Le duel, dit Cauchy, devait disparaître avec les derniers débris du régime qui lui avait donné naissance » (2).

La noblesse ne consigna dans ses cahiers aucun vœu sur la question. On comprend facilement qu'il en eût été ainsi, les anciennes lois sur le duel n'étant pas appliquées, elle ne pensait pas qu'elle dût en demander l'abolition, puisque, en fait, elle jouissait à cet égard de la liberté la plus complète.

On sait quelles tendances se manifestèrent dès la réunion des Etats et la soif d'égalité qu'on avait alors ; comment la noblesse et le clergé qui par l'ancien mode de votation avaient toujours auparavant la majorité dans ces assemblées, se virent arracher une à une toutes leurs prérogatives par le Tiers Etat qui prit dès lors le rôle prépondérant.

Le 20 juin 1789, après le fameux serment du Jeu de

(1) Rapport sur le projet de loi de 1829. *Moniteur* du 14 février 1829.

(2) *Du duel*, tome I, p. 256.

Paume, l'assemblée devenait Constituante et préparait la constitution du 20 septembre 1791. Le 4 août 1789, tous les privilèges sombraient dans la nuit mémorable qui marquait, pour ainsi dire, la fin de l'ancien ordre de choses, et le commencement d'une ère nouvelle. L'autorité royale au milieu du choc des idées, allait baissant de jour en jour. Chaque décret de l'Assemblée enlevait au roi une parcelle de son pouvoir, jusqu'à ce que la Législative prononçât sa déchéance le 10 août 1791, quand il fut venu chercher un refuge dans son sein.

Il semblait que le duel dût disparaître de lui-même en même temps que s'évanouissaient les derniers vestiges des idées qui lui avaient donné naissance et l'avaient entretenu dans l'ancien régime. Les motifs changèrent, mais pendant quelques années encore, le duel fut presque aussi fréquent que jadis. Le choc des opinions dans les assemblées qui se succédèrent, dans les feuilles publiques qui paraissaient à cette époque, en causa un grand nombre. La passion politique remplaça l'ancien point d'honneur; on se battit pour défendre ses idées et quelquefois aussi pour venger une injure lancée dans le feu d'une discussion. De nombreux duels eurent encore lieu dans cette période, surtout entre membres des assemblées politiques. Le plus célèbre fut celui qui mit aux prises MM. Ch. de Lameth et de Castries.

Ce qui prouve bien que le duel n'avait pas cessé, c'est que de nombreux procès-verbaux furent dressés, constatant des demandes faites au sein de la Constituante et de la Législative au sujet de lois à faire sur le duel.

Dans la séance du 4 février 1791, les comités de l'Assemblée furent invités à proposer une loi sur le duel. Mais trop d'événements sollicitaient l'attention des législateurs, trop

de passions s'agitaient pour qu'on eût le loisir de s'occuper d'une question qui pouvait paraître secondaire, car le duel se faisait de plus en plus rare, et il était permis de croire, comme nous le disions, que l'intervention du législateur serait inutile, les mœurs et les idées nouvelles devant faire justice d'un préjugé inhérent à l'ancien régime.

Puis on préparait à ce moment le projet d'un nouveau code pénal, et cette discussion devait absorber la question particulière de la répression d'un fait qu'on croyait appelé à disparaître de lui-même.

Cependant deux projets de lois furent déposés par des représentants. Le plus important fut celui de Languinais du 27 avril 1791 en 7 articles. Il ne fut même pas discuté. « Le résultat d'une conférence entre les comités, dit Dupin, fut qu'une loi spéciale sur le duel serait inutile et dangereuse; que ce délit en lui-même, et séparé de ses suites n'aurait plus les mêmes caractères qu'autrefois, qu'en un mot le droit commun tel qu'on allait l'établir par un code général et uniforme, suffirait pour protéger la personne et la vie des citoyens (1). »

Nous voici arrivés à l'époque de la promulgation *du code pénal de 1791*. Préparé et discuté soigneusement, il fut un des derniers actes de la Constituante qui se séparait le 30 septembre 1791, laissant la place à la Législative. L'Assemblée constituante avait doté la France de sa première Constitution (20 septembre 1791), elle laissait aussi un Code pénal qui porte la date des 25 septembre-6 octobre 1791.

Le droit pénal se trouvait désormais codifié, et non comme jadis, contenu dans une multitude de dispositions qui s'a-

(1) Dupin, *Réquisitoire*, 1837.

brogeaient les unes les autres et rendaient par leur diversité même l'application exacte de la loi presque impossible.

Comment la question du duel était-elle comprise dans ce nouveau code pénal ?

Le projet contenait sur le duel plusieurs articles qui furent supprimés sans même venir en discussion. Ces articles proposaient les peines suivantes contre le duel : l'exposition publique, et la détention dans une maison d'aliénés. Une disposition spéciale punissait de douze ans de cachot le duelliste qui avait tué son adversaire.

Le projet définitif adopté le 25 septembre 1791 ne contenait donc aucune disposition spéciale sur le duel. D'un autre côté, le nouveau code pénal abrogeait implicitement dans son article final les anciennes dispositions répressives, car seul il devait être appliqué désormais. Donc avec lui sombrait toute la législation exceptionnelle établie par les édits et ordonnances que nous avons étudiés plus haut. Rien ne devait subsister de cet ancien édifice ; c'est ce qui résultait de l'esprit et des termes de la nouvelle loi.

Mais alors le duel était-il prévu et puni par le nouveau code ? Avait-on entendu le soustraire à toute répression en gardant sur lui le silence, ou bien le punissait-on d'après les dispositions générales relatives à l'homicide ?

Il faut remarquer ici avant d'aller plus loin, que cette question peut se poser avec la même netteté sous l'empire du Code pénal de 1810 qui nous régit actuellement. Ce Code a imité le silence de son devancier à l'égard du duel, il a puni à peu près de la même façon l'homicide sous ses diverses formes, il a formulé les mêmes excuses. Donc pas plus que le code de 1791, pas plus que le Code des délits et des peines de brumaire an IV, le Code de 1810 n'a parlé du

duel. A-t-il entendu le punir ? Telle est la question qui se pose une seconde fois et qu'il nous faut résoudre. Cette question est la même que celle que nous avons posée plus haut au sujet du Code de 1791, et elle se résume à ceci. *Le duel est-il puni par notre loi pénale ?*

C'est cette question qui doit nous occuper maintenant. Elle a divisé en deux camps à peu près égaux les jurisconsultes qui ont donné pour et contre, les meilleurs arguments. La jurisprudence a adopté successivement sur la question les deux solutions opposées, ce qui est la meilleure preuve de l'incertitude et de l'insuffisance de la loi en cette matière.

Avant d'aborder l'étude des deux systèmes qui ont été proposés sur la repression du duel et dans chacun desquels nous rencontrerons la jurisprudence avec des arguments différents, il faut préciser la question et dire que nous ne nous occupons absolument que du duel loyal, c'est-à-dire précédé d'une convention qui règle le mode et les conditions du combat et qui est strictement exécutée. Dès que le combat singulier ne se présente plus sous cet aspect, il ne mérite plus le nom de duel, il est un guet-apens et doit être considéré comme un vulgaire assassinat, punissable selon les dispositions ordinaires du Code pénal. C'est ce que tout le monde a toujours admis et ce sur quoi, la jurisprudence, même quand elle proclamait l'impunité absolue du duel, n'a jamais varié (1).

La question qui se pose est donc celle-ci :

Le duel loyal tombe-t-il sous le coup de la loi pénale qui punit l'homicide et les blessures volontaires ?

Nous avons dit qu'il avait existé et qu'il existe encore une

(1) Cass. S. V. 22, 1, 174 C. N. 6, 1, 500. D. A. 12, 961, 21 septembre 1821.

grave controverse sur la solution à donner à cette question.

Les uns, soutenus par la jurisprudence jusqu'en 1837, prétendent que le duel est resté absolument en dehors des prévisions de la loi pénale.

Les autres, qui ont pour eux désormais une jurisprudence inébranlable depuis 1837, disent au contraire que le duel est un homicide ordinaire qui n'avait pas besoin d'être prévu spécialement pour tomber sous le coup de la loi pénale ordinaire.

Nous allons étudier successivement ces deux théories en commençant par celle qui a régné d'abord et qui a eu longtemps la jurisprudence en sa faveur. Nous verrons l'excellence des arguments proposés par l'une et l'autre qui ont été défendues par des hommes éminents tels que Merlin et Dupin.

1^o La loi ne punit pas le duel.

Le Code pénal de 1791 n'avait, nous l'avons vu, aucune disposition spéciale sur le duel. Bien mieux les articles proposés sur la question furent retranchés de la rédaction définitive. Cette suppression peut paraître significative, surtout si l'on songe que le duel avait été puni spécialement depuis de longs siècles ; on abolissait une législation spéciale, il fallait la remplacer d'après les mœurs nouvelles, ou si l'on voulait ranger dans le droit commun un délit qui avait toujours eu un caractère spécial, il fallait que la loi s'en expliquât formellement.

A quel sentiment le législateur avait-il obéi en supprimant les articles proposés sur le duel ? Il est probable qu'il ne pensait pas devoir s'occuper d'un délit qu'il croyait avoir

fait son temps, et qui, suivant lui, devait disparaître avec l'égalité proclamée des classes et les idées positives et raisonnables qui remplissaient les esprits.

A. *Silence du Code de 1791.* — Suppression des articles sur le duel et abrogation implicite des anciennes dispositions pénales. De ce rapprochement de faits, ne sortait-il pas une volonté qui paraissait bien nette de ne pas soumettre le duel à la loi pénale.

Comment admettre que la loi nouvelle ait voulu, sans s'en expliquer formellement, faire d'un délit toujours regardé comme spécial, un délit de droit commun. Elle abolit l'ancien ordre de choses et ne le remplace pas ; bien mieux, elle repousse systématiquement toute proposition tendant à singulariser le duel, pour ainsi dire. Elle devait prévoir les difficultés auxquelles son silence donnerait lieu ; elle n'a rien dit cependant, c'est qu'elle a voulu que le duel restât impuni. Elle comptait, nous l'avons dit, sur la tournure nouvelle des choses pour faire disparaître ce délit spécial, et elle avait reconnu l'inutilité flagrante des anciennes pénalités si rigoureuses contre le duel. Il est impossible que le législateur de 1794 comme celui de 1810 aient été assez imprévoyants pour vouloir remplacer les anciennes peines jugées par tous trop sévères par des peines encore plus fortes, comme celles dont ils punissaient le meurtre et l'assassinat (1).

Tel est le premier argument de Merlin, le plus illustre défenseur de la théorie qui soutient que la loi pénale ne punit pas le duel, comme de tous ceux qui ont défendu cette idée après lui.

Il est tiré, nous le voyons, du silence obstiné du Code

(1) MM. Faustin Hélie et Chauveau, C. P., t. III.

pénal sur un fait soigneusement qualifié sous l'ancien droit, qui n'avait pas disparu et qui affectait toujours des caractères spéciaux.

Le législateur avait détruit l'ancien édifice et il ne l'avait pas reconstruit ; donc il restait à terre.

Le Code de 1791 ne contenant rien qui fût de nature à faire connaître clairement la pensée du législateur sur cette question pourtant si importante, il faut chercher, et c'est ce qu'out fait Merlin et ses partisans et après eux la jurisprudence, dans l'histoire des lois à cette époque, si quelque indice ne pourrait mettre en lumière l'idée constante du législateur sur le duel.

Après la promulgation du Code pénal de 1791, le duel fut-il désormais poursuivi et puni d'après les dispositions de la nouvelle loi punissant l'homicide ou bien l'impunité lui fut-elle assurée puisqu'on ne pouvait appliquer l'ancienne législation abrogée et non remplacée ?

B. *Décret du 17 septembre 1792.* — Un décret rendu par l'Assemblée législative le 17 septembre 1792 portait : « Tous procès et jugements contre des citoyens depuis le 14 juillet 1789 sous prétexte de provocation en duel, sont éteints et abolis » (1).

Il n'y a aucune difficulté à expliquer les termes de ce décret pour la période qui va du 14 juillet 1789 au 25 septembre 1791. A cette époque les anciennes lois sur le duel, n'ayant pas été abrogées, devaient avoir encore tout leur effet ; il n'était donc pas étonnant que des poursuites aient été intentées, ainsi que des peines prononcées à raison de faits de duel. Le décret de 1792 prononçait l'amnistie pour tous les faits de cette période. Mais pourquoi le dé-

(1) *Moniteur*, 18 septembre 1792, p. 143, 3^e col.

cret comprenait-il aussi dans son amnistie les duels qui avaient eu lieu entre le 25 septembre 1791 et le 17 septembre 1792, date où il fut rendu ? Voici l'explication de ce fait qui peut paraître singulier au premier abord : A cette époque de transition, les lois étaient nombreuses, confuses ; les anciennes lois n'étaient qu'en partie abrogées et les nouvelles n'avaient pu faire oublier complètement celles qu'elles avaient remplacées.

Les tribunaux ne connaissaient peut-être pas suffisamment toutes les lois qu'il leur fallait appliquer. Et en admettant même qu'ils les connussent toutes, elles étaient souvent très difficiles à interpréter à cause de leur obscurité et de leur contrariété même.

Donc confusion des lois à cette époque, difficulté pour les juges de les appliquer sûrement en raison de leur nombre et de leur diversité, tels sont les faits qui expliquent le décret de 1792 dans un sens favorable à la thèse soutenue par MM. Faustin Hélie et Chauveau, à la suite de Merlin (1).

Il avait dû se passer ceci que des poursuites avaient été intentées à des duellistes par des tribunaux qui croyaient que le nouveau Code n'avait pas touché à l'ancienne législation spéciale sur le duel.

Le décret de 1792 fut fait pour amnistier les duellistes punis légalement avant le Code pénal de 1761 et pour rappeler aux tribunaux qui ne le savaient pas, que ce Code ne punissait pas le duel. C'était une sorte d'interprétation du Code pénal donnée sans doute à la suite d'hésitation de la part des tribunaux chargés d'appliquer la loi.

(1) *Code pénal*, t. III, p. 506.

C'est l'opinion de M. Edouard Martin qui dit : « Le décret d'amnistie de 1792 fut inspiré par les provocations qui remontaient à 1789 ou par les poursuites intentées contre les duellistes en vertu de lois abrogées, car alors les lois récentes et multiples étaient peu connues, et il fallait anéantir des excès de pouvoir (1). »

Il est certain du reste qu'à partir du décret de 1792 aucune poursuite ne fut intentée contre des duellistes ; ce qui prouverait que tout le monde avait accepté cette interprétation.

C. *Décret du 29 messidor an II.* — Il faut croire cependant que les nouvelles idées n'avaient pas encore fait complètement justice de ce préjugé « dernier débris de la férocité des races germaines et de la féodalité française » (2), car le 29 Messidor an II, la convention rendit un décret par lequel « elle renvoyait à la commission de recensement pour examiner et proposer les moyens d'empêcher des duels, et les peines à infliger à ceux qui s'en rendraient coupables ou les provoqueraient » (3).

Donc le duel n'était pas puni puisqu'on proposait les moyens de le réprimer.

Le décret de messidor était conçu dans les termes les plus généraux « empêcher les duels ». Il ne peut par conséquent être restreint aux duels militaires, comme le prétendent les partisans du deuxième système ; ce que nous montrerons quand nous analyserons ce système tout contraire à celui que nous exposons maintenant.

Tels sont les trois premiers arguments qu'invoquent à l'appui de leur opinion les auteurs qui admettent l'impunité

(1) *France judiciaire*, I, 10, p. 217.

(2) Du Bodan, *Discours de rentrée*, Rennes, 5 novembre 1838.

(3) Procès-verbal de la Convention, 17 juillet 1794, t. XLI, 312.

absolue du duel suivant la loi pénale, ainsi que la jurisprudence jusqu'en 1837.

1^o Argument tiré du silence du Code pénal de 1791 après suppression des articles du projet sur le duel.

2^o Argument du décret d'amnistie du 17 septembre 1792.

3^o Argument du décret de Messidor an II.

La conclusion en est que le duel était resté impuni sous l'empire du Code de 1791. Il faut maintenant se demander ce qu'en a fait le Code de 1810.

Constatons auparavant que le Code du 3 brumaire an IV sur les délits et les peines ne parle pas non plus du duel, et se borne à punir comme l'avait fait le Code de 1791, l'homicide et les blessures en les excusant en certains cas.

Dans la période qui s'écoula entre le Code de 1791 et celui de 1810, les duels décrurent dans une très sensible proportion. C'est que l'on avait d'autres préoccupations à l'intérieur, en raison des graves événements qui se précipitaient; et à l'extérieur, par les guerres que la République avait à soutenir contre l'Europe coalisée.

Puis sous le Consulat et l'Empire, les grandes guerres qui mirent l'Europe aux prises absorbèrent l'activité et la force de tous. L'intérêt particulier était annihilé plus que jamais par l'intérêt général; et l'on songeait bien peu à en venir aux mains pour des motifs futiles comme jadis. « La guerre générale, dit Cauchy, imposait trêve aux guerres privées, et le canon d'Austerlitz et de Wagram, dominait de sa voix tonnante le retentissement lointain des discordes civiles » (1).

D. *Silence du code pénal de 1810.* — Ce fut dans ces circonstances que fut préparé, discuté et promulgué le

(1) Cauchy. *Du Duel*, t. I, p. 277.

Code pénal de 1810 qui nous régit encore. Ce Code, suivant et perfectionnant le système de celui de 1791, unifiait complètement la législation pénale, proclamait dans son article 4, que nulle contravention, nul délit, nul crime, ne pouvaient être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis. Il reconnaissait ainsi que tout fait qui n'était pas prévu et puni par lui, ne pouvait être réprimé. C'était la proclamation du grand principe de l'interprétation essentiellement restrictive de la loi pénale.

La question du duel allait reparaître, avec le nouveau Code. Le législateur, cette fois était bien averti, par l'expérience du passé. Il avait vu que son silence antérieur avait soulevé des discussions et combien l'hésitation et l'incertitude avaient régné depuis 1791 dans la doctrine et la jurisprudence. Il était donc impossible qu'il oubliât une question si importante, alors qu'il s'attachait à définir le plus exactement possible et à punir tous les faits délictueux pour supprimer absolument l'arbitraire en matière pénale.

Eh bien ! pas plus que le Code de 1791, pas plus que celui de brumaire an IV, le Code pénal de 1810 ne parle du duel. Il le laisse de côté et ne s'en occupe aucunement.

La question restait la même qu'en 1791. Les anciennes pénalités restaient abrogées et rien ne les avait remplacées.

Pour la troisième fois le législateur gardait le silence sur le duel. Ne marquait-il pas par là une volonté bien nette de ne pas remplacer l'ancienne législation dès longtemps abrogée. Il en avait constaté l'inutilité et il pensait que le duel disparaîtrait de lui-même sous l'influence des nouvelles mœurs puisque chaque jour, il se faisait plus rare.

Et le système que nous exposons tire en faveur de sa solution un nouvel argument, de ce silence prolongé et voulu du législateur.

Quand on veut se rendre compte de l'esprit exact d'une loi qui paraît obscure, il faut, pour éclairer cette recherche, consulter les travaux préparatoires de cette loi et les discussions qui se sont élevées dans le sein des diverses assemblées qui l'ont rédigée. Il est rare que quelque mot, quelques explications fournies ne donnent pas l'explication du sens de la loi.

Que si, appliquant ce principe au cas qui nous occupe, nous essayons de chercher l'esprit de la loi dans les travaux qui l'ont préparée ; nous constatons que le silence le plus absolu a régné sur la question du duel pendant que se discutèrent les diverses parties du Code pénal. On ne s'en est jamais occupé, et Merlin nous assure, que bien qu'ayant assisté à toutes les séances du Comité de législation, du Conseil d'Etat et du corps législatif, il n'a jamais entendu qu'il eût été question du duel dans aucune. Certes on y avait pensé, et il était impossible qu'il en eût été autrement ; « mais on avait cru, dit Merlin, devoir imiter à cet égard le silence de l'Assemblée Constituante » (1).

Donc rien dans la confection de la loi qui indique son esprit. Si on a pensé au duel on n'en a jamais parlé, guidé peut-être par les mêmes motifs qui avaient entraîné le législateur de 1791 à savoir la difficulté de punir efficacement le duel, contre lequel les efforts des Rois avaient été impuissants.

E. *Rapport de Monseignat.* — Puisque nous ne trouvons

(1) Merlin. *Question de droit*, VI, p. 176.

rien dans la préparation de la loi qui puisse fixer son sens à cet égard, allons-nous trouver quelque chose de plus explicite dans sa discussion finale ?

A cette époque les lois étaient préparées et discutées d'abord au Conseil d'Etat, puis à la section de législation qui avait remplacé le Tribunat supprimé en 1807. Elles étaient ensuite soumises au corps législatif qui votait sans pouvoir modifier la loi proposée, et sans que ses membres pussent prendre la parole pour donner leur opinion. La discussion ne pouvait avoir lieu en présence du corps législatif qu'entre les orateurs délégués par le Conseil d'Etat et la section de législation.

Un des arguments les plus forts qu'on oppose à la théorie que nous exposons, est justement celui qu'on tire de cette discussion qui eut lieu devant le corps législatif. Nous allons voir comment Merlin et les auteurs qui ont adopté son opinion y répondent :

L'orateur représentant la section de législation, *M. Monseignat* crut devoir expliquer le silence du Code pénal sur le duel ; et il s'exprima ainsi devant le corps législatif : « Vous vous demandez peut-être, pourquoi les auteurs du projet de loi n'ont pas désigné plus particulièrement un attentat aux personnes trop malheureusement connu sous le nom de duel. C'est qu'il se trouve compris dans les dispositions générales qui vous sont soumises ». Et il ajoute. « Si le duel a suivi immédiatement, des menaces, des jactances, des injures, et si les combattants ont pu être entraînés par l'emportement de la passion, s'ils ont agi dans l'ébullition de la colère, il seront classés parmi les meurtriers. Mais si les coupables ont médité, projeté, arrêté à l'avance cet étrange combat, si la raison a pu se faire entendre et qu'ils

ont méconnu sa voix, et au mépris de l'autorité, cherché dans une arme homicide, la punition qu'ils ne devaient attendre que du glaive de la loi, ils seront des assassins. La loi ne saurait transiger avec un aussi absurde préjugé » (1).

Nous avons cité les principaux passages de ce rapport. Il semble qu'ils sont bien formels et qu'ils fournissent un puissant argument contre le système de Merlin.

Cependant celui-ci conteste hautement l'autorité qu'on veut attacher à cette déclaration. Ces paroles, suivant lui, n'expriment qu'une opinion personnelle.

En effet, dit-il, la commission dont Monseignat était l'organe, était prise dans le corps législatif, et ne pouvait par conséquent avoir plus d'autorité que lui. Or le corps législatif, pas plus que la section de législation qui en émanait, pas plus que le conseil d'Etat, ne faisaient à eux seuls la loi. Chacun n'était qu'un corps y concourant, mais qui seul n'avait aucun pouvoir (2).

Quelle force avait donc, ceci posé, l'avis du rapporteur? A supposer même qu'il rendit exactement l'opinion de la section de législation, il ne pouvait avoir plus d'autorité qu'elle, et nous avons dit que seule elle n'avait pas de pouvoir absolu. Donc, l'avis du rapporteur n'exprimait qu'une idée personnelle; et cela d'autant plus que Merlin assure que la section de législation n'avait pas donné son idée sur la question, puisqu'elle ne s'en était pas occupée.

La déclaration de Monseignat peut donc être regardée comme sans valeur au point de vue de l'interprétation de la loi en ce qui touche le duel.

Personne du reste ne releva cette déclaration, et la loi

(1) Séance du 17 février 1810.

(2) Faustin Hélie, C. P., III, 506.

resta muette. Nul ne peut dire quelle fut à cet égard l'idée du corps législatif qui devait, comme nous l'avons dit, voter sans discussion et qui avait mérité pour ce fait, le nom de « Corps des Muets ».

Du reste Monseignat ne s'expliquait pas sur le point de savoir s'il entendait adopter le système consacré par les lettres du Grand Juge et du ministre de la guerre (dont nous parlerons plus loin, car elles sont favorables au 2^me système). Suivant ces lettres, le duel n'était pas punissable en lui-même, mais seulement dans ses suites, ce qui violait, nous le dirons, l'article du Code pénal qui punit la tentative comme le crime même. Il fallait appliquer le Code pénal dans toute sa rigueur, si on l'appliquait. Sur ce point la pensée de Monseignat fut très obscure, ce qui enlève beaucoup de force à sa déclaration. Appliquait-il, oui ou non, le Code pénal dans toute sa rigueur ? Telle était la question qui restait à résoudre.

Si aucun des orateurs du gouvernement ne protesta, c'est que cette déclaration passa à peu près inaperçue et qu'il ne parut pas nécessaire de combattre l'opinion du rapporteur qui avait pu paraître en somme de peu d'autorité.

C'est ainsi que doit être comprise et appréciée cette déclaration de Monseignat sur laquelle le deuxième système s'appuie si opiniâtrement.

Tels sont les arguments historiques, si l'on peut ainsi les nommer, qu'invoquent à l'appui de leur thèse ceux qui prétendent que la loi pénale de 1791 et de 1810 ne punit pas le duel, et qu'elle l'a exclu volontairement de ses dispositions pour les motifs que nous avons indiqués.

La jurisprudence de cette époque, tout à fait favorable à cette théorie, invoqua aussi ces arguments. Elle y joignit des

arguments que nous appellerons juridiques, c'est-à-dire en se plaçant sur le terrain des principes de droit pénal eux-mêmes.

C'est ce que nous allons maintenant étudier.

Nous avons vu que sous l'Empire, les duels avaient été peu fréquents et nous en avons donné les raisons. C'est ce qui explique qu'on ne trouve à cette époque aucun monument judiciaire sur la question. De plus il était si bien admis que le duel était impunissable qu'aucune poursuite ne fut intentée.

Mais à la Restauration, les luttes politiques reprirent d'autant plus vives que l'on entraît dans une ère de libres discussions auxquelles on n'était plus habitué ; car Napoléon I^{er} ne souffrait pas que les opinions se fissent jour et encore moins qu'on discutât sa volonté. Dès que Louis XVIII fut monté sur le trône, les opinions longtemps comprimées se montrèrent de nouveau et les discussions irritantes recommencèrent dans la tribune et dans la presse. Des conflits se produisirent qui amenèrent des rencontres. D'autre part les rancunes politiques furent une nouvelle source de conflits, les partisans du régime disparu opposés par intérêt et par rancune au régime nouveau et qui de plus avaient gardé leur esprit batailleur, jaloux de voir qu'un état de choses nouveau s'étaient créé, dans lequel ils n'entraient pour rien, saisirent les plus futiles prétextes pour se battre et satisfaire en même temps contre ceux qui les avaient supplantés leur jalousie et leur goût du combat.

F. *La jurisprudence de 1819 à 1837.* — Ce fut à ce moment là seulement que la question se posa nettement devant les tribunaux qui durent enfin décider si oui ou non le duel

était puni par la loi pénale. Nous allons voir que la Cour de cassation jugea invariablement pendant de longues années, de 1819 à 1837 dans le sens de l'impunité absolue du duel selon la loi pénale, par conséquent en faveur de la théorie que nous avons exposée. Aux arguments que nous avons qualifiés d'historiques, elle ajouta des arguments purement juridiques, si l'on peut ainsi parler.

L'exposé de la jurisprudence qui a régné de 1819 à 1837 rentre donc bien dans l'analyse du système que nous analysons, car elle fut à cette époque la consécration du système admis alors généralement.

La question, nous l'avons dit, ne se posa nettement devant les tribunaux qu'en 1819 et voici dans quelles circonstances :

Le 24 août 1818 un duel mortel avait lieu entre un sieur Brutus Cazelles et un sieur Ferret qui fut tué. Poursuivi à raison de ce fait, Cazelles fut, par arrêt de la Cour royale de Montpellier (1), renvoyé devant la Cour d'assises de cette ville pour l'homicide du sieur Ferret. Celui-ci invoquait ce seul argument : qu'il avait agi en état de légitime défense. La Chambre des mises en accusation ayant omis de statuer sur cette exception, la Cour de cassation, par arrêt du 8 janvier 1819 (2) cassa pour ce motif ; et la Cour de Toulouse devant laquelle l'affaire fut renvoyée, mit de nouveau Cazelles en accusation par arrêt du 12 février 1819 (3) dans lequel on lit entre autres ce motif : « Considérant qu'il existe des indices graves et suffisants que le nommé Mathieu Brutus Cazelles, prévenu, a porté volontairement le coup fatal

(1) Du 30 octobre 1818.

(2) S. V. 19. I. p. 116., Cass.

(3) S. V. 19. I. p. 113., Cass.

et s'est ainsi rendu coupable de crime d'homicide volontaire prévu et puni par les articles 295 et 304 du Code pénal ; que l'autorité du point d'honneur et l'empire d'un préjugé funeste ne peuvent, aux yeux des magistrats, servir d'excuse à un pareil attentat et qu'un duel accepté volontairement ne peut caractériser le cas de légitime défense prévu par l'art. 328 du Code pénal ».

La Cour de Toulouse posait donc nettement la question, et la résolvait dans le sens de l'application pure et simple des dispositions du Code pénal sur l'homicide et les blessures, au cas de duel.

Ce fut sur le pourvoi nouveau de Cazelles que fut rendu le 8 avril 1819 l'arrêt de la Cour suprême qui cassait l'arrêt attaqué pour fausse application du Code pénal et inaugurait la jurisprudence nettement favorable à notre thèse.

Le procureur général démontra d'abord en reprenant un à un les arguments que nous avons exposés plus haut, que la loi pénale ne punissait pas le duel, et il donnait la raison du silence du législateur en ces termes : « Le législateur a pensé, disait-il, que la rigueur des lois était insuffisante pour réprimer une passion qui est au-dessus de toutes les craintes ».

« Il faut, ajoutait-il (et c'était l'idée de tous à l'époque), pour détruire ce cruel préjugé, tout attendre de la force de l'éducation, de la religion et de la morale. »

Le procureur général, dans une éloquente péroration, faisait cependant des vœux pour que le législateur intervienne ; car en gardant complètement le silence sur ce point, il s'est jeté dans un excès opposé à celui de la rigueur des anciennes lois. Il demandait des moyens de répression spéciaux, comme l'exil contre les duellistes, et de fortes

peines correctionnelles contre les témoins qu'il considérait comme des complices (1).

Il adjurait enfin les « hommes généreux, les âmes grandes, au nom du véritable honneur, au nom de l'humanité, au nom de la patrie, de servir de législateurs provisoires ; et quand les lois seront portées, ils seront nos législateurs définitifs ». Et il ajoutait : « Le vrai courage serait dans le refus du combat (2). »

La Cour de cassation rendit ensuite son arrêt, où elle déclarait, que le duel ne rentrait dans aucune des prévisions de la loi pénale ; que le législateur l'avait laissé de côté. En effet.

1° Le duel ne rentre pas dans l'art. 319 du Code pénal qui punit l'homicide par imprudence, négligence ou maladresse.

2° Il ne rentre pas dans les articles 321, 326 C.P. qui supposent un meurtre commis sans liberté d'action, dans le premier ressentiment d'une provocation par des coups ou par des violences graves.

3° Il échappe aussi aux articles 295 et 304, § 1^{er} qui punissent le meurtre commis sans provocation, mais sans dessein antérieur, dans la colère ou la passion, c'est-à-dire sans préméditation. Le duel, au contraire, est certainement prémédité et accompagné de provocation. Il est donc un acte à part.

(1) Dans le cas soumis à la Cour de cassation, les témoins n'avaient pas été poursuivis.

(2) « Non, le véritable honneur n'est pas dans le sentiment exagéré, qui nous porte à vouloir nous faire raison par les armes de la plus légère offense. Et le vrai courage ne consiste pas à aller niaisement se faire tuer pour prouver qu'on sait venger une injure ». (Flandin, *du Duel. Revue critique*, 1863, XXII, p. 168.)

4° Enfin il n'est pas un assassinat (meurtre avec préméditation) qui suppose « une agression préméditée, non concertée auparavant avec celui sur qui elle a été exercée, accompagnée du dessein de donner la mort, et dans laquelle s'il y a eu résistance, la défense n'est née que de l'attaque. Au contraire, dans le duel, il y a toujours convention antérieure, intention commune, réciprocité d'attaque et de défense » (1).

Nous reviendrons sur ce caractère conventionnel du duel qui en change complètement l'aspect et en fait un délit à part non prévu par la loi pénale.

La Cour de cassation, après avoir ainsi mis à part le duel, en tant que délit et avoir constaté qu'on ne pouvait le classer dans aucune des catégories de délits établies par le Code pénal, ajoutait, qu' « au législateur seul, appartenait de compléter son œuvre par une loi répressive que la religion, la morale, l'intérêt de la société et celui des familles paraissaient réclamer et de régler par quelles mesures devaient être prévus et punis des faits qui ont un caractère spécial par leur nature, leur principe et leur fin ».

La Cour suprême reconnaissait ainsi le caractère spécial du duel, et l'impuissance de la loi pénale à son égard. Elle en appelait au législateur, qui seul pouvait combler la lacune qui existait dans la loi.

Selon Cauchy (2), cette décision de la cour suprême, était due, indépendamment des arguments historiques et juridiques qu'elle invoquait, à cette considération que les circonstances atténuantes n'existant pas à cette époque, il fallait punir le duel suivant les dispositions du Code pénal

(1) Rapport de M. Mourre, procureur général.

(2) *Du Duel*, I, 309.

qui punissent l'assassinat de la peine de mort et le meurtre des travaux forcés à perpétuité, sans qu'on pût abaisser par aucun moyen ces pénalités. Il répugnait, même aux adversaires déclarés du duel, d'assimiler celui-ci à l'assassinat et au meurtre ; et cependant il eût fallu logiquement le décider, si on appliquait purement et simplement les dispositions du Code pénal. Ne pouvant trouver de moyen terme, on allait à l'extrême en proclamant l'impunité absolue du duel.

Cette théorie, consacrée par l'arrêt de 1819, fut désormais celle qui fut reproduite dans tous les arrêts qui suivirent et la résistance de certaines Cours d'appel qui s'insurgèrent contre ces décisions de la Cour suprême ne servirent qu'à rendre celle-ci plus ferme dans son opinion.

Tous ses arrêts sont motivés à peu près de la même façon : « si le duel blesse profondément la religion et la morale, il n'est cependant qualifié crime par aucune des dispositions pénales actuellement en vigueur » (1). Elle constatait l'impuissance de la loi et en appelait au législateur.

Puis, il faut le dire, la jurisprudence répugnait à assimiler le duelliste à un assassin, et c'était un motif non avoué, quoique très puissant de sa décision. Il lui semblait à juste titre que l'intention du législateur, en gardant le silence sur le duel, n'avait pu être d'assimiler deux faits aussi dissemblables que le duel et le meurtre en les réunissant dans la même pénalité.

(1) 21 mai 1819. C. N. 6. I. 77.

4 décembre 1824. S. V. 25. I. 6, 7.

14 mai 1827. S. V. 28. I. 47.

8 août 1828. S. V. 28. I. 328.

Et nous touchons ici à ce qu'on peut appeler un argument moral dans le sens de notre théorie et un argument pratique tiré des inconvénients et des exagérations du système contraire. C'est ce qui nous reste à examiner pour donner une analyse complète de notre premier système qui a été, nous l'avons montré, celui de la jurisprudence jusqu'en 1837.

G. *Le duel n'est pas un assassinat.* — La question qui nous reste à étudier est en somme celle-ci : *Peut-on assimiler juridiquement le duel à l'assassinat ?* Peut-on logiquement les punir des mêmes peines ? La conscience publique ne serait-elle pas froissée par cette assimilation de deux faits qui, nous allons le voir, ne se ressemblent que par la matérialité, si l'on peut ainsi parler, c'est-à-dire par le résultat ?

La loi, quand elle punit, ne tient pas seulement compte du résultat de l'acte délictueux, elle doit aussi, autant que possible, tenir compte de l'intention de l'agent et de ses mobiles.

1° Le duelliste et le meurtrier sont-ils animés de la même intention ?

2° Comment agissent-ils l'un et l'autre pour en arriver à leurs fins ?

3° Quels motifs les animent ?

Si à ces trois questions la réponse est la même pour l'un et l'autre, certes il devront être confondus dans l'infamie et la répression ; mais si entre eux existent des différences capitales qui ne permettent pas de les réunir, il faudra les séparer complètement et dire que le meurtre est punissable d'après la loi pénale ordinaire et que le duel se présentant avec des caractères spéciaux doit être prévu et puni spécialement.

Nous allons répondre à ces trois questions et nous verrons les différences capitales qui séparent les deux faits délictueux.

Et d'abord examinons l'intention des deux agents.

« L'assassin est, dit un arrêt de la Cour d'Orléans, cet homme pervers qui, avide de sang ou d'or, attend sa victime inoffensive, et la détruit sans risque et sans pitié » (1). Il calcule froidement son crime en prenant ses précautions pour éviter toute répression, s'il est possible. Son mobile est tantôt le vol, tantôt la vengeance, toujours un motif inavouable et honteux. Son acte est vil et criminel entre tous, et il ne mérite aucune pitié.

Le meurtrier est moins coupable ; la passion, la colère, lui ont fait perdre un instant la raison. Il a frappé et il a tué. Celui-ci a au moins une excuse, c'est l'emportement de la passion ou du ressentiment ; et son intention est moins criminelle que l'assassin qui de sang froid et sans excuse a calculé son crime et en a prévu les moindres détails. Cependant le meurtrier, en cédant à son emportement, s'est rendu coupable d'un acte répréhensible et odieux et il devra subir lui aussi une peine, quoique moins grave que l'assassin, parce qu'il est moins coupable. Et les juges tiendront grand compte de son intention dans l'application de la peine.

Tels sont l'assassin et le meurtrier. L'acte du duelliste, quoique répréhensible, est tout différent. Voilà un homme dont la vie jusqu'alors irréprochable, n'a laissé prise à aucun soupçon, qui a toujours rempli sans faillir tous les devoirs que la morale et la loi imposent ; un jour, il est atteint gravement dans son honneur ou dans celui des siens. Per-

(1) 13 avril 1838, S. V., 38, I, 1009.

suadé que son honneur et sa considération auxquels il tient plus qu'à sa vie sont atteints, et imbu, il faut le dire, des préjugés de la société dans laquelle il vit, il provoque son insulteur pour effacer l'outrage; certes, il préfère, comme le dit l'arrêt de la Cour d'Orléans déjà cité « le faux point d'honneur à l'honneur véritable », certes il se trompe en croyant que le vrai courage consiste à laver une insulte par un combat où lui-même peut-être perdra la vie. Mais le préjugé est là, et il en faut tenir compte. « Celui-là, dit Jules Janin, est perdu dans ce monde, où l'opinion est tout, qui ne saura pas acheter l'opinion d'un coup de feu ou d'un coup d'épée ».

Il se croirait déshonoré, lui et les siens, s'il reculait devant la provocation; il expose sa vie en échange de celle de son adversaire avec des armes et des chances égales, au grand jour, souvent sans le désir de tuer, ni même de blesser son adversaire, toujours dans la pensée unique de laver l'injure, la plupart du temps pour satisfaire au préjugé et ne pouvoir être accusé de lâcheté. Il a peut-être eu, dans la chaleur du combat, l'idée de blesser ou de tuer, mais il ne s'ensuit pas qu'il ait été animé de cette intention perverse qui est l'élément indispensable du crime. C'est ce qu'exprime Dufour en ces termes (1). « La volonté du duelliste n'est point libre ni personnelle, elle n'a point pour mobile immédiat le désir de l'homicide, la soif du sang; et le but n'est pas nécessairement le meurtre et les blessures. L'opinion place chaque adversaire entre le combat et le déshonneur. » (2).

(1) *Revue de législation*, t. XII, 3, 5, 297.

(2) Beccaria, dans un autre style, exprime la même idée: « Le citoyen qui refuse un duel se voit en butte au mépris de ses concitoyens; qu'il renonce aux charmes de la société, ou qu'il s'expose sans cesse aux insultes et à la honte dont les coups répétés l'affectent d'une

Les circonstances peuvent faire de chacun un duelliste, car bien peu auront le courage vraiment héroïque de refuser le combat et nul ne peut dire qu'il aurait ce courage.

Ces différences que nous venons d'indiquer entre l'assassinat et le duel sont marquées de la façon la plus nette dans ces lignes d'un auteur : « La victime de l'assassin est assaillie déloyalement et traîtreusement, sans s'y attendre et sans pouvoir aviser, par un misérable dont les instincts qu'il vient de révéler, font peser d'ailleurs une menace semblable sur tous les autres membres de la société et appellent dès lors sur sa tête réprouvée le châtement suprême. Au contraire, dans le duel, point de surprise ; la rencontre est voulue, concertée par les parties, ses conditions sont débattues par avance ; ses chances sont égalisées autant que possible ; il ne peut y être question d'agresseur et de personne attaquée, et s'il y a un péril couru, il est accepté volontairement, en même temps que couru par les deux combattants chez lesquels il se trouve en outre atténué, grâce à la simultanéité de l'attaque et de la défense » (1).

Il ne faut donc aucunement confondre pour l'intention et les mobiles l'assassin et le duelliste. Le duel est fondé sur un faux point d'honneur, il est précédé d'une convention qui en fait partie intégrante, qui change complètement la nature du fait délictueux et qui le range dans une classe à part. Il faut apprécier l'acte du duel tel qu'il est avec sa convention, quoique illicite, et évaluer sa portée morale en le prenant dans son ensemble. MM. Chauveau et Faustin Hélie sont de cet avis quand ils disent : « la convention, qu'elle

manière plus cruelle que l'idée du supplice » (Délits et peines, chap. 29, 277).

(1) Emile Worms. Chap. 4, p. 72. *Du duel*.

soit valable ou non, n'est pour rien dans la question de savoir si l'acte est ou non punissable. La convention et le combat lui-même sont des faits justificatifs de l'homicide qui dès lors change de face, qu'on le veuille ou non ».

Et Boitard et Villey ajoutent, qu'en dernière analyse, le duel est un fait coupable, mais qu'il est improbable que la loi ait voulu le punir comme un assassinat (1).

L'assassinat et le duel ne peuvent donc être assimilés, et c'est ce que la conscience publique, représentée par le jury, a toujours admis (2). « Les peines afflictives et infamantes ne sont pas de mise ici, elles qui sont réservées pour punir les passions basses et violentes, comme le meurtre, le vol avec aggravation (3). »

On ne peut non plus réunir dans la peine les témoins d'un duel avec les complices d'un assassinat. La similitude n'existe pas plus entre eux qu'entre les auteurs principaux. Les témoins s'efforcent, en général, d'empêcher le combat, d'arranger les choses, et s'ils ne l'ont pas pu, ils arrêtent le combat en temps opportun ; au contraire, le complice de l'assassin, loin de le retenir, l'excite, l'aide dans son crime et partage pleinement sa culpabilité.

Donc encore ici pas de ressemblance entre l'assassinat et le duel.

En somme, nous en arrivons à cette conclusion que le duel ne peut être puni comme l'assassinat et que notre législateur a été sage en ne les réunissant pas dans la répression. Il eût fallu, pour qu'on pût les assimiler, une disposi-

(1) Boitard et Villey. *Droit criminel*, p. 355.

(2) Voir dans le même sens Dufour, *Revue de législ.* t. XII, p. 308.
— Michel de Bourges. Défense de Pesson.

(3) Exposé des motifs. Projet de loi de M. Taillandier, 1845. *Revue Félix*, 2, p. 195.

tion bien formelle du législateur. Il a gardé le silence, il a bien fait, puisqu'il ne voulait pas faire de loi spéciale. Sa faute est d'avoir systématiquement laissé de côté le duel, car si la conscience publique s'indigne de voir appliquer au duelliste les peines de l'assassinat, elle est également choquée de voir le duel, fait répréhensible moralement, complètement impuni.

Nous pourrions ajouter à tous ces arguments historiques, juridiques, moraux et philosophiques, un argument tiré des inconvénients pratiques du deuxième système sur la répression du duel, mais il faut connaître ce système avant de l'apprécier et d'en montrer les inconvénients. C'est pourquoi nous renvoyons cette question après l'examen de la théorie que nous abordons maintenant .

2^o La jurisprudence depuis 1837 et le deuxième système.

Le droit commun est applicable au duel. — Nous avons exposé le système qui a régné en maître depuis la promulgation du Code pénal de 1791, qui était admis par tous les auteurs les plus autorisés et consacré par la jurisprudence de la Cour suprême, résistant aux efforts que faisaient certaines Cours d'appel pour la faire revenir sur ses décisions si nettes et si fréquentes.

Le duel était donc absolument impunissable. Cependant la Cour de cassation, à chaque arrêt, constatait l'immoralité du duel et regrettait que le législateur n'ait pas cru devoir faire une loi spéciale sur le duel, puisqu'il ne l'avait pas prévu d'une manière particulière dans le Code pénal. D'un autre côté cette impunité absolue du duel, fait certainement répréhensible et qui avait encore quelque-

fois à cette époque une issue fatale, froissait l'opinion publique qui s'étonnait que ce fait délictueux ne pût être atteint par aucune disposition pénale.

Il avait fallu renoncer à l'idée que les mœurs feraient justice de ce préjugé des anciens temps ; et qu'il n'était besoin d'aucune disposition pénale pour le faire disparaître.

C'est ainsi que les idées se modifiaient peu à peu. On avait essayé à plusieurs reprises, et nous le verrons plus loin, de combler cette lacune au moyen d'une loi spéciale. En 1819, en 1829, en 1832 et en 1835 des projets de loi avaient été déposés. Mais ils n'avaient eu aucune suite et le duel, seul de tous les délits, demeurait impuni.

Il ne faut pas croire cependant que la jurisprudence de la Cour de cassation fût adoptée alors sans contestations. Le nombre assez grand des arrêts qu'elle rendit sur la question est une preuve que les Cours d'appel adoptaient souvent le système opposé.

L'arrêt du 8 janvier 1819 qui fut le fondement de la jurisprudence dont nous parlons avait été précédé d'un arrêt de la Cour de Montpellier, qui déclarait formellement que le duel était punissable d'après les art. 295, 296, 297, 302, du Code pénal qui punissent l'assassinat, le meurtre et les blessures (1).

Le 20 novembre 1828 (2) la Cour de Colmar jugea dans le même sens après la Cour de Metz et celle de Nancy qui avaient déclaré les principes du Code pénal applicables purement et simplement au duel.

Cet arrêt de la Cour de Colmar produisait tous les arguments que nous allons exposer et dont s'empara la Cour

(1) 30 octobre 1818. SV. 19. I. 114.

(2) 20 novembre 1828. SV. 29. II. 7. CN. 9. 2. 156.

de cassation quand elle revint sur sa jurisprudence en 1837. Il intervenait après un arrêt solennel de la Cour de cassation rendu sur un deuxième pourvoi. Il avait donc une grande importance, puisqu'à cette époque la troisième Cour à laquelle l'affaire était renvoyée n'était pas obligée, comme actuellement, de juger dans le même sens que la Cour suprême. Celle-ci pouvait seulement en appeler au pouvoir législatif qui devait fixer le sens de la loi.

Cette résistance des Cours d'appel s'était donc pour ainsi dire perpétuée et plusieurs jurisconsultes appuyaient cette résistance en présentant à leur tour des arguments nombreux pour prouver que le duel était compris dans les dispositions ordinaires du Code pénal.

La Cour de cassation de Belgique, qui jusqu'alors avait pleinement adopté le système de la Cour de cassation de France, rendit *le 12 février 1836* un arrêt dans lequel elle revenait sur son ancienne opinion et déclarait le duel punissable comme un assassinat (1).

Le *30 juin 1836* (2), la Cour de cassation française eut à se prononcer sur une question de dommages-intérêts née du duel. Cet arrêt fut précédé d'un très éloquent réquisitoire du procureur général Dupin qui s'éleva très violemment contre le duel lui-même et émit l'opinion qu'il devait être poursuivi devant la Cour d'assises, car suivant lui, le jury était le meilleur juge en pareille matière. Il disait les avantages de cette comparution, et s'étonnait de l'impunité absolue accordée au duel. Il terminait en montrant son désir que la question fût soulevée nettement devant la Cour. Il la traiterait alors devant celle-ci, et détruirait s'il était possible, « le

(1) Dalloz, 35, 2, 125. cass. belge.

(2) S. V. Cass., 36, I, 732.

préjugé fatal qui a pu s'attacher à une jurisprudence trop peu réfléchie. »

L'occasion que demandait le procureur général ne se fit pas attendre. Le 29 janvier 1837, le sieur Pesson tua en duel le sieur Baron. Ce duel avait eu lieu dans les conditions ordinaires et nulle circonstance de déloyauté n'était relevée à la charge de Pesson. La chambre d'accusation de la Cour d'Orléans décida qu'il n'y avait lieu à poursuites par le motif que ce fait ne rentrait aucunement dans les dispositions des lois pénales en vigueur.

Sur pourvoi du ministère public, la question vint devant la Cour de cassation. « Ce fut, dit M. Cauchy, un jour mémorable dans nos fastes judiciaires, que celui où après dix ans de silence, allait se discuter de nouveau devant cette Cour agrandie et fortifiée par une loi récente (1), une question qui tant de fois résolue, semblait cependant encore indécise » (2).

Le procureur général *Dupin* profita de l'occasion qui lui était offerte de tenir la promesse qu'il avait faite l'année d'avant et prononça devant la cour un magnifique discours qui peut passer pour l'exposé le plus complet de la théorie qui fut désormais celle de la Cour de cassation, c'est-à-dire de l'application pure et simple au duel des principes généraux du Code pénal.

Nous allons analyser ce réquisitoire, voir tous les arguments qu'il invoque à l'appui de sa thèse et nous verrons qu'il adopte absolument la solution contraire au système qu'avait suivi jusque-là la jurisprudence.

(1) Loi du 1^{er} avril 1837 qui organisait le pouvoir régulateur de la Cour de cassation.

(2) Cauchy, *du Duel*. I, 431.

A. *Le Code de 1791 punit le duel.* — Il va sans dire qu'il admet d'abord que le Code pénal de 1791 a aboli les anciennes pénalités sur le duel. Ces anciennes pénalités constituaient dans leur ensemble un droit d'exception pour les nobles. Le Code de 1791 a ensuite établi un droit commun applicable à tous. Il a abrogé l'ancienne loi pour créer un nouveau droit qui ne ferait plus de distinctions entre les citoyens.

Le droit des ordonnances punissait le duel entre gentilshommes, en tant que duel et indépendamment de ses résultats. Le duel n'était pas un délit privé, mais bien un délit politique, un crime de lèse-majesté.

Le nouveau Code ne connaît pas le duel, il ne voit que les résultats matériels des actes, et il punit ces faits délictueux quels que soient les coupables et les moyens employés.

Il n'y a pas lacune dans la législation, comme on l'a dit, « il n'était pas nécessaire que le duel fût nommé formellement pour que le meurtre ou les blessures qui en sont la suite soient punissables ».

Et Barbeyrac dit à son tour : « Il n'est pas nécessaire, à mon avis, que les lois défendent expressément les duels pour qu'on puisse les regarder comme des combats illicites où celui qui tue son homme est toujours un véritable homicide ; cela suit de la constitution même des sociétés civiles (1).

Donc le Code de 1791 a aboli l'ancienne législation sur le duel. Mais il ne résulte pas de son silence qu'il a entendu le rendre désormais impunissable. Il n'était pas nécessaire qu'il le nommât, et de nombreux arguments prouvent que bien que ne l'ayant pas nommé, il a entendu néanmoins le punir par ses dispositions générales.

(1) Barbeyrac. Notes sur Puffendorf, livre I, chap. 5, § 9.

B. *Décret du 17 septembre 1792.* — Ce décret portait, on s'en souvient, que tous les procès ou jugements contre des citoyens depuis le 14 juillet 1789 sous prétexte de provocation en duel étaient éteints et abolis.

On comprend cette amnistie pour les duels commis sous l'empire des anciennes pénalités, c'est-à-dire jusqu'au 25 septembre 1791, date de la promulgation du Code pénal. Mais comment l'expliquer dans la période du 25 septembre 1791 au 17 septembre 1792, date du décret ? Pour que le décret songeât à amnistier les faits de duel de cette période, il fallait nécessairement qu'on considérât le duel comme puni par le nouveau code pénal ; car autrement une amnistie appliquée à un fait non puni eût été absolument inutile !

C'est ce qui prouve que le duel était considéré comme compris dans les dispositions ordinaires du Code pénal, et que des poursuites avaient été intentées pour ce fait depuis le nouveau Code.

Nous avons vu comment les partisans de l'autre théorie répondent à cet argument et comment ils tirent conviction du deuxième décret rendu par la convention le 29 messidor an II, auquel nous arrivons.

C. *Argument du décret du 29 messidor an II.* — Les termes de ce décret, qui demandait aux comités de la Convention de proposer les moyens d'empêcher le duel, sembleraient être en harmonie avec la première théorie qui a dit : Le duel n'était pas considéré comme punissable puisqu'on demandait les moyens de le réprimer.

Mais Dupin répond : ce décret ne s'appliquait pas au Code pénal de 1791, mais au Code pénal militaire du 12 mai 1793.

La question s'était présentée à la Convention comme une

question de discipline militaire. On voulait empêcher les provocations de l'inférieur au supérieur. Le Code pénal militaire qui visait seulement les menaces par paroles ou gestes ne s'appliquait pas au cas de provocation en duel (1).

C'est pourquoi il fallait sur la question un article de loi spécial ; et c'est cela seulement que la Convention demandait à ses comités. Le duel civil n'avait pas été envisagé dans le décret.

D. *Lettres interprétatives du Ministre de la justice, à cette époque.* — Au milieu de toutes ces incertitudes de législation, l'hésitation était permise aux magistrats chargés de poursuivre les délits et de faire appliquer la loi. Aussi demandèrent-ils souvent au Grand Juge des conseils pour savoir s'il y avait lieu, oui ou non, de poursuivre les duellistes (2).

Une lettre du ministre de la justice du 13 prairial an IX répondant à un procureur général qui l'avait consulté, est conçue en ces termes : « Le duel qui n'a été suivi d'aucune blessure, contusion ou meurtre, ne peut donner lieu à des poursuites judiciaires, mais il est hors de doute que les blessures, contusions ou meurtres effectués, étant par eux-mêmes, des atteintes portées à la sûreté et à la vie du citoyen qui en a été victime, ces voies de fait rentrent dans la classe de toutes celles de la même nature qu'ont prévues les lois pénales, et que doivent poursuivre les tribunaux d'après la nature des circonstances et la gravité du fait accompli ».

En l'an XII, nous trouvons une nouvelle lettre du Grand

(1) Art. 11 de la section IV. Loi du 12 mai 1793.

(2) Fleurigeon. *Recueil administratif*, t. 5, p. 290.

Juge qui déclare « que le duel en lui-même n'est ni crime ni délit, mais que les conséquences en sont punissables d'après leur gravité. »

Ces deux lettres sont, suivant les partisans de la théorie que nous exposons, comme une interprétation quasi-législative de la loi. C'est donc bien la tendance de l'époque que le duel est punissable dans ses résultats suivant le Code pénal.

Mais on peut faire à cette opinion des Grands Juges un grave reproche, qui ôte toute valeur à cet argument. C'est qu'ils font du duel un délit spécial, non punissable en lui-même, ni par la tentative, ni par l'exécution, seulement par ses conséquences. Il eût fallu, pour appliquer un tel système, une disposition spéciale du Code pénal. Or le législateur avait justement gardé le silence sur la question. Il eût été au moins logique d'appliquer le Code pénal dans toutes ses dispositions. On demandait au Grand Juge une consultation sur la loi ; il faisait la loi que le législateur eût dû faire ; mais il violait, à coup sûr, celle que le législateur avait faite (1).

« Cette opinion, dit un auteur, est isolée, personnelle, irréfléchie, elle n'est pas juridique. En effet, le ministre range le duel parmi les homicides, et il n'admet pas la tentative en cette matière » (2).

Du reste Merlin, procureur général à la Cour de cassation, se prononçait dans le sens contraire, dans une lettre à un procureur général qui l'avait consulté.

Et le ministre de la justice Lambrecht écrivait en l'an VII :

(1) Voir dans le même sens une lettre du ministre de la justice du 25 mai 1812.

(2) Edmond Martin. *France judiciaire*, I, 1^o, p. 222.

« Il faut espérer que la commission du Conseil des Cinq-Cents chargée de présenter un travail sur la révision des lois criminelles, s'occupera bientôt des peines à infliger à ce délit, reste immoral de l'anarchie féodale (1) ».

En somme, ces lettres de ministres de la justice et de Grands Juges, qu'on invoque pour dire que le duel est punissable selon le Code pénal, ne prouvent rien, vu le système qu'elles adoptent et aussi vu les opinions en sens contraire de Merlin et de Lambrecht.

E. *Le Code pénal de 1810.* — Nous voici arrivés au Code pénal de 1810. Il a imité le silence du Code de 1791. Faut-il conclure de là qu'il a entendu soustraire le duel à toute répression, puisqu'il ne l'a pas nommé ?

Consultons, dit Dupin, les travaux préparatoires de ce Code, et les discussions auxquelles il a donné lieu ; et nous trouverons des faits qui nous révéleront sa pensée.

Treilhard, à qui l'on demandait pourquoi le projet de code pénal, ne faisait pas mention du duel, répondit. » Nous n'avons pas voulu lui faire l'honneur de le nommer. »

Le rapporteur du comité de législation a émis devant le corps législatif, une opinion formelle qui est d'un très grand poids dans cette discussion et qui fixe le sens et l'étendue des dispositions du Code pénal sur le meurtre et les blessures.

F. *Opinion de Monseignat.* — Nous avons donné les principaux passages de son rapport devant le corps législatif. Nous y avons vu qu'il affirme que le duel est compris

(1) Sirey, t. XLIX, 1^o, p. 529.

dans les dispositions générales du Code pénal et que c'est pour cela qu'on ne l'a pas nommé formellement.

Nous avons vu ce que la première opinion pense de cette assertion de Monseignat, et quel crédit elle lui accorde.

Au contraire Dupin et les partisans de sa théorie s'appuient sur cette déclaration comme sur un argument indiscutable en faveur de leur thèse.

Son discours, disent-ils, ne fut pas improvisé. Le passage qu'il consacra au duel ne fut pas prononcé au milieu d'une discussion où toutes les paroles ne sont pas pesées. Cette opinion du rapporteur vint à l'appui de l'exposé des motifs. Elle avait pour ainsi dire un caractère constitutionnel. Il parlait au nom du Comité de législation qui avait alors une mission constitutionnelle. « Le rapport était la vive voix du corps législatif à une époque où toute discussion orale était interdite à ses membres. »

En effet la commission de législation avait été instituée en remplacement du Tribunat, qui jadis faisait la loi avec le Conseil d'État, et exposait le sens et les motifs de ses dispositions.

La discussion avait lieu au sein des commissions où on adoptait les rapports qui devaient être faits au corps législatif.

Dans ces conditions l'opinion de Monseignat exprimait bien l'idée du Comité de législation et par conséquent celle de la loi.

Si les paroles de Monseignat n'avaient pas exprimé l'idée des rédacteurs de la loi, le conseil d'État aurait pu répondre par la voix de ses orateurs pour rectifier son assertion. Il ne l'a pas fait, donc le rapporteur a bien montré l'idée des rédacteurs du Code pénal.

G. *Arguments juridiques.* — Et maintenant examinant la question *au point de vue juridique*, il faut constater que le Code pénal de 1810 comme celui de 1791 pose en principe que tout homicide est punissable sans distinctions et sans qu'il faille se préoccuper des circonstances qui l'ont accompagné: « Tu ne tueras pas ». dit-il, après la loi divine et la loi naturelle.

Mais comme il faut tenir compte, malgré tout, des circonstances qui modifient la culpabilité de l'agent et la suppriment quelquefois, le Code apporte à son principe général, des exceptions. Ce sont les excuses qu'il a prévues dans ses articles 2 à 7 (C.P. 1791).

Le duel qui a une issue fatale est un homicide, et comme tel doit être puni comme un homicide.

Ceci posé, rentre-t-il dans un des cas d'excuses prévues? En aucune façon : En effet, il n'est pas ce que la loi appelle un homicide légal. Il n'est pas non plus « indispensablement causé par la nécessité actuelle de la légitime défense. »

Le duel est l'agression et la défense ; les duellistes ayant fait volontairement la position dangereuse où ils se trouvent, ne peuvent invoquer l'excuse de légitime défense.

Le Code de 1810 suit la même méthode que celui de 1791. Il prévoit le meurtre dans son art. 295. C'est « tout homicide commis volontairement ». Dans son art. 309, il punit les blessures; dans l'art. 311 les coups. Enfin dans l'article 319 tout homicide même involontaire, commis par maladresse, inattention, négligence, ou inobservation des règlements.

Donc le Code pénal prévoit et punit toute atteinte aux personnes, même peu graves et involontaires.

Comme le Code de 1791, il admet des cas d'excuse qu'il détermine limitativement dans ses art. 321 à 330. Et l'art.

65 déclare qu'il n'y a pas d'autres cas d'excuses que ceux qui sont admis par la loi.

Le duel ne peut rentrer dans aucun, donc il reste sous l'empire de la loi générale et est punissable suivant ses règles.

Quant à la convention qu'on invoque pour prétendre qu'elle fait du duel un délit spécial et non prévu ; on ne peut pas dire qu'elle le légitime. Elle a une cause illicite et contraire à l'ordre public, donc elle ne peut avoir aucune influence sur le fait lui-même. Les arrêts même rendus depuis 1819 avaient reconnu que le duel blesse la religion et la morale ; donc la convention qui le précède la blesse également ; comme une convention qui permettrait à quelqu'un de tuer son semblable ne mettrait pas à l'abri du châtiment celui qui l'invoquerait, une fois son crime commis.

Il n'y a pas légitime défense, car l'attaque et la défense sont simultanées, nous l'avons dit, et la convention justement démontre à l'évidence que l'on a créé le péril dont il s'agit de se garantir ; donc on n'est pas en état de légitime défense.

M. Dupin, dans le réquisitoire qu'il prononça sur la question, déclarait, après avoir produit tous ces arguments, que certes la sévérité de la loi à l'égard du duel était excessive, mais que ce n'était pas là un motif pour ne pas l'appliquer. La faute en est, ajoutait-t-il, au législateur qui n'a rien fait ou voulu rien faire pour réprimer le duel par des moyens spéciaux. Du reste les circonstances atténuantes sont là désormais pour corriger ce que la peine aurait d'excessif en général, et le jury ne manquera pas d'en reconnaître presque toujours.

De plus cette comparution en Cour d'assises a ceci de bon ;

c'est que le compte rendu du duel passera ainsi « par la voix sévère de l'avocat général, qui mettra les choses au point ».

« Proclamer l'impunité du duel, c'est, dit d'Argentré, rendre la législation infâme. *Vitanda est interpretatio quæ infames faceret legislatores* ».

Pourquoi, si l'on permet le duel, ne pas permettre les guerres privées qui auront lieu entre 4, 6, 8 adversaires ou plus, combattant avec des armes égales comme dans un duel?

La jurisprudence ancienne s'est trompée ; elle peut varier, mais la loi est immuable. La Cour de cassation reconnaîtra son erreur, dit Dupin. « Il n'y a en pareil cas qu'une vertu, c'est de revenir à la vérité quand on s'est trompé, et la Cour n'a jamais manqué à ce devoir. »

Certes de grands esprits ont soutenu la thèse contraire, mais Merlin, le plus éminent d'entre eux, après avoir lu le premier discours de Dupin sur le duel écrivit à celui-ci : « Votre réquisitoire m'a convaincu ». Quelle autorité restait-il donc à l'ancienne doctrine, puisqu'elle perdait ainsi son plus ferme soutien ?

Telle est l'argumentation de Dupin et de ceux qui ont suivi son opinion, que la jurisprudence a admise dès lors et qu'elle a toujours maintenue depuis. Comme dans l'autre théorie, il invoquait des arguments historiques, juridiques et moraux, et dans une éloquente péroration il adjurait la Cour « de revenir sur une jurisprudence erronée, fatale à l'ordre public, à la morale, au sentiment religieux ».

Et il ajoutait : « la théorie des duels, je l'affirme hautement, est la destruction de l'ordre légal, c'est se faire justice à soi-même, s'instituer législateur, juge et bourreau

dans sa propre cause, en attachant de son autorité privée la peine de mort aux causes souvent les plus futiles quand ce ne sont pas les plus honteuses et les plus flétrissantes ». « Ce que la société française attend dans ces conditions, ce n'est pas une autre loi, c'est un autre arrêt » (1).

H. *Arrêts de 1837*. — A la suite de cet éloquent discours, qui, nous l'avons dit, exposait dans les meilleurs termes la théorie inverse de celle que nous avons exposée en premier lieu et qui avait été celle de la jurisprudence jusque là, la Cour de cassation, revenant sur son ancienne opinion qu'on avait crue indéracinable, et reprenant un à un pour se les approprier tous les arguments que lui avait présentés son procureur général, décida que le duel tombait comme tout homicide sous le coup de la loi pénale générale, déclara nulle comme illicite la convention du duel et le duel lui-même que la loi n'a déclaré excusable dans aucune de ses dispositions ; enfin elle proclamait le principe que seul le jury pouvait apprécier les circonstances dans lesquelles avait eu lieu le duel (2).

Mais l'ancienne jurisprudence avait jeté des racines trop profondes pour pouvoir être modifiée facilement.

La Cour de Bourges, à laquelle l'affaire fut renvoyée, se prononça le 31 juillet 1837 dans le même sens que la Cour d'Orléans, et l'affaire revint une deuxième fois, sur nouveau pourvoi, devant la Cour suprême qui devait alors statuer définitivement et toutes chambres réunies. Il s'agissait de savoir si elle maintiendrait devant l'opposition de deux Cours d'appel le principe nouveau qu'elle venait de poser.

Le procureur général Dupin prit de nouveau la parole,

(1) Voir ce réquisitoire dans Sirey. 38. I. 42.

(2) S. V.22 juin 1837. 38. I. 465. D. P. 37. I. 321.

et demanda à la Cour qu'un arrêt solennel consacraît pour toujours la nouvelle jurisprudence et fit cesser l'anarchie des idées sur la matière. « Les magistrats sont institués, non pour céder aux préjugés, mais pour y résister. »

Le 15 décembre 1837 intervint enfin l'arrêt solennel qui confirmait la jurisprudence inaugurée le 22 juin. Cet arrêt reprenait les termes du premier et posait le principe absolu que la Cour de cassation a toujours maintenu depuis, que le duel même loyal est punissable quand il a entraîné homicide ou blessure suivant les art. 295, 296, 309 du C. P. (1).

Ce principe posé, il nous faut étudier le système complet de la jurisprudence nouvelle sur la répression du duel.

Système de la jurisprudence nouvelle sur la répression du duel d'après les arrêts. — Le 22 décembre 1837 (2) la Cour de cassation rendait un deuxième arrêt, corollaire du premier. Elle y posait ce principe que celui des combattants qui n'a fait que blesser son adversaire devait néanmoins être poursuivi comme coupable de tentative de meurtre. Ce principe très logique est du reste tombé en désuétude de nos jours, où l'on ne poursuit plus que quand le duel a eu une issue fatale.

Cet arrêt admettait même que le fait d'avoir tiré sur son adversaire sans l'atteindre, constituait une *tentative de meurtre*. Ceci était très logique juridiquement, étant donnée la voie nouvelle où l'on entraît.

Enfin dans une troisième espèce qui lui fut soumise le même jour, la Cour suprême, poussant jusqu'à sa dernière con-

(1) S. V. 38. 15. D. P. 38. I. 28.

(2) S. V. 38. I. 5. D. P. 38. I. 34.

séquence le système nouveau, décida « que l'homicide et les blessures commis en duel pouvaient être imputés non seulement aux combattants comme auteurs principaux, mais aussi *aux témoins* du duel comme complices, s'il existe de la part de ceux-ci des actes qui présentent les caractères de la complicité légale tels qu'ils sont définis par l'art. 60 du Code pénal ». Dans l'espèce, l'un des témoins avait fourni les armes. Il savait par conséquent qu'elles devaient servir au duel. Il était donc absolument complice au sens propre du Code pénal. Les quatre témoins furent poursuivis, parce que, dit l'arrêt, ils s'étaient rendus complices « en assistant comme témoins les deux combattants dans les faits qui avaient préparé, facilité, consommé la mort de l'un des combattants en exécution des art. du Code pénal qui punissent la complicité. »

Donc c'était l'assimilation complète du duel au meurtre, aux blessures, punis de la manière la plus rigoureuse par le Code pénal (1).

Ce revirement subit et consacrant un système si différent de celui qui avait été admis depuis 1789 est presque unique dans les annales judiciaires. D'un jour à l'autre, sans que rien ait pu faire prévoir ce changement, un fait regardé comme absolument impunissable au point de vue légal, s'est trouvé sous le coup des peines les plus sévères que notre loi édicte. Il avait fallu la parole éloquentة d'un homme convaincu appuyé sur l'opinion publique qui, effrayée des ravages que faisait le duel et blessée par l'impunité qui lui était accordée jusque là, réclamait un frein quel qu'il fût pour arrêter ce mal social. Malheureusement, après avoir laissé si longtemps le duel sans punition, on crut l'anéantir

(1) Arrêt à peu près dans les mêmes termes du 6 juillet 1838, S, V, 38. I. 1019 (Gilbert).

en le déclarant soumis purement et simplement au Code pénal, c'est-à-dire passible de la peine de mort et des travaux forcés.

Aussi cet arrêt fut-il suivi de nombreuses protestations. On renouvela les anciens arguments pour l'impunité du duel. On demanda une loi spéciale qui devrait faire la part des mœurs et des préjugés et punir modérément pour que la répression fût effective. Enfin les jurisconsultes et les publicistes se divisèrent nettement en deux camps et firent valoir dans des sens divers, les arguments les plus variés. Plusieurs Cours d'appel résistèrent à la nouvelle jurisprudence comme d'autres avaient résisté à l'ancienne (1). Néanmoins la Cour de cassation resta inébranlable dans sa nouvelle doctrine, et y a toujours persisté depuis. La plupart des Cours d'appel ont cependant adopté la nouvelle jurisprudence et actuellement il n'y a plus de dissidences.

La lutte subsiste encore aujourd'hui entre les jurisconsultes.

Il nous faut maintenant examiner quelles sont les conséquences de ce système de la Cour de cassation au point de vue des pénalités qu'il entraîne.

Conséquences du système nouveau pour les pénalités. — Prenons le duel à son origine et examinons les peines qui le menacent en lui-même et quant à ses résultats.

1° Dès que le combat est commencé, il constitue une *tentative d'assassinat*, tentative qui est, selon la loi, punissable comme le crime même. Or le duel est un assassinat, donc

(1) Les premiers arrêts de Cours d'appel résistant à la nouvelle jurisprudence furent ceux d'Orléans. 13 avril 1838, 16 nov. 1838. S. V. 38. I. 1009. Colmar, S. V. 12 juillet 1838.

indépendamment de ses résultats, il est punissable comme tel, c'est-à-dire de la peine de mort. Faut-il dire maintenant que la convention préparatoire constitue un commencement d'exécution, punissable comme tentative ? Il semble que non, car cette convention, bien qu'ayant un rapport direct avec le fait, laisse place entre elle et le duel à la réconciliation. Tant qu'on n'est pas sur le terrain, on peut encore reculer. Il n'y a pas ici tentative au sens propre du mot. Puis qui oserait poursuivre deux hommes coupables seulement de s'être envoyé des témoins, si, s'étant ravisés, ils avaient renoncé au combat ?

Les deux duellistes, une fois le combat commencé, doivent être poursuivis, que le duel ait entraîné ou non mort ou blessures. S'il y a eu blessures, celui qui a reçu la blessure est coupable de tentative de blessures sur la personne de son adversaire, et l'autre est coupable de la blessure elle-même. Il faut remarquer la singularité de cette conséquence qui veut logiquement que le coupable et la victime subissent la même peine, étant en réalité tous deux coupables. Nous ne trouvons rien d'analogue dans la loi pénale, ce qui est une première preuve (et nous en trouverons bien d'autres), qu'une loi spéciale sur la matière est nécessaire pour faire cesser les anomalies juridiques entraînées par l'application du droit commun.

Du reste il faut reconnaître qu'en maints arrêts, la Cour de cassation a repoussé, mais imparfaitement, cette conséquence (1).

2° *D'après ses résultats*, nous voyons que le duel constituera tantôt *un crime*, tantôt *un délit*, ce qui est une ano-

(1) Arrêts du 5 avril 1838, 14 déc. 1839, 15 oct. 1844, 10 sept. 1840, 22 mars 1850.

malie. En effet, s'il y a mort, on poursuivra en Cour d'assises et s'il n'y a que blessures, on poursuivra tantôt au criminel, tantôt au correctionnel. La victime pourra être poursuivie comme coupable de tentative d'assassinat, alors que celui qui aura fait les blessures ne sera poursuivi que suivant la gravité de la blessure (1). Cette distinction de crime ou de délit qu'a reconnue la Cour de cassation dans plusieurs arrêts, ne doit pas exister. Le duel est un assassinat, ou il est un fait d'une nature spéciale et non prévu. Il n'y a pas de milieu.

Que décidera-t-on, quand les adversaires auront convenu de *s'arrêter au premier sang*, ou, ce qui arrive le plus souvent, et pour ainsi dire par une clause tacite, de s'arrêter quand l'un sera dans une situation d'infériorité manifeste. Faudra-t-il considérer encore le duel comme un assassinat, ou comme une tentative d'assassinat ? Non sans doute. La jurisprudence le comprend, puisqu'on ne poursuit jamais maintenant le duel qui n'a donné aucun résultat ; ce qui du reste est illogique et fait du duel un fait puni spécialement, sans qu'il y ait de loi spéciale.

Donc jusqu'ici, nous ne constatons qu'une chose à la suite de l'arrêt de 1837, c'est que la jurisprudence n'a pas de système net et précis, qu'au contraire, il est plein d'incertitude et d'hésitations et qu'elle n'a pu se résoudre à appliquer franchement la loi dans toute sa rigueur, en reconnaissant les inconvénients.

3° Puisque les combattants étaient poursuivis, selon les dispositions du Code pénal, il fallait logiquement considérer *les témoins* ou assistants comme des complices d'un fait

(1) Chauveau et Faustin Hélie, *Code pénal*, III. Villey.

qualifié crime et les punir comme tels. C'est à quoi la Cour, dans son arrêt du 22 décembre 1837, n'a pas manqué. En examinant le rôle des témoins avant, pendant et après le combat, on peut se convaincre qu'ils sont des rouages indispensables du combat, si l'on peut ainsi parler. Ils donnent par leur présence au duel son véritable caractère. Cependant, en les punissant comme complices, c'est-à-dire de la même peine que l'auteur principal, ce qui est très logique, ne méconnaît-on pas l'utilité du rôle joué par eux, qui doit être et est en général tout de loyauté et de modération ? Pourquoi, si les témoins ont fait tous leurs efforts pour empêcher le combat en arrangeant la querelle et en arrivant à une transaction, pourquoi, dis-je, les punir comme complices d'assassinat ? C'est logique cependant. Encore là, la lacune de la loi est évidente et ne sent-on pas qu'en les punissant de cette sorte, on dépasse de beaucoup le but, en leur assurant ainsi qu'aux duellistes l'impunité, par la rigueur des peines qu'il faudrait appliquer si l'on punissait ? De plus cette complicité des témoins est toute spéciale. Ils prêtent leur assistance morale ainsi que leur présence matérielle. Si ils ont tâché d'arranger les affaires, ils n'en assistent pas moins au combat, et de ce fait ils sont punissables. On ne tient, en droit, aucun compte de leurs bonnes intentions.

Ceci a paru si dur que la Cour de cassation a fait sur ce point, comme sur bien d'autres, des concessions dans plusieurs arrêts. Par un arrêt du 5 avril 1838 (1), elle pose en principe que les témoins du duel qui se sont rendus sur le terrain avec l'intention d'empêcher le combat ne sont passibles d'aucune poursuite si l'on ne peut leur reprocher

(1) S. V. Cass. 38. 1. 461.

aucun des faits de complicité déterminés par l'art. 60 du C. P.

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un duel où il avait été convenu qu'on s'arrêterait au premier sang, où les témoins avaient fait tous leurs efforts pour arranger l'affaire, et où ils avaient fait cesser le combat, dès que l'un des combattants eut reçu une légère blessure. La Chambre d'accusation renvoya en police correctionnelle seulement le duelliste qui avait blessé son adversaire, sous la prévention de coups et blessures, parce que les combattants n'avaient pas l'intention de se donner la mort, qu'il ne pouvait donc être question de tentative de crime, et que les témoins n'étaient pas complices au sens propre du mot. Le duelliste était ici passible de la police correctionnelle, comme ayant fait à son adversaire une blessure qui n'avait pas occasionné de maladie ou d'incapacité de travail de plus de 20 jours (Art. 314, C. P.) L'autre duelliste n'était pas punissable, la tentative de délit ne l'étant pas.

La Cour de cassation, sur pourvoi du ministère public, décida que la Chambre d'accusation pouvait apprécier l'intention des duellistes et des témoins pour les renvoyer, d'après elle, en Cour d'assises ou en police correctionnelle (1).

D'après cet arrêt, l'intention présumée des combattants devait être prise en considération, et cela atténuait singulièrement la rigueur du principe posé l'année d'avant par la Cour de cassation. Le procureur général Hello avait reconnu dans son réquisitoire que « la présence des témoins est plutôt salulaire en amenant souvent une réconciliation,

(1) Dans le même sens, arrêt de la Cour de Rouen, 25 novembre 1838. S. V. 38. I. 1015 *ad notam*.

et aussi, quand le combat a lieu malgré eux, en atténuant ses conséquences en le faisant cesser en temps opportun.

La Cour d'Angers appliqua encore ces principes dans un arrêt du 16 décembre 1839 (1), où il était constaté que dans l'espèce : « les adversaires ne s'étaient portés à cet acte toujours condamnable, que dans la vue de satisfaire aux exigences d'un funeste préjugé sans qu'aucun d'eux désirât réellement ôter la vie à son adversaire. » Il y avait donc lieu seulement à la juridiction correctionnelle pour blessures ayant entraîné incapacité de travail de moins de 20 jours. Et évoquant l'affaire, elle condamnait le duelliste qui avait fait la blessure à cinq jours de prison et les deux adversaires à chacun 16 francs d'amende.

Voilà à quoi, en résumé, se réduisait un fait qui aurait, si on eût appliqué les principes d'abord posés, été puni de peines criminelles les plus graves !

Cependant le principe général restait debout, et la Cour suprême, désormais inébranlable dans le sens de la répression, comme elle l'avait été auparavant dans celui de l'impunité, se prononça encore à diverses reprises dans ce sens, dans plusieurs arrêts solennels, entre autres dans celui du 2 février 1839 où elle cassa un arrêt de la Cour de Paris qui avait maintenu l'ancien principe. Cet arrêt, précédé d'un réquisitoire du procureur général Dupin qui s'éleva encore une fois contre le duel, reprit tous ses arguments et démontra « que c'était en vain qu'on objectait que le duel n'était pas nommé par l'art. du C. P. qui punit l'homicide, qu'il n'y était pas nommé, mais qu'il y était compris ». « La seule différence, disait-il, qui existe entre le guet-apens et

(1) S. V. 40. I, 271. Pour l'application au duel des principes de la complicité. V. Arrêt, Cass. 15 octobre 1844, Dalloz, 44. I. 842.

le duel, c'est qu'au lieu d'un homme qui en guette un autre sans défense, il y a dans le duel deux hommes qui sont en garde l'un vis-à-vis de l'autre, mais deux hommes à qui il faut du sang, deux hommes qui cherchent à faire une victime ; et quoi qu'il arrive, il y a toujours un meurtre illicite, un véritable assassinat. » Il demandait que les magistrats punissent sévèrement les injures et les outrages, pour que les citoyens n'aient plus à faire valoir l'excuse qu'ils n'étaient pas protégés dans leur honneur. Il rappelait comme argument nouveau qu'à la séance du 27 avril 1838, la Chambre, saisie d'une pétition demandant une loi sur le duel (que la loi actuelle n'atteignait pas, prétendait-on), allait renvoyer la proposition à une commission, quand M. Dupin lui-même fit observer, que renvoyer au garde des sceaux une pétition qui supposait l'absence de toute législation sur les duels, ce serait offrir aux partisans des duels et aux accusés un moyen assuré de se soustraire à la loi existante « sous prétexte de la loi à faire ». La Chambre passa alors à l'ordre du jour, indiquant par là qu'elle considérait le duel comme prévu et puni et que par conséquent une loi n'était pas utile.

La Cour de cassation maintint, par l'arrêt qui suivit ce réquisitoire, sa jurisprudence, et rien ne l'en a fait varier depuis.

Elle eut l'occasion de se prononcer dans le même sens et solennellement en 1849, à une époque où l'on aurait pu croire qu'elle reviendrait sur sa jurisprudence à la suite de la décision de l'Assemblée constituante (20 mars 1849), sur une demande en autorisation de poursuites contre deux représentants qui s'étaient battus en duel (1). Sur l'avis de la

(1) Voir rapport de M. Davy. *Moniteur* du 10 mars 1849, 801.

commission, elle refusa l'autorisation, et le rapporteur fit cette déclaration « la commission a été parfaitement nette dans le rapport qu'elle a présenté, elle persiste complètement dans les motifs qu'elle a énoncés dans le rapport ; il lui paraît que l'adoption de sa résolution entraîne également celle des motifs qui lui ont servi de bases » (*Moniteur* 21 mars, 949). La commission se prononçait nettement pour l'impunité absolue du duel.

La Cour de cassation se prononça dans le sens de l'arrêt de 1837 par un arrêt du 21 juillet 1849 (1). L'indépendance du pouvoir judiciaire, disait M. Dupin, ne pouvait recevoir aucune atteinte d'une décision d'ordre intérieur de l'assemblée législative ». Il faut compléter la jurisprudence sur le duel par un arrêt de la Cour de Bordeaux du 5 avril 1852, touchant la question de dommages intérêts auxquels le duel peut donner lieu, question qu'elle a toujours résolue dans le même sens avant 1837 et depuis cette époque, malgré son changement sur la question de répression pénale elle-même.

Avant d'étudier rapidement cette question, il nous reste à apprécier le système nouveau de la jurisprudence au point de vue de ses résultats pratiques, en montrant la gravité des peines qu'il peut entraîner. Nous avons déjà montré que le duel et l'assassinat ne pouvaient en aucune façon être assimilés, et cela après avoir indiqué les divers arguments que les auteurs et la jurisprudence invoquaient avant 1837 à l'appui de leur système. Un dernier argument en faveur de ce système est donc tiré des inconvénients pratiques de la jurisprudence depuis 1837 et de ses anomalies juridiques.

(1) S. V. 49. I. 584 et 520

Résultats de la jurisprudence depuis 1837 et conséquences de son système. — Il est certain que la jurisprudence obéit en 1837 à un sentiment très louable. La conscience des magistrats, comme la conscience publique dont elle était le reflet, s'indignait à juste titre de l'impunité révoltante que l'ancienne jurisprudence décernait au duel. Il fallait sortir de cette situation. La Cour de cassation ne pouvant faire autrement, alla à l'excès opposé, et fit un crime capital d'un fait qui n'était nullement puni auparavant. Maintes fois, il est vrai, dans ses arrêts avant 1837 elle avait fait appel au législateur, et celui-ci, comme nous le verrons, soit par une volonté arrêtée, soit par suite des circonstances, garda le silence. A défaut d'une loi spéciale qui ne venait pas, la Cour suprême usa de son pouvoir souverain d'interprétation et assimila juridiquement le duel à l'assassinat. Elle voulait frapper, mais elle frappait trop, et pour remplir la tâche utile qu'elle s'était imposée, elle sortit certainement du domaine de l'interprétation (1). Elle a agi, nous le répétons, dans un bon but, mais elle l'a dépassé en voulant l'atteindre. « Du reste, dit M. Mongalvy, il paraît que la loi était au moins obscure, puisque pendant 27 ans, la Cour de cassation avait jugé le contraire. Comment faire retomber sur le législateur le reproche de cette excessive sévérité à laquelle il n'a pas pensé, n'ayant pas prévu le duel (2) ?

La bonne intention de la jurisprudence a-t-elle eu l'effet salulaire qu'on pouvait en attendre ? C'est ce que nous allons examiner.

Il est arrivé ce que plusieurs (3) avaient prévu dès l'arrêt

(1) Boitard et Villey, *Dr. crim.*, p. 355.

(2) *Revue Félix*, 1837, t. IV, 758.

(3) *Op. cit.*

de 1837 ; c'est que la nouvelle jurisprudence, appliquant simplement le Code pénal au duel, a été pour les duellistes un brevet d'impunité, loin d'atteindre le but salulaire qu'elle se proposait.

Et ceci, en effet, était facile à prévoir. Le jury devant qui on traduit les duellistes et leurs témoins et à qui l'on demande si les premiers sont coupables d'assassinat et les autres de complicité de ce crime, se refuse à assimiler deux faits si dissemblables, les membres du jury pensant peut-être qu'à la place des accusés ils se fussent conduits comme eux ; sachant d'autre part qu'un verdict affirmatif, même mitigé de circonstances atténuantes, entraînera contre eux des peines trop rigoureuses, préfère rendre en leur faveur un verdict d'acquiescement ; ce qui est certainement d'un effet déplorable, car le duel est un fait répréhensible et doit être puni.

Nous avons indiqué plus haut les conséquences du système de la Cour de cassation au point de vue de la tentative (duel sans résultat).

Rigoureusement, le duel sans résultat devrait être puni comme une tentative d'assassinat, car il y a préméditation évidente ; la convention qui précède le prouve. Nous avons vu que la jurisprudence qui, ici comme en bien d'autres points, ne pousse pas son système jusqu'à ses conséquences absolues, ne punit pas la tentative de duel, c'est-à-dire le duel qui n'a entraîné ni mort ni blessures. Le duelliste n'est poursuivi ainsi que quand le combat a entraîné la mort ou des blessures très graves. Mais alors, rigoureusement appliquées, les peines peuvent être terribles.

1° S'il y a eu des blessures ayant entraîné une incapacité

de travail de plus de vingt jours, l'article 309 du Code pénal est applicable. Il punit le coupable de la réclusion.

2° Si les blessures ont entraîné la mort sans que l'intention de la donner ait été évidente, ce sont les travaux forcés à temps qui devront frapper le coupable.

3° Si la mort a été le résultat immédiat et direct du duel, le duel étant un meurtre avec préméditation, la mort et les travaux forcés à perpétuité seront applicables.

Si les blessures ont été légères, l'emprisonnement ne sera pas moindre de 6 jours à 2 ans en cas de non préméditation, sinon de 2 à 5 ans.

Telles sont les peines véritablement exagérées qui frapperaient le duelliste, si le jury, mieux inspiré que la jurisprudence et effrayé de la gravité des peines entraînées par un verdict de culpabilité, ne rendait à peu près constamment et pour ce motif un verdict d'acquittement, ne trouvant pas la répression proportionnée au délit, et considérant que les circonstances atténuantes ne baisseraient pas suffisamment la peine à son gré.

En somme, disproportion flagrante de la peine et du délit ; et aussi puissance du préjugé dont le juré est imbu lui aussi, tels sont les motifs des acquittements à peu près constants qui donnent au duel comme un brevet d'impunité malgré la jurisprudence.

Jamais, nous le répétons, le jury ne condamnera un duelliste dans ces conditions, et dans son âme et conscience, il se dira que l'homme qui est devant lui n'est pas un assassin, que les témoins qui l'accompagnent sont des hommes d'honneur qui ont rempli vis-à-vis des adversaires un office d'amis et de conciliateurs ; et le préjugé d'honneur formant un appoint à la considération de la rigueur de la peine, il

acquittera. « Quand on est venu dire au jury, que le duel était un crime de droit commun et, qu'en cas de mort d'homme le duelliste était un assassin, sa conscience a protesté contre une pareille violence à la réalité comme à la raison et il a 19 fois sur 20 acquitté, à moins que le combat ait été déloyal, alors il perdait son caractère de duel pour prendre celui de l'assassinat » (1).

Il s'est passé en France, depuis 1837, ce qui s'est passé en Belgique dès l'arrêt de 1835 de la Cour de cassation belge déclarant que le Code pénal était applicable au duel. Partout les jurys ont acquitté et les rares peines qui ont été prononcées sont des peines de prison quand la loi ne permettait pas autre chose.

En 1840 une condamnation à trois ans de prison fut prononcée par la Cour d'assises de Seine-et-Oise; le coupable était poursuivi pour coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner. Il avait même déclaré qu'il regrettait son action. Les circonstances atténuantes lui furent données et néanmoins il fut condamné à trois ans de prison.

Plus près de nous, nous trouvons un arrêt de la Cour d'assises d'Aix du 13 décembre 1889 condamnant M. de Belz, qui avait tué en duel M. Perroti, rédacteur au *Petit Provençal*, à la suite d'une polémique de presse. Il se pourvut en cassation, mais la Cour suprême rejeta son pourvoi, maintenant ainsi son ancienne jurisprudence.

Récemment la Cour d'assises de la Seine a acquitté M. le Chatelier et les témoins du duel dans lequel M. Harry Alis trouva la mort.

(1) Rapport de M. Pelletan sur le projet de loi Hérold. Senat, 3 mai 1877.

Cela est le résultat de la jurisprudence actuelle; impunité presque absolue du duel. Voilà à quoi on en est arrivé en voulant assimiler le duel à un assassinat, blessant ainsi le sentiment public et violant pour ainsi dire la loi elle-même.

Opinions diverses sur la question. — Peu de questions ont soulevé autant de controverses que celle dont nous nous occupons, et publicistes et jurisconsultes ont disserté à l'envi sur la question telle que nous l'avons posée. On propose de nombreux moyens pour réprimer le duel efficacement. Nous les passerons en revue quand nous examinerons les législations étrangères qui s'en sont occupées et les projets de lois qui ont été présentés à ce sujet. Citons cependant quelques auteurs autorisés pour nous rendre compte de la diversité des opinions.

« Nous ne savons, à tout prendre, dit M. Flandin (1), s'il n'est pas préférable de laisser le duel sous l'empire du droit commun. Il ne paraît pas très logique sans doute, ni conforme aux principes de notre droit criminel de faire du duel un crime ou un délit suivant les résultats. On choque également le sentiment public en donnant la qualification légale d'assassinat à une accusation de duel dans lequel il y a eu mort d'homme, mais où tout s'est passé loyalement. Le jury sera encore la juridiction qui se fera le mieux accepter en cette matière ».

Cet auteur, en somme, reconnaît que l'assimilation du duel à l'assassinat choque le sentiment public, mais son hésitation se trahit quand il s'agit de qualifier et de punir

(1) *Revue critique*, 1863, XXII, 168.

le duel ; à défaut de moyen efficace, il faut rester dans le droit commun.

M. Mongalvy, dans l'article que nous avons cité plus haut, déclare que l'impunité actuelle est encore plus fâcheuse que l'ancienne, qui au moins était légale.

M. Dufour, dans son excellente étude sur le duel (1), apprécie le droit nouveau sur la question et dit que l'opinion, en 1837, a vraiment accueilli avec faveur la réforme de la jurisprudence qui répondait à un besoin du temps. On voulait une répression quelconque ; c'en était une, quoique imparfaite. Certes l'arrêt n'accomplissait pas une réforme désirée, mais elle l'a préparée et rendue prochaine. Mais il constate que la nouvelle jurisprudence ne porte pas ses fruits. Le préjugé est si fort que le jury acquitte. La menace existe, elle a peut-être été salutaire ; mais la répression a manqué. Il fallait en somme autre chose que l'arrêt de la Cour, quelque élevée qu'elle soit, il fallait une manifestation du pouvoir social, c'est-à-dire une loi spéciale.

M. Dufour, l'expérience nous l'apprend, a tort de dire que la nouvelle jurisprudence a rendu prochaine une réforme désirée, car depuis 1840 où il écrivait, nous attendons cette réforme, et il semble plutôt que l'arrêt de 1837 l'ait rendue plus lointaine.

MM. Chauveau et Faustin Hélie constatent l'absolue inutilité du système actuel de répression.

« L'histoire établit l'origine barbare du duel, dit M. Edmond Martin, (2) elle démontre l'inefficacité de la répression basée sur une pénalité excessive ». Cet auteur semble incliner, à défaut de loi spéciale qu'il désire et dont il dé-

(1) *Revue de législation*, XI, 383.

(2) *France judiciaire* 1877. *Du duel*, I, 4, 217.

montre l'utilité, à l'application pure et simple du C.P., introduite par la jurisprudence. Le jury est le souverain juge en matière d'excuses; il appréciera en son âme et conscience l'excuse résultant du duel et de ses circonstances, comme il apprécie les autres. Enfin, après avoir examiné la question de plus près, il déclare que le duel est un délit spécial (tout le prouve), auquel il faut un mode spécial de répression. « L'excès de la peine rend illusoires les légitimes efforts de la jurisprudence ».

Dans le réquisitoire qu'il prononça avant l'arrêt du 9 avril 1819, le procureur général Mourre déclara que le législateur, en gardant le silence sur le duel, a pensé que la rigueur des lois était insuffisante pour réprimer une « passion qui est au-dessus de toutes les craintes ». Si le législateur de 1791 et de 1810 a versé dans un excès opposé à celui de l'ancien droit, c'est en désespoir de cause, il croyait n'arriver à rien en punissant, et craignait que la loi qu'il ferait ne fût perpétuellement violée.

Il faut une peine cependant, mais elle doit être spéciale; si on traduit les duellistes devant les jurés, ils se borneront à examiner si les règles ont été observées et ils perdront de vue les moyens et le résultat. A quoi serviront des procès dans ces conditions? A constater, à chaque fois, l'impuissance de la loi. Car trois alternatives seront en présence: ou bien les juges condamneront toujours et ce sera une excessive sévérité; ou ils acquitteront constamment, et alors les Chambres d'accusation et les Cours d'assises seront en perpétuelle contradiction. Enfin les duellistes seront tantôt condamnés, tantôt absous, étant donné des circonstances identiques, et les variations qui se produiront seront fâcheuses.

Encore une fois, il faut une loi spéciale réformatrice (1).

M. Portalis dit : « A défaut d'une loi spéciale sur le duel, il faut punir le duel selon le droit commun, les citoyens ne peuvent se faire justice à eux-mêmes et suppléer à l'insuffisance et au silence des lois par la violence et les armes » (2).

M. Cauchy, dans son ouvrage excellent sur le duel, est partisan d'une loi spéciale, il hésite cependant et craint que le duel ne survive à la loi de répression, mais qu'importe, les lois pénales n'empêchent pas les infractions, elles les réduisent.

Le partisan le plus résolu de l'application du Code pénal au duel, M. Dupin, finit par reconnaître qu'« il serait mieux sans doute de faire une nouvelle loi sur le duel, et au lieu de la peine de mort, d'infliger des peines d'un autre genre » (3).

De toutes ces opinions que résulte-t-il ? Si les uns sont d'avis, avec la jurisprudence, que le Code pénal punit le duel ; d'autres repoussent absolument cette interprétation. Mais il est un point sur lequel tout le monde paraît d'accord ; c'est la nécessité d'une loi spéciale, et, dit Dufour « d'un mode de répression justement proportionné, puisant la possibilité et la certitude de son application dans son rapport exact avec les véritables caractères du fait incriminé, avec l'état actuel des idées, comme aussi dans le choix de l'autorité appelée à la sanctionner » (4).

C'est cette idée de la nécessité d'une loi spéciale que

(1) Voir ce rapport, *Journal des audiences de Cass.*, 1891, p. 214.

(2) *Revue pratique de droit français*, t. II, p. 19, 83-99.

(3) Observations sur quelques points de notre législation criminelle.

(4) Dufour, *Revue de législation*, XI, 383.

nous avons voulu jusqu'ici faire ressortir et qui apparaîtra évidente quand nous aurons étudié les législations étrangères sur le duel. Toutes, plus prévoyantes et plus avancées que la loi française, ont édicté des pénalités spéciales pour le duel.

Nous verrons ensuite, ce que nous avons systématiquement et dans l'intérêt de notre plan, laissé de côté, les efforts faits en France pour réaliser ce progrès demandé et réclamé depuis si longtemps, efforts qui tant de fois tentés n'ont jamais pu aboutir.

Domages-intérêts que le duel peut entraîner.

Nous avons réservé cette question, pour la traiter seulement, après avoir exposé et apprécié les deux systèmes contraires qu'a successivement adoptés la jurisprudence et qui partagent encore les auteurs. En effet, il est remarquable que toujours la jurisprudence a ici statué dans le même sens. Elle a toujours déclaré que le duel, même quand elle le déclarait pénalement impunissable, pouvait donner lieu à domages-intérêts.

Ce fut en 1827 que la Cour de cassation dut se prononcer pour la première fois sur cette question. Le duel, quoique impunissable d'après la loi pénale, pouvait-il entraîner des domages-intérêts envers la famille de la victime ?

L'arrêt de la Cour suprême intervint dans les circonstances suivantes : La Cour d'assises de Mézières, sur le renvoi de la Chambre des mises en accusation de Nancy qui avait jugé que le duel en question avait été entaché de déloyauté, acquitta le duelliste poursuivi, un sieur Lelorrain; mais sur la demande de la veuve de la victime (femme

Garel) qui s'était portée partie civile, elle l'avait condamné à payer à celle-ci une somme de 6000 fr. à titre de dommages-intérêts, se fondant sur l'art. 1382 du C. c.

Sur le pourvoi du sieur Lelorrain, la Cour suprême, par arrêt du 29 juin 1827 (1), déclara que le duel, quoique non punissable, pouvait devenir le principe d'une action en dommages-intérêts pour la famille de la victime.

Les arguments invoqués à l'appui du pourvoi étaient ceux-ci : La société est désarmée à l'endroit du duel ; comment les parties pourraient-elles réclamer quelque chose ? Le duel avait été précédé d'une convention libre et loyale « *Volenti non fit injuria* ». La Cour d'assises avait déclaré l'accusé non coupable ; il n'y avait donc ni crime ni délit. En supposant que la victime ait été seulement blessée, certes elle n'aurait pu obtenir aucuns dommages-intérêts à raison de cette blessure ; alors comment sa femme et ses enfants pouvaient-ils exercer une action en dommages-intérêts qui n'appartenait pas à leur auteur vivant ? Accorder des dommages-intérêts à la famille de la victime, c'était, disait-on, encourager le duel ; car alors chaque dueliste a espoir de réparation pour les siens dans le cas où il viendrait à être tué.

La Cour de cassation décida que des dommages-intérêts étaient bien dus : car si l'homicide commis en duel n'était pas punissable, il était néanmoins dommageable ; que la convention qui précédait, « convention par laquelle des citoyens outrageant à la fois l'ordre public et les bonnes mœurs disposeraient de leur vie, ne pouvait être invoquée en justice pour faire perdre à cet homicide jusqu'au carac-

(1) S. V. 27, I, 463. — C. N., 8, I, 628. D. p. 27, 1, 286.

rière de quasi-délit » et par conséquent il y avait bien dommage dans les termes de l'art. 1382, C. c., entraînant le droit, pour la famille de la victime, de demander une réparation pécuniaire.

La même question se représenta en 1836 à la suite d'un jugement du tribunal de Bordeaux qui avait refusé d'accorder des dommages intérêts réclamés par la mère d'un duelliste, le sieur Baudet qui avait été tué. Il est vrai que la victime avait provoqué le duel.

Le 15 avril 1835 la Cour de Bordeaux infirma ce jugement en se fondant sur ce que les duellistes « ne peuvent trouver une exception contre l'action en dommages-intérêts, ni dans la convention, parce qu'elle est contraire aux bonnes mœurs, ni dans le cas de légitime défense puisqu'ils sont libres de recourir à la protection des lois de leur pays ».

La Cour de cassation, sur pourvoi, confirma l'arrêt de la Cour de Bordeaux, consacrant ainsi, par un deuxième arrêt, le principe que des dommages-intérêts étaient dus à la famille de la victime du duel, alors même que cette victime aurait provoqué le duel (1).

Ce principe, elle l'a naturellement et à plus forte raison maintenu, quand elle eut changé sa jurisprudence après 1837.

Elle a déclaré aussi, que pour réclamer des dommages-intérêts en cas de duel, il n'était pas absolument nécessaire d'être héritier, mais qu'il suffisait d'avoir la qualité de veuve ou d'enfants de la victime.

Deux consultations avaient précédé l'arrêt de 1835. MM.

(1) Arrêt du 30 juin 1836. S. V. 36. I. 732.

Paillet et Dufaure s'y prononçaient dans un sens opposé à celui qui fut suivi par la Cour suprême. Ils établissaient que l'action en dommages-intérêts n'appartenait qu'aux héritiers de celui qui avait succombé, sinon la catégorie des intéressés pourrait s'étendre à l'infini.

La Cour de cassation n'a jamais changé d'opinion sur cette question. Elle a rendu dans le même sens, le 20 février 1863 (1), un arrêt fort bien motivé où elle affirme ces principes. Cet arrêt intervint après un arrêt de la Cour d'assises de Seine-et-Oise du 25 novembre 1862, et depuis jamais elle n'a varié. (2)

« Tout le monde, dit Valette, trouve fort naturel que l'auteur de l'homicide commis en duel soit condamné à des dommages-intérêts au profit de la veuve ou des parents de l'homicidé. Et pourtant où voir en ce cas le principe d'une action en dommages-intérêts, si ce n'est dans l'existence d'un fait illicite, d'une faute qui est imputable à son auteur. » (*Revue critique*, t. 11, p. 424).

(1) Dalloz, 1864. 1. p. 99.

(2) Dans le même sens et plus récemment : *Tribunal de la Seine*, 10 mai 1872. Dalloz. *Rép. suppl.* 6. p. 585. — Arrêt 23 janvier 1890. Belz dit de Villos. D. P. 90. I. 322. — Cass. belge. 17 décembre 1888. (Témoin ayant envenimé la querelle). Dalloz. *Jurisp. suppl. Duel.* 75.

CHAPITRE III

Le duel dans les législations européennes.

Introduction et division.

Jusqu'ici nous avons étudié la question du duel, seulement en France. Nous avons vu son origine et son développement sous l'ancien droit, les efforts du législateur ancien pour l'arrêter, après l'avoir admis et employé dans la procédure civile. Puis, après l'abrogation des anciennes lois, nous avons constaté les hésitations et les revirements de la jurisprudence, qui, après avoir proclamé l'impunité complète en cette matière, fit du duel un crime capital à partir de 1837 en appliquant purement et simplement les principes du C. P. applicables à l'assassinat. Son système, mitigé par l'admission de certains tempéraments, fait encore, nous l'avons vu, loi complète en matière de duel. Nous avons laissé de côté les projets de loi présentés depuis le commencement du siècle en France pour corriger les excès contraires dans lesquels versa successivement la jurisprudence ; nous les étudierons dans le dernier chapitre de notre étude.

Mais auparavant, il faut examiner comment les législa-

tions étrangères ont compris la question. Nous verrons que presque toutes ont édicté des pénalités spéciales contre ce fait d'un ordre spécial et que la France est restée presque la seule des nations à ne pas s'occuper spécialement de la question, laissant la répression à l'appréciation de la jurisprudence, dont les revirements n'ont pas précisément donné beaucoup de force à ses décisions.

Et d'abord il faut montrer l'intérêt qu'il y a à étudier les lois étrangères sur le duel, à les comparer entre elles, et le fruit et les conclusions qu'on peut tirer de cette étude.

Posons d'abord en principe que tous les pays, sauf à peu près la France et l'Angleterre, punissent le duel et ont à cet égard des lois spéciales tout à fait différentes du droit commun.

Il ressort de là que le duel qui a été si en vogue en France à toutes les époques de l'histoire, n'a pas moins fait de ravages chez les autres peuples, et que tous ont reconnu la nécessité de s'opposer à l'envahissement de ce mal social, qui est devenu chez quelques-uns, comme en France, un véritable fléau. Nous ne voulons pas faire l'historique du duel dans chaque pays ; nous nous bornerons à constater que le duel s'est développé sous l'influence des mêmes causes qu'en France : sentiment exagéré du point d'honneur, insuffisance en général des législations pour la répression des injures et des outrages. Et ceci est si vrai qu'en Angleterre, qui est certainement le pays où les injures sont punies des amendes les plus fortes, le combat singulier est presque inconnu. On n'a pas besoin de se faire justice soi-même, étant sûr de trouver dans les tribunaux l'appui nécessaire pour avoir satisfaction autrement. Il faut du reste ajouter à cela l'influence du caractère anglais très posé et flegmatique et

ne se laissant pas facilement aller à la colère qui engendre la provocation.

Après avoir constaté que le duel existe partout et pour les mêmes causes qui l'entretiennent en France, et que l'idée maîtresse de toutes les législations à l'égard du duel est de punir modérément, pour que la répression soit efficace, nous tirons de cette presque unanimité de sentiments ce premier enseignement qu'il faut punir, mais avec mesure ; qu'une loi sur le duel est non seulement juste, mais utile, et qu'il faut encore plus peut-être qu'en toute matière l'appropriier le plus exactement aux mœurs du pays pour lequel elle est faite.

« Il faut, dit Dufour, un mode de répression justement proportionné puisant la possibilité et la certitude de son application dans son rapport exact avec les véritables caractères du fait incriminé, avec l'état actuel des idées comme aussi dans le choix de l'autorité appelée à la sanctionner ; tel est l'objet que doit se proposer une loi sur le duel » (1).

Et encore, suivant Morin, « Tout le monde veut une loi spéciale appropriée aux causes du duel, à son but, à ses effets ou résultats, plutôt préventive que répressive, proportionnant la répression nécessaire à la gravité du fait d'après ses circonstances ». (*Répertoire du droit criminel*, t. I, p. 800.)

Cette étude des législations étrangères est utile et indispensable à d'autres titres. En rapprochant les dispositions de chacune, on constate que certaines sont reproduites par presque toutes les lois, que d'autres sont spéciales à certains pays ; et on est porté invinciblement à admettre que les premières sont les plus efficaces puisqu'elles sont adoptées par

(1) *Revue de législation* XI, p. 383.

toutes les lois, et que l'expérience qu'on en a faite a été favorable. Les dispositions spéciales à certains pays peuvent être aussi très efficaces, mais généralement il faut admettre qu'elles n'ont pas la même autorité que celles qui sont admises unanimement et qu'elles tiennent le plus souvent aux mœurs spéciales des pays qui les ont adoptées. Du rapprochement et du choc de toutes les idées et de tous les moyens de répression qu'on trouve dans ces lois, on peut tirer encore d'utiles conséquences et de féconds enseignements pour une loi future en France, loi qui pourrait ainsi réunir le résultat de l'expérience de toutes les nations. Nous retrouverons du reste, en étudiant plus tard les projets de loi proposés en France sur la question, des dispositions qui ont déjà été consacrées unanimement par toutes les nations.

« Avant de parler d'un système de répression qui conviendrait chez nous, dit encore Dufour (1), il faut examiner les législations des peuples, dont les mœurs se rapprochent des nôtres, qui sont mieux en harmonie avec la raison et l'expérience, et ainsi on fournit matière à des rapprochements féconds en conséquences ». C'est du reste l'utilité très réelle de l'étude comparée des législations en toute matière, que de justifier à l'avance en les montrant déjà sanctionnés par l'application, les éléments d'un système de répression du duel à proposer chez nous.

L'étude de toutes ces lois nous suggérera une autre réflexion. « On éprouve, dit M. Auzouy (2), une impression d'autant plus pénible en constatant que cette regrettable lacune existe encore dans notre législation après tant d'efforts tentés depuis plus d'un demi siècle pour la faire disparaître

(1) *Revue de législation* déjà citée.

(2) *Revue pratique de droit français*, t. 43, p. 10.

tre qu'on se sent froissé dans son amour-propre national par l'avance prise sur nous à cet égard par d'autres peuples.»

Sans aller jusqu'à prétendre avec M. Auzouy que notre amour-propre national est froissé par l'existence de cette lacune dans notre législation, on peut s'étonner qu'elle existe encore, et que tous les efforts faits par des hommes éminents pour la combler soient demeurés sans résultat, écartés presque toujours comme systématiquement.

M. Cauchy, dans son ouvrage sur le duel, exprime aussi le regret que la France se soit laissé dépasser par les peuples mêmes qui à la suite de nos victoires, ont adopté nos lois.

Après avoir montré l'utilité de l'étude que nous abordons, et avoir indiqué les réflexions générales qu'elle suggère, il faut classer les législations de l'Europe, suivant qu'elles ont ou n'ont pas, à l'égard du duel, des dispositions spéciales. Nous avons dit que presque toutes s'en sont occupées particulièrement. Cependant il y a encore, outre la France, plusieurs pays d'Europe qui ont laissé la question de côté, et se contentent pour la répression de ce délit de l'application du droit commun. De ce nombre est l'Angleterre.

Nous allons d'abord parler de la législation anglaise à l'égard du duel, puisqu'elle ne s'en occupe pas spécialement, pas plus que la France (1), nous résumerons les solutions que la jurisprudence anglaise donne sur la question, et nous aborderons ensuite l'étude des législations qui punissent, et qui sont de beaucoup les plus nombreuses.

(1) Ces deux pays sont à peu près les seuls de l'Europe qui, ayant des lois très complètes en toutes matières, ont laissé le duel de côté.

Le duel en Angleterre.

En Angleterre, comme en France, on trouve à l'origine de la civilisation le combat judiciaire, « mais, dit Dufour, par un rare privilège, cette barbare institution y a survécu de droit, sinon de fait, jusqu'à nos jours » (1). Ce ne fut qu'en 1819 que le combat judiciaire, qui avait subsisté dans la législation anglaise sans être employé, fut abrogé par le Parlement anglais.

Mais si le combat judiciaire était permis comme moyen de preuve, le duel en lui-même fut proscrit et nous trouvons en 1614 un arrêt de la Chambre étoilée de Westminster, qui défend les duels, déclarant coupable d'homicide et de lèse-majesté ceux qui contreviendront à la défense.

Un peu plus tard, Cromwell décida que tous ceux qui appelleraient ou feraient appeler par message, parole, écrit, ou autre voie, accepteraient cartel ou le porteront, seraient mis en prison sans autre forme pour y demeurer six mois et n'en sortiraient qu'en donnant caution de se conduire pendant un an paisiblement et en gens de bien (2).

Mais jamais le duel n'a fait en Angleterre les mêmes ravages qu'en France, surtout depuis le commencement du siècle où il est presque tombé en désuétude. Cela tient, nous l'avons dit, au caractère anglais essentiellement calme et positif. Cela tient aussi à une autre raison qui est peut-être la meilleure. C'est que l'Anglais qui s'adresse aux Tri-

(1) *Revue de législat. et jurispr.*, t. VII, p. 36.

(2) Fougereux de Campigneulles, *Histoire des duels*, t. II, p. 130.

bunaux pour avoir réparation d'un outrage, est sûr de se voir allouer des dommages-intérêts considérables. Les Tribunaux anglais, à la différence des nôtres, se montrent d'une sévérité très grande pour la répression des injures privées, et c'est souvent la ruine pour le coupable, avec accompagnement de la peine d'emprisonnement, jusqu'à ce qu'il ait acquitté sa dette. Il n'est pas étonnant, dès lors, que les provocations soient rares, étant punies de cette façon. « Frapper fort sur la bourse, dit-on, c'est frapper juste » (1). Et il est certain que ce système qui tend à supprimer l'injure et la provocation, causes du duel, supprime à peu près par voie de conséquence le délit qui en est la suite. Car l'Anglais suffisamment protégé par les lois ordinaires, n'a pas besoin d'en appeler aux armes pour se protéger et se venger de l'injure faite, si elle a eu lieu. En France, nous ne trouvons rien de semblable, et nos Tribunaux allouent à ceux qui ont été injuriés ou diffamés des indemnités dérisoires qui ne suffisent pas pour arrêter les injures et à plus forte raison pour empêcher les rencontres. Le résultat produit par le système anglais est certainement meilleur que celui qu'engendre le système de la jurisprudence française qui ne prévient pas, et n'arrive pas à réprimer, parce qu'elle veut ensuite punir trop sévèrement quand le fait est accompli.

« En Angleterre, dit M. Fougereux de Campigneulles, on peut plaider en toutes matières, sans craindre ou la capricieuse indifférence du juge ou les malins commentaires de l'opinion » (2).

(1) On a été jusqu'à refuser une pension à la veuve d'un officier tué en duel, (Cauchy).

(2) *Histoire des duels*, t. II, p. 162.

Donc le duel est rare en Angleterre et cela tient aux causes que nous avons indiquées ; mais il existe, et à certains moments, surtout aux époques de révolutions, il a été en honneur. Quelques combats, comme celui de lord Castlereagh et de Canning, tous deux ministres en 1809, et celui de lord Wellington et de lord Winchelsea en 1829, sont restés célèbres.

Il a donc fallu s'occuper de réprimer un fait certainement contraire à la paix publique, si peu fréquent qu'il fût, et en l'absence d'une loi spéciale, c'est la jurisprudence des cours de justice anglaises qui s'est chargée de punir le duel, suivant un système qui peut se résumer en quelques propositions.

Elle admet en principe que la législation pénale anglaise punit le duel et les circonstances qui l'accompagnent. « Il est des cas, dit Blackstone, où le meurtre accidentel commis *pro se defendendo*, rend coupable de crime d'homicide, comme par exemple, celui qui donne la mort à un autre en combattant régulièrement avec lui » (1).

« La loi, ajoute-t-il plus loin, a avec justice déclaré les duellistes coupables de meurtre et punissables comme tels, ainsi que leurs seconds ».

En somme, l'idée que la jurisprudence anglaise a adoptée, comme la jurisprudence française, est celle-ci « le duel et le meurtre sont soumis aux mêmes règles. » Un traité de législation « the Cabinet lawyer » (1881) les réunit et en parle dans le même chapitre.

La jurisprudence, du reste, prévoit tout en cette matière. Elle punit d'abord le défi même non accepté, car il est un

(1) Livre IV. Chap. 14, 1823.

trouble à la paix publique. L'amende et la prison sont les peines appliquées en pareil cas. Celui qui porte le défi, celui qui provoque par parole ou par lettre sont punissables de la même façon. Les peines sont les mêmes, que le duel ait eu lieu publiquement ou dans un endroit privé. La jurisprudence punit donc le duel même, en lui-même et indépendamment de ses résultats. Il y a duel dès que l'épée est tirée ou que le pistolet est dirigé contre l'adversaire (1). Les témoins sont punissables des mêmes peines que les adversaires.

Puis la jurisprudence considère le duel d'après ses résultats, et c'est ici que nous constatons sa sévérité excessive. Les blessures légères sont punies de 5 ans de réclusion (unlawful wounding, blessure illégale). Les blessures graves (wounding with intent to murder, blessure avec intention de tuer), sont punies de la réclusion à vie. S'il y a mort, la peine capitale est applicable contre le survivant.

Si la convention porte que le duel continuera jusqu'à la mort, la peine, même si le duel n'a pas eu de résultat, est la réclusion à vie (2).

Tel est dans ses grandes lignes, le système de la jurisprudence anglaise qui a essayé de suppléer au silence de la loi. Il est vrai de dire que la loi anglaise est excusable de n'avoir pas statué sur la question, étant donné le peu de fréquence des duels en Angleterre. Cependant nous relevons une tentative de loi spéciale. C'est un projet proposé et défendu par M. Turner en 1842. Il disait dans sa motion: « J'ai de fortes raisons de croire que le sentiment général

(1) Il est à remarquer que la loi anglaise punit le suicide et même la tentative de suicide.

(2) Croabbon, *Législation du point d'honneur*, p. 403.

du pays est favorable à la suppression de la peine de mort contre les duellistes, même dans les cas où le combat est suivi d'homicide. Les jurés n'hésiteraient plus à rendre des verdicts tels qu'ils le devraient, et les juges seraient soulagés du devoir pénible qui les réduit maintenant à la plus cruelle extrémité ». Et sur les peines à édicter, il dit. « Ma conviction est, qu'au jugement de l'histoire, l'emprisonnement et l'exclusion des fonctions publiques sont les moyens les plus efficaces qu'on ait trouvés jusqu'ici pour prévenir les duels ».

On croirait entendre parler l'auteur d'un des projets de loi présentés en France ; nous trouverons les mêmes idées exprimées en différentes formes quand nous étudierons les projets de loi français, ce que nous ferons dans notre dernière partie.

Hormis la tentative de M. Turner qui, du reste, n'aboutit pas, nous ne constatons aucun effort sérieux fait en Angleterre pour arriver à une loi spéciale sur le duel. En effet, nous l'avons dit ; le besoin s'en faisait bien moins sentir qu'ailleurs.

« Il n'y a pas eu, lisons-nous dans la *Revue britannique*, pendant les deux derniers siècles vingt condamnations prononcées, et les trois ou quatre personnes qui ont été exécutées pour s'être battues en duel, ne l'ont été en réalité que pour s'être battues contrairement aux lois admises en cette matière ; quelques personnes ont été condamnées pour homicide commis dans des duels accompagnés de circonstances aggravantes. Il y en a eu de condamnées à un, deux, trois ou au plus douze mois de prison ; mais on peut dire que la très grande majorité a été acquittée ou même n'a pas été jugée » (1).

(1) *Revue Britannique*, septembre 1842, p. 9.

Depuis que ces lignes ont été écrites, le duel a encore diminué en Angleterre, et c'est à peine si quelques poursuites criminelles intentées pour duel dans ce pays ont rappelé que les dispositions pénales sur le duel étaient encore en vigueur (1).

Le Code militaire renferme quelques dispositions sur le duel. Il laisse sous l'empire du droit commun les résultats de la rencontre et ne prévoit spécialement que la simple provocation (2).

Telle est, rapidement esquissée, l'histoire de la répression du duel en Angleterre. De nombreux rapprochements sont à faire avec le système français dans l'application du droit commun que les deux pays admettent en cette matière, à peu près seuls parmi toutes les nations (3), dont nous devons étudier maintenant les dispositions spéciales sur la question du duel.

Division de l'étude des législations.

Et ici se pose la question de savoir comment il faut comprendre cette étude. Faut-il, prenant successivement chaque législation étrangère, étudier son système de répression du duel dans son ensemble ? Il ne semble pas que cette marche

(1) Voir. *Étude sur le duel en Angleterre*, par William F. Ocaïes. Londres. Traduction d'Alcide Darras, *Journal de droit international privé*, 1891, p. 68 à 80.

(2) Dufour, *Revue de législation et de jurisprudence*, XII, p. 39.

(3) « Il n'y a pas un Code dans n'importe quel Etat de l'Europe et de l'Amérique, qui ait égaré le duel dans le droit commun » (Rapport de M. Pelletan. Séance du 22 mars 1877, Sénat, Annexes).

doive être suivie, car on perdrait, en agissant ainsi, le fruit qu'il faut retirer de cette étude. En effet, outre qu'en prenant chaque pays l'un après l'autre, on s'exposerait à des redites fastidieuses et sans intérêt, certaines dispositions se reproduisant dans presque toutes les lois édictées sur le duel, on ne pourrait que difficilement faire entre elles les rapprochements qu'elles indiquent. Sans doute l'étude serait plus complète ; mais nous n'avons pas la prétention d'être absolument complet dans notre étude des législations étrangères sur le duel, nous voulons seulement analyser leurs principales dispositions dictées par les mœurs et l'expérience, pour tirer de leur rapprochement le meilleur système de répression du duel.

Nous analyserons donc d'une façon exacte les divers éléments dont se compose en fait le duel. Nous le décomposerons en plusieurs phases, en prenant le fait à son origine, qui est l'injure et la provocation, puis nous l'examinerons en lui-même, dans ses résultats, dans ses suites, avec les diverses questions que soulève chaque phase du fait. C'est alors que nous verrons comment les lois européennes ont compris la répression pour chacune de ces phases, les moyens généraux et spéciaux que chacune a adoptés, les peines qu'elles ont cru devoir édicter, peines principales et peines accessoires.

Nous grouperons ainsi leurs dispositions sous un certain nombre de chefs et nous aurons facilement, par cette méthode, une vue d'ensemble sur le système de répression généralement admis. Nous serons conduits à classer les dispositions répressives en trois catégories : 1° Celles qui sont admises à peu près unanimement. 2° Celles qui sont

employées plus rarement. 3^o Enfin celles qui, inspirées par des mœurs spéciales, sont aussi absolument spéciales.

Il ne suffit pas de punir un fait délictueux ; il faut aussi le prévenir autant que possible, et l'idéal d'une bonne législation serait, a-t-on pu dire, de prévenir si bien qu'elle n'ait pas à punir. La loi doit toujours s'occuper d'abord, quand cela est possible, des moyens préventifs, surtout en une matière où les circonstances qui précèdent le délit sont aussi importantes et aussi décisives que dans le duel.

Ce sont ces circonstances, causes premières du duel, qu'il nous faut d'abord étudier. Nous constaterons que toutes les lois ont senti la nécessité de prendre le duel à son principe qui est dans l'injure et la provocation ; elles ont pensé, non sans raison, que si l'on arrivait à prévenir ces deux causes de querelles, on aurait déjà fait un grand pas dans l'œuvre entreprise, car en diminuant la cause, on diminuerait aussi la conséquence, c'est-à-dire le duel lui-même (1).

Examinons donc les moyens employés partout pour réprimer les injures et les provocations.

Provocation. — Nous avons dit que presque toutes les lois punissaient la provocation en duel, premier acte d'hostilité, ou, si l'on veut, déclaration de guerre en quelque sorte, mais aucune ne définit la provocation et ce terme peut prêter à quelque ambiguïté, quand on y réfléchit.

Le provocateur est difficile à distinguer en certains cas. Voici un homme qui est publiquement et gravement offensé, il ne veut pas rester sous le coup de cet outrage qu'il considère, à tort ou à raison, comme portant atteinte à

(1) Wishers. *Revue Fœlix*. III, p.737.

son honneur et il provoque son insulteur pour effacer l'outrage qu'il a reçu. Il est bien le provocateur dans le sens ordinaire du mot, car c'est lui qui appelle son adversaire au combat, et il pourrait accepter l'outrage, ou en s'adressant à la justice en demander réparation. Mais la force du préjugé est telle (et ici nous parlons pour tous les pays) qu'il envisage à peine une autre solution que celle du combat, et il lance la provocation immédiatement dans le feu de la colère et de l'humiliation causée par l'injure.

Mais l'insulteur n'est-il pas aussi un provocateur, indirect, il est vrai, mais bien effectif cependant, lui qui ne pouvait se faire illusion sur la conséquence de son action, et qui n'a insulté peut-être que pour amener la provocation ? Voilà le provocateur dans le sens large et vrai du mot. Quelquefois le provocateur sera aussi l'insulteur, mais le plus souvent la provocation répondra à l'insulte et dans ce dernier cas, l'insulteur acceptera le défi que son action aura déterminé.

Il ne paraît pas qu'on se soit préoccupé de cette distinction en général dans les lois étrangères, qui ne parlent que de provocation sans indiquer clairement leur pensée sur ce point. Cependant quelques législations ont tenté de faire cette distinction :

Le Code pénal italien du 1^{er} décembre 1889 a son article 237 ainsi conçu : « Quiconque provoque quelqu'un en duel
« est puni d'une amende pouvant s'élever jusqu'à 500 livres,
« quand même la provocation n'aurait pas été acceptée,
« mais s'il a été la cause injuste et déterminante du fait d'où
« est sortie la provocation, la peine peut aller jusqu'à 2
« mois de détention.

« Est exempt de peine celui qui a été entraîné à la provocation par une insulte grave ou un grave outrage.

« Celui qui accepte la provocation, quand même la cause du fait dont elle dérive ne lui est pas imputable, est puni d'une amende de 100 à 1.500 fr. »

Le Code pénal italien est celui qui a le mieux analysé et prévu le fait de la provocation, et a le mieux tenu compte des circonstances dans lesquelles elle s'est produite.

Le Code du Luxembourg, art. 425, punit celui qui par une injure quelconque a donné lieu à la provocation.

Le Portugal a une disposition analogue, C. P. 1886, art. 383.

Le Code pénal russe (1866) punit aussi la provocation sans distinguer sa cause, mais dans son art. 1498, il dit que la peine sera augmentée, si la provocation a été faite par celui qui a été la cause première de la querelle; et il ne punit pas le provocateur, quand la provocation a été motivée par une offense grave faite soit au provocateur, soit à diverses personnes qui lui sont chères. Mais il faut que la provocation n'ait pas eu de suite. (Art. 1499.)

Le Code belge (1867, 425) punit celui qui, par une injure quelconque, a donné lieu à la provocation, d'un emprisonnement d'un mois à 6 mois et d'une amende de 100 à 1000 fr., tandis que le provocateur n'est jamais puni que de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 100 à 500 fr.

En général et sauf ces exceptions, les diverses législations ont distingué l'insulteur du provocateur, punissant le premier de toutes dispositions relatives à l'injure et ne s'occupant que du provocateur, quelque mobile qui l'ait poussé; le considérant comme coupable, dès qu'il veut se faire justice à lui-même, et ne défère pas l'outrage reçu aux tribunaux de son pays. Certes, nous reconnaissons qu'il eût été difficile d'établir dans une loi une distinction aussi fine que

celle que nous venons d'indiquer ; mais on reconnaîtra que souvent le provocateur atteint par la loi ne sera que le provocateur nominal, s'il l'on peut ainsi parler (1).

La plupart des législations, et c'est en cela qu'elles corrigent l'inconvénient que nous venons de signaler, punissent l'acceptation du défi, comme le défi lui-même, ce qui fait la situation égale pour tous deux, même quand l'insulteur n'est pas le provocateur.

Parmi les pays qui punissent le duel par une loi spéciale, il en est qui ne prévoient pas la provocation et n'en font pas même mention. Ce sont la Norvège, la principauté de Monaco et le Danemark. Du reste la législation de ces pays sur le duel est très peu complète.

Le Code pénal espagnol de 1870, qui a un très long cha-

(1) Allemagne. Code pénal, 1870. Duel. L'art. I punit le défi et son acceptation de 6 mois de détention.

Autriche-Hongrie. C. P. 1852. Art. 152, 159: « Celui qui, pour quelque cause que ce soit, provoque au combat avec armes meurtrières, et celui qui accepte cette provocation commettent le délit de duel. Ce délit doit, si aucune blessure n'est résultée, être puni de 6 mois à un an de prison. »

Hongrie. C. P. 1880. Art. 293 (6 mois de prison d'Etat).

Bosnie. C. P. 1880. Art. 234, 235, (6 mois à 1 an de prison).

Grèce. C. P. 1834. Art. 208, 209. La provocation et l'acceptation sont punies, même si le duel n'a pas eu lieu.

Italie. C. P. 1889. Art. 231 déjà cité.

- Luxembourg. Code du 15 octobre 1879. 423.

Portugal. Code pénal de 1886. Art. 381.

Russie. C. P. 1866. Art. 1497 (Acceptation du défi).

Suisse. Thurgovie, C. P. 15 juin 1841. Art. 264. Bâle, 1872. Art. 116. Fribourg. Art. 376. Grisons, 1841. Art. 83. Schaffouse, 1859. Art. 118.

Nous avons vu plus haut que l'Italie, le Luxembourg, le Portugal et la Russie punissent la provocation, suivant des distinctions tirées des circonstances.

Sur la manière de punir la provocation, voir l'opinion de Chauveau et Faustin Hélie. *Droit pénal*, t. III, n° 1277.

pitre sur le duel, prévoit la provocation et tente d'en empêcher les effets par des dispositions qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Son article 459 est ainsi conçu : « Les autorités qui auront connaissance d'un duel projeté, procèdent à l'arrestation du provocateur et à celle de l'adversaire s'il a accepté le défi, ils ne seront mis en liberté qu'après avoir donné leur parole d'honneur de se désister de leur projet.

« Celui qui, manquant déloyalement à sa parole, provoquerait de nouveau son adversaire, sera puni d'interdiction civique temporaire, c'est-à-dire de toutes les fonctions publiques et sera même puni du bannissement.

« Celui qui dans les mêmes conditions accepterait le duel, sera puni de la peine de l'exil ».

Ces dispositions nous rappellent celles de l'ordonnance de 1651 que nous avons étudiée plus haut dans notre première partie. Cette ordonnance portait, on s'en souvient, que quand les maréchaux avaient reçu par la dénonciation des officiers préposés à cet effet, avis d'un différend pouvant entraîner un combat, ils devaient citer les parties devant eux pour les concilier si faire se pouvait, sinon leur faisait défense de se livrer combat. Ils devaient de plus les faire surveiller par archers ou gardes, s'il y avait lieu de craindre que la défense ne servît de rien.

En somme, dans la loi espagnole, la provocation n'est punie, que si elle intervient une deuxième fois après parole d'honneur donnée par les adversaires de renoncer à leur projet. Mais alors, elle est punie assez sévèrement puisque la peine est le bannissement et la perte des droits politiques(1).

(1) L'art. 422 du Code pénal espagnol décide que les pénalités prononcées seront portées au maximum : 1^o pour celui qui provoquerait

Nous concluons après avoir étudié ce premier aspect du duel qui se rapporte à la provocation que presque toutes les législations la punissent, ainsi que l'acceptation du défi, la plupart sans distinguer comment et dans quelles circonstances la provocation a eu lieu ; quelques-unes, en faisant des distinctions suivant la réalité des faits ayant donné lieu au défi, comme l'Italie, la Russie et le Portugal ; enfin, trois ou quatre l'ont laissée complètement de côté.

Certaines législations ont été plus loin dans le but d'empêcher que la provocation n'ait lieu. Ce sont celles qui ont décidé qu'en principe et suivant les résultats, le provocateur serait puni d'une peine plus forte s'il tuait ou blessait son adversaire, que si c'était le provoqué qui tuait ou blessait.

Le Code pénal autrichien contient dans son art. 163 cette disposition : « Dans tous les cas, le provocateur sera condamné à un plus long temps qu'il ne l'aurait été, s'il avait été le provoqué ».

Et le Code italien dispose dans l'art. 239 § 4, que si le coupable a été la cause injuste et déterminante du duel, la détention sera plus longue dans tous les cas. Le code comprend dans ce mot « coupable » aussi bien l'insulteur que le provocateur quand leur conduite a déterminé le duel.

Enfin le code russe (art. 1502) va jusqu'à la détention dans une enceinte fortifiée pour l'agresseur ou le provoca-

le duel sans en expliquer les motifs à son adversaire, si celui-ci l'exigeait ; 2° celui qui ayant provoqué même avec raison, rejetterait les explications suffisantes ou la satisfaction honorable que lui aurait offertes son adversaire ; 3° celui qui, ayant fait injure à son adversaire, se refuserait à lui accorder des explications suffisantes ou une satisfaction honorable. »

Le refus d'explications et le refus d'accepter une réparation sont donc considérés par la loi espagnole comme des circonstances aggravantes de la provocation.

teur qui a donné la mort à son adversaire (4 à 6 ans) ou l'a blessé grièvement (2 à 4 ans), alors que si la mort a été donnée ou les blessures faites par celui qui n'est pas l'agresseur, la détention n'est que de 2 à 4 ans ou de 8 mois à 2 ans (1).

Autres moyens préventifs employés. — Il nous reste encore à nous occuper de deux points qui touchent à l'injure et à la provocation. Nous voulons parler d'abord de ce que nous pourrions appeler *l'excitation à la provocation* et ensuite d'une injure spéciale qui consiste à *blâmer la conduite d'une personne qui, injuriée, n'a pas provoqué l'insulteur, ou de celle qui, provoquée, n'a pas accepté le défi*(2). Enfin ce que nous appellerons *la transmission du cartel ou de la provocation*. Pour le premier point, il nous semble qu'il sera mieux à sa place quand nous parlerons de la complicité du duel, car l'excitateur est certes un complice du délit dans la plus stricte acception du mot Occupons-nous donc seule-

(1) La Bosnie a un article de loi semblable. Art. 238, C. P. 1880. Le canton de Thurgovie. Art. 266, C. P. 1841, id.

(2) Allemagne, C. P., art. 210. « Celui qui volontairement et notamment par des marques ou des menaces de mépris aura excité un individu à se battre en duel avec un tiers, sera puni d'un emprisonnement de trois mois si le duel a eu lieu ».

Autriche, C. P. 163. « Menaces ou mépris contre quelqu'un qui cherche à détourner la provocation ». Hongrie, C. P. 295.

Belgique, C. P. 1867, art. 424. « Ceux qui auront décrié publiquement ou injurié une personne pour avoir refusé un duel.

L'Espagne considère cette injure comme injure grave et la punit comme telle. Art. 444 C. P.

L'Italie, art. 245, C. P.; les Pays-Bas, C. P. 1881, art. 153; le Portugal, C. P. art. 383; la Russie, art. 1512, C. P. et différents cantons de la Suisse punissent cette injure à peu près dans les mêmes termes.

Peu de pays, comme la Suède, la Norvège et la Grèce n'ont pas de dispositions à cet égard.

ment ici du deuxième point, puis du troisième dans deux paragraphes distincts.

On a senti l'intérêt qu'il y avait à prévoir et à punir cette injure spéciale qui contribue, par le respect humain qu'elle engendre, à entretenir le préjugé ; du reste on peut considérer comme répréhensible au plus haut point cette injure lancée à la face d'une personne qui en refusant la provocation ou en oubliant une injure, a montré peut-être plus d'énergie et de grandeur d'âme qu'il ne lui en aurait fallu pour aller sur le terrain exposer sa vie.

Quoi qu'il en soit, on a prévu et puni ce fait spécial à peu près partout et c'est encore un point où nous trouvons la presque unanimité dans les lois, et qu'il ne faudrait pas négliger dans une loi à proposer en France sur la question.

Nous verrons qu'on l'a trop oublié dans les projets de loi présentés chez nous sur le duel.

Et cependant c'est presque la première mesure préventive à prendre, car le qu'en dira-t-on est pour beaucoup la plupart du temps dans la détermination des duellistes, qui se croiront perdus d'honneur s'ils ne provoquent pas après une injure, ou s'ils n'acceptent pas la provocation lancée. Il faut empêcher toute allusion faite par autrui à la conduite tenue en pareille circonstance. N'étant pas exposés à l'expression publique d'un mépris immérité, ils auront besoin d'une moindre énergie pour refuser le combat offert, ou pour ne pas offrir le combat à la suite d'une injure.

Nous avons enfin à parler brièvement du troisième point, qui est le fait d'avoir transmis ou porté la provocation. Quoique ce fait soit moins important et qu'on puisse aussi le ranger dans les cas de complicité, il faut s'en occuper et

voir si on le punit généralement dans les législations étrangères. La plupart du temps, les porteurs de la provocation seront les témoins et alors leur qualité de témoins absorbera celle de porteurs du cartel; mais quelquefois, quoique rarement, il n'en sera pas ainsi. Quoi qu'il en soit, ils sont punis très généralement (1), et ce qui prouve qu'on ne confond pas les porteurs de cartel avec les témoins, c'est que la plupart des législations contiennent des dispositions différentes sur les uns et les autres.

Mais sous ce point de vue, il n'y a plus cette unanimité de répression que nous avons constatée quand il s'est agi du fait de la provocation elle-même, et bien des législations ne punissent pas la transmission de la provocation ou ne la punissent qu'indirectement, comme favorisant le combat mais non expressément (Portugal, Suède, Norvège, Grèce, Belgique, Autriche). Certes, la plupart du temps les principes généraux de la complicité permettront d'atteindre ce fait qui a paru moins important à bien des législateurs étrangers.

Nous avons donc étudié la première phase du duel, qui est la provocation, dans les législations étrangères. Nous

(1) Italie. C. P. Art. 241, « Ils seront exempts de peine s'ils empêchent le combat » (Les témoins auront souvent ce rôle).

Pays-bas. Art. 152. C. P. 1881.

Russie. Art. 357. *Code de justice préventive*. « Il est défendu de transmettre une provocation en duel, » et art. 1501 C. P.

Bâle ville, C. P. 1872. Art. 119. « Si les porteurs de cartels ont sérieusement cherché à empêcher le duel, ils ne seront pas punis ».

Fribourg, C. P. Art. 377.

Saint-Gall, C. P. 25 nov. 1885. Art. 158, § 3.

Allemagne, C. P. 1870. Art. 203. « Le porteur de cartel est punissable même quand le combat n'a pas eu lieu. Tribunal de l'Empire, 26 mars 1881. *Journal de droit international privé*, 1882, p. 443.

l'avons vue punie unanimement soit sans distinctions, soit avec quelques tempéraments selon les circonstances. Nous avons vu dans quelques-unes, le provocateur puni plus sévèrement selon le résultat du duel ; puis plus généralement puni celui qui injurie une personne pour avoir refusé une provocation ou ne pas l'avoir lancée. Enfin chez quelques-unes, nous avons constaté que le porteur du cartel était puni quelquefois spécialement, quelquefois suivant les règles générales de la complicité.

Nous allons maintenant considérer la convention du duel en elle-même, convention qui donne partout au duel son caractère spécial, et nous allons voir comment l'envisagent les lois étrangères et le caractère modificatif de l'infraction qu'elles lui reconnaissent.

Convention du duel. — La convention précède le duel, elle en fait partie intégrante, elle en change le caractère, nous l'avons vu, et bien qu'elle puisse être qualifiée, à juste titre, d'immorale et d'illicite, elle ne fait pas moins du duel un délit spécial, et les législations qui ont puni le duel l'ont puni en tant que combat singulier, précédé d'une convention qui règle les conditions de la rencontre et le mode du combat. Si toutes ne l'ont pas exprimé expressément, toutes ont admis au moins implicitement, que, par duel, elles entendaient le combat singulier conventionnel. La convention résulte d'abord de l'acceptation du défi. Il y a là une sorte de contrat, dont les conditions sont ensuite réglées selon une entente des adversaires ou plus souvent de leurs représentants 1).

(1) « La convention préalable fait le duel, sinon c'est un guet-apens

Comment les lois étrangères ont-elles considéré la convention du duel, quelles sont celles qui en ont parlé expressément et quelle force elles lui ont attribuée. C'est le point qu'il nous faut maintenant examiner.

Il faut dire d'abord, qu'il paraît généralement admis que si les conditions du combat convenues entre les parties ont été violées par l'une d'elles, il n'y a plus duel mais homicide ordinaire, et ce n'est plus la loi spéciale sur le duel qu'il faut appliquer, mais bien la loi pénale ordinaire qui punit l'homicide.

L'art. 299 du Code pénal de Hongrie est ainsi conçu :
« Le duelliste qui a violé les règles du duel établies par
« l'usage ou d'un commun accord, et par suite a tué son
« adversaire, sera puni de la peine de l'homicide volontaire ; et s'il l'a blessé, de la peine applicable au crime de
« grave lésion corporelle. Dans les cas prévus par le présent
« article, les seconds seront punis comme complices » (1).

Cette convention quoique immorale, ce que personne ne conteste, a donc néanmoins une grande force, force reconnue par la loi puisque si elle est violée, le coupable devient un homicide ordinaire et est puni comme tel. C'est ce que la

et un crime ordinaire. La convention est une circonstance qui change complètement la face du fait ».

Wisschers. *Répression du duel*. *Revue Fœlix*, III, 737.

(1) Nous trouvons des dispositions analogues dans le Code pénal du Danemark. 1866. Art. 208. § 3.

Le Code pénal espagnol qualifie de lâcheté le fait d'avoir manqué aux conditions établies par les témoins. Art. 447, 2° ; et le punit des peines ordinaires.

Code pénal italien. 1889. Art. 243, § 1, 2, 3.

Monaco, C. P. Art. 313. Pays-Bas, C. P. 1881. Art. 155. Code pénal russe. Art 1510 et divers cantons de la Suisse.

Allemagne, C. P. 1870. Art. 207.

jurisprudence admettait même avant 1837, alors qu'elle considérait le duel livré suivant les conventions faites comme impunissable.

Nous avons dit que toutes les législations n'admettaient pas ce principe, mais il est très certain que du moment qu'elles édictaient une loi sur le duel, elles entendaient par le mot duel l'idée qu'il exprime partout, c'est-à-dire combat singulier conventionnel, et il tombait sous le sens que du moment qu'il n'y avait pas de conventions faites ou qu'elles étaient violées, il n'y avait plus duel mais homicide ordinaire. Il n'était donc pas nécessaire de l'exprimer. Mais les législations qui l'ont fait ont marqué expressément que pour elles, le duel ne pouvait se comprendre que précédé d'une convention, reconnaissant ainsi à celle-ci une force légale, pour ainsi parler.

En général la convention qui précède le duel détermine qui a été offensé, qui aura le choix des armes, le lieu, le temps et les conditions de la rencontre, et tacitement il est convenu que le combat sera arrêté, dès que l'un des combattants sera dans un état marqué d'infériorité. Telle est la convention ordinaire. Mais quelquefois elle contient cette clause que le combat ne cessera que par la mort d'un des combattants. C'est ce que l'on appelle le duel à mort.

La convention revêt alors un caractère beaucoup plus grave, car elle indique une intention plus perverse et la violation de la loi est bien plus grave que dans le duel ordinaire où on cède souvent à une nécessité sociale. Il y a dans le duel à mort, bien rare du reste, un caractère de férocité qui doit le faire mettre à part, et qui le rend à peu près inexcusable aux yeux de tous les hommes sensés.

C'est ce que plusieurs lois étrangères ont pensé en édic-

tant des peines plus sévères contre celui qui tue ou blesse son adversaire en cas de duel à mort et contre les témoins qui ne s'y sont pas opposés. C'est ce qu'a fait, entre autres, le Danemark, C. P. art. 208 : « S'il a été convenu entre les deux adversaires que le combat continuerait jusqu'à la mort de l'un d'eux, la peine sera portée jusqu'à cinq ans d'emprisonnement dans une prison d'Etat » ; (alors qu'elle ne serait que de trois mois au moins en cas ordinaire) (1). Les témoins, en Danemark, ne sont pas punis en principe, mais seulement quand ils ne se sont pas opposés à un duel à mort ; il en est de même en Espagne. Les témoins sont punis à juste titre, car à eux incombait la mission de concilier les parties, et si ils ne le pouvaient de régler les conditions pour que le duel n'eût pas, autant que possible, de résultat fâcheux. En manquant à ce devoir, ils sont coupables et doivent être punis.

Nous avons étudié les préliminaires du duel, les circonstances préparatoires qui font corps avec lui, il nous faut maintenant considérer le combat lui-même et examiner les questions qu'il soulève.

Le duel en lui-même et dans ses résultats. — Ici se posent deux questions qui se résolvent en deux systèmes, qu'on peut résumer ainsi : 1° le duel doit-il être puni en lui-même et indépendamment de ses résultats ? 2° le duel ne doit-il pas être puni seulement d'après ses résultats et

(1) *Dispositions semblables* : Bosnie, C. P. 1880. Art. 237. § 2.

Grèce, C. P. Art. 208, § 3. Italie, C. P. 1889. Art. 243, § 4.

Russie, C. P. Art. 1504. Les témoins en ce cas, sont aussi punis davantage.

Suisse, Fribourg, C. P. Art. 380. Neuchâtel, C. P. 1891. Art. 179, § 2.

suivant leur gravité? Le premier punira la tentative de duel, et il lui importera peu que les résultats aient été plus ou moins funestes ou même qu'il n'y ait pas eu de résultat du tout, l'autre punissant la provocation parce qu'il faut prévenir d'abord, ne la punira pas comme tentative de duel, mais comme un délit *sui generis*, et s'attachera seulement à punir le duel lui-même plus ou moins gravement suivant son résultat, ne le punissant pas du tout si aucun mal n'en est résulté.

Le premier système regardera la tentative comme suffisamment caractérisée et par conséquent punissable, quand la convention aura été faite, ou bien ne s'attachant pas à la convention, prendra seulement en considération le fait d'être allé sur le terrain, ou de s'être servi de ses armes (1). Il pardonnera quelquefois à ceux qui ne vont pas plus loin et en restent là, pour les encourager jusqu'au dernier moment à renoncer à l'acte délictueux qu'ils vont accomplir.

Le deuxième, nous l'avons dit, ne punit que selon les résultats du duel.

Les législations européennes, en général, n'ont admis ni l'un ni l'autre de ces deux systèmes si tranchés, et la plupart punissent d'abord la provocation, puis le duel en lui-même d'une peine fixe, quand on n'a pas été plus loin ou quand il n'y a pas eu de résultat, enfin elles graduent la peine suivant l'importance et la gravité du résultat et selon qu'il y a eu mort ou blessure. Quelques-unes pardonnent

(1) C'est dans ce dernier cas qu'il y a bien tentative au sens propre du mot. « Il ne faut punir, dit Wischers, que lorsque les combattants ont fait usage de leurs armes, car jusque-là il y a encore place pour la réflexion, et les pensées de la veille sont souvent salutaires ». (*Revue Fœlix*, III, 737).

aux duellistes qui se sont arrêtés avant le combat (1). Mais la plupart des législations qui pardonnent la tentative manquée, n'usent d'indulgence que quand c'est la volonté des combattants qui a fait cesser le combat et non des circonstances indépendantes de leur volonté.

Deux législations déclarent expressément que la tentative de duel n'est pas punie : ce sont celles des Pays-Bas et du canton de Neuchâtel en Suisse.

Il est du reste assez difficile de séparer, dans le duel, la tentative, du duel lui-même. Quand on est sur le terrain sans avoir fait usage de ses armes, on est encore dans la tentative. N'y est-on plus quand on a fait usage de ses armes sans toucher l'adversaire ? et cependant il y a délit de duel

(1) Système de l'Allemagne qui punit le duel en lui-même indépendamment de ses résultats, art. 203. C. P., puis gradue les peines selon les résultats, 206, 207, enfin pardonne à ceux qui renoncent spontanément au duel avant le combat, 204.

Portugal, Art. 384, C. P.

Russie, C. P. 1502, 1503, 1503. L'art. 1503 prévoit la réconciliation avant que le sang ait été versé et pardonne alors aux duellistes.

Suisse, Thurgovie, Art. 263, 268. C. P. ; Fribourg, 378, 379. C. P.

Autriche, C. P. 1852. Art. 159, 160, 161.

Hongrie, C. P. 1880. La tentative n'est pas punie, mais il y a délit de duel commis, dès qu'on a pris position pour le combat, jusque-là tentative non punie.

Bosnie, C. P. 1880, 235, punissant le duel même non suivi de blessures.

La Belgique admet plusieurs degrés de pénalités pour ceux qui sur le terrain, n'ont pas fait usage de leurs armes ; pour ceux qui ont manqué leur adversaire ; pour ceux qui l'ont blessé ou tué. 426, 427, 430. C. P.

Italie, Art. 238. C. P. Quiconque a fait usage de ses armes en duel, même s'il ne cause pas à son adversaire des lésions personnelles est puni...

Art. 239 qui punit ensuite le duelliste d'après les résultats du combat.

consommé sans résultat ; il ne faut donc pas trop s'attacher à les diviser avec certitude.

En somme la plupart des législations punissent le duel lui-même et sa tentative marquée, soit par la rencontre des adversaires sur le terrain, soit par l'usage qu'ils font de leurs armes. Enfin elles punissent plus ou moins gravement le duelliste suivant les résultats du duel. Et ce système réunit les arguments des deux systèmes tranchés que nous avons exposés, et dont les inconvénients pratiques résultant de leur distinction trop marquée, ont empêché l'application.

On punit ainsi la tentative, ce qui est très conforme aux règles du droit et on concilie la théorie avec la pratique en punissant d'après les résultats, ce qui rendra les duels moins acharnés et moins dangereux, en menaçant les duellistes de peines plus ou moins fortes selon les résultats du combat.

Blessures. — Ici se pose la question de savoir si, dans l'appréciation de la gravité des résultats, il faut faire une distinction entre les diverses sortes de blessures, s'il faut les classer en graves et légères, et comment, dans le cas où on agirait ainsi, il faudrait déterminer l'une et l'autre.

Il est certain que si on tient compte des résultats dans l'évaluation de la peine, il faut faire cette distinction aussi exacte que possible pour rendre la peine aussi équivalente que possible au résultat.

C'est ce qu'ont fait plusieurs législations étrangères ; c'est ce qu'a fait, nous nous en rappelons, la jurisprudence française en distinguant entre les blessures graves ou ayant entraîné une incapacité de travail pendant plus de 20 jours, et les blessures légères ou n'ayant pas entraîné une incapa-

cité de travail de plus de 20 jours, faisant des premières un crime et des autres un délit. Cela résulte du système que la Cour de cassation a admis : à savoir l'application du droit commun au duel. Cette distinction s'imposait logiquement. Elle n'en crée pas moins, nous l'avons vu, une singularité juridique qui est de faire du même fait un crime ou un délit suivant ses résultats.

Certaines législations étrangères ont fait cette distinction non dans les mêmes termes, mais dans le même esprit, et ont admis cette division en blessures graves et en blessures légères. D'autres ne l'ont pas faite, et punissent les blessures toujours de la même façon, quelle que soit leur gravité. D'autres ne punissent pas les blessures et punissent le duel en lui-même d'abord, ne le frappant d'une peine plus forte que s'il y a eu mort.

Nous parlerons d'abord de ce dernier cas que nous ne constatons qu'en une seule législation de l'Europe, celle de l'Allemagne ; elle ne contient que deux dispositions se rapportant au duel en lui-même et à ses résultats et on n'y trouve rien qui se rapporte aux blessures (1), qui par conséquent ne sont pas prises en considération.

D'autres législations très-peu nombreuses, punissent d'une façon spéciale les blessures, mais ne tiennent pas compte de leur gravité. Nous ne trouvons dans cette catégorie que trois législations, du reste peu importantes. Ce sont celles

(1) Art. 205. Le duel sera puni de 3 mois à 5 ans de détention.

Art. 206. Celui qui aura tué son adversaire en duel sera puni de 2 ans au moins de détention ; la peine sera la détention de 3 ans au moins si le duel ne devait cesser que par la mort d'un des combattants. (Nous connaissons déjà cette dernière disposition qui augmente la peine dans ce cas).

de la Bosnie et de l'Herzégovine, et en Suisse celles de Bâle Ville et de Saint-Gall (1).

Mais presque tous les Codes punissent les blessures et distinguent d'après leur gravité en employant des moyens différents pour faire cette distinction.

Les uns déclarent que les peines seront graduées d'après les blessures et renvoient pour les apprécier aux principes généraux de leur Code pénal (2).

D'autres ont adopté pour cette distinction, un système qui se rapproche beaucoup de celui du C.P. français. Elles divisent en blessures ayant entraîné une maladie grave, ou une incapacité personnelle de travail ; et blessures ne présentant aucun de ces caractères et qu'on peut qualifier de légères, étant donné le peu d'importance de leurs résultats. Quelques-unes indiquent la durée que doit avoir eu cette incapacité de travail pour constituer une blessure grave (3).

(1) Bosnie, C.P. 1880, art. 236.

Bâle Ville, C.P. 1872, art. 118.

Saint-Gall, C.P. 1883, art. 158 unique § 5.

Roumanie, C.P. Art. 239.

(2) Autriche, C.P., art. 160.

Danemark, C.P. 1866, art. 200 § 2.

Espagne, C.P., art. 440 § 1 et 2.

Italie, C.P. 1889, art. 239 § 1, 2, 3.

Les Pays-Bas, art. 134, distinguent les lésions légères et les lésions graves sans indiquer nettement où est la distinction.

Portugal, C.P. art. 315, § 1 et 2.

Suède, loi pénale, 1864 § 38.

(3) La principauté de Monaco admet absolument la même distinction que la France. C. P. art. 308, § 2 et 3 (20 jours d'incapacité de travail au plus). Le C. P. de Grèce distingue entre blessures non graves n'ayant pas entraîné une incapacité de travail pendant plus de trois mois et blessures graves (après trois mois d'incapacité de travail). Art. 208, § 1 et 2.

Enfin d'autres admettent qu'il y a blessures graves quand la maladie qu'elles ont causée paraît incurable, quand l'incapacité de travail personnel causée paraît devoir être permanente, quand un organe ou un membre du blessé sont absolument perdus par suite de la blessure (1).

Il résulte de ceci que presque tous les Codes punissent les blessures d'après leur gravité, que chacun a son système pour apprécier cette gravité, et qu'ils châtient davantage quand la blessure a causé un tort grave à la victime.

Disons en passant que toutes les distinctions qu'ils font, nous paraissent arbitraires et difficiles à constater, que toutes ces divisions se résoudreont en somme en une question d'appréciation pour le juge, qui n'a pas besoin en pareille matière d'une sorte de catalogue de blessures comme celui que dressent la plupart des Codes. Il eût mieux valu laisser aux juges une grande latitude d'appréciation en posant un principe général qui devait leur servir de guide. La loi ne doit pas entrer dans ces détails. Elle doit poser des principes et ne pas citer des cas d'applications forcément incomplets ; au juge à apprécier.

Mort. — Nous n'avons ici que peu de chose à dire. Constatons seulement que la plupart des lois en punissant ici de peines relativement modérées, ont semblé adopter en principe que le fait de donner la mort en duel était plutôt un accident qu'un homicide, mais un accident qui n'en est

(1) Hongrie, C. P., art. 298, § 1 et 2.

Russie, C. P. art. 1503-1505.

Belgique, C. P. 1867, 427, 428, 429.

Norvège, C. P. 1874, chap. XV, art. 49, § 1 et 2.

Suisse : Grisons, C. P. 1851, art. 83, § 2, 3, 4.

Argovie, C. P. 1857, art. 132, II, III.

Andriveau

pas moins un outrage à la loi divine et humaine qui défend de tuer. On considère le duelliste comme un homme qui se bat en général pour sacrifier au préjugé, et ne pas encourir le reproche de lâcheté. Il ne veut pas tuer son adversaire, à moins qu'ayant été insulté d'une façon grave, son ressentiment ne soit très profond et que tuer son insulteur pour laver l'injure soit son but principal. Mais, en général, il n'en est pas ainsi, et quand un duel a une issue fatale, celui qui a eu le malheur de tuer son adversaire, en a un regret d'autant plus cuisant que la cause du combat était plus futile.

Nous ne parlons pas du duelliste de profession pour qui le duel n'est qu'un moyen de cacher un assassinat et qui donne la mort à coup sûr. Celui-là est un assassin, et la conscience publique le reconnaît et le désigne à la rigueur des lois.

Ce qui indique bien cette idée de toutes les lois étrangères de considérer l'issue mortelle d'un duel plutôt comme un accident délictueux sans intention perverse en général, c'est que beaucoup d'entre elles punissent davantage, quand il a été convenu que le duel continuerait jusqu'à la mort de l'un des combattants. On ne peut plus alors considérer la mort comme un accident. L'intention de donner la mort, quoique présentant encore un caractère spécial, est évidente, et la loi doit se montrer plus sévère dans ce cas, quoique devant tenir compte des circonstances du duel. Disons du reste que ce genre de duel est devenu très rare, ce qui confirme ce que nous avons dit, que la mort en duel est un accident et n'a en général rien d'intentionnel.

Nous verrons plus loin, quand nous parlerons des peines prononcées par les lois étrangères contre le duel, comment

le duel qui a entraîné la mort est puni. C'est dans ce cas que la loi est le plus sévère et doit l'être, parce que le trouble social et l'injure à la loi sont plus criants.

Complicité en matière de duel. — Ce mot de complicité éveille en principe une idée d'assistance, d'aide et de participation à un délit. C'est son sens large, seul admis par toutes les législations et par notre Code pénal français. D'après cette idée, la jurisprudence française a pu, elle qui applique au duel les principes du C. P., nommer les témoins des complices, et les punir comme tels, de la même peine que l'auteur principal, c'est-à-dire des peines qui punissent le meurtre et les blessures, comme les duellistes eux-mêmes.

Ceci, nous l'avons dit, était très logique et très rigoureux, car elle assimilait les témoins d'un duel qui y remplissent un office d'ami et souvent très passif, aux complices du plus vulgaire assassin.

Cette question de savoir comment il faut punir les témoins d'un duel est une des plus controversées que soulève la matière. Il faut, avant d'indiquer les deux systèmes qu'ont consacrés les législations étrangères sur le duel, se demander quel est le rôle exact du témoin dans un duel.

Quand un homme a été provoqué et qu'il a relevé le défi, ne voulant et ne pouvant traiter avec son adversaire des conditions du combat dans lequel se videra leur différend, il charge deux de ses amis de cette mission. Ceux-ci se rencontrent avec les représentants de l'adversaire, et ils examinent ensemble les circonstances qui ont déterminé la provocation, ils présentent de chaque côté les observations conciliatrices que leur qualité d'amis et de représentants

des adversaires leur suggère et si, à la suite de ces pourparlers, l'entente ne peut se faire, ils fixent d'un commun accord les conditions du combat, reconnu par eux inévitable. Ils ont préparé le combat, c'est-à-dire le fait délictueux, et quand il a lieu, ils y assistent, veillant à ce que les conditions posées soient remplies ; déclarant, le combat terminé, comment il s'est passé, quelle en a été l'issue ; en garantissant par leur présence la loyauté et l'observation des formes usitées en pareille matière. Voilà leur rôle en général. Ils sont bien des complices au sens propre du mot, mais ce sont, il faut l'avouer, des complices d'une espèce spéciale, si on peut ainsi parler, dont l'influence peut aller, et va souvent jusqu'à empêcher le fait délictueux de se produire. En tous cas, ils veillent à la loyauté du combat et l'empêchent la plupart du temps d'avoir une issue fatale en l'arrêtant en temps opportun. Joignez à cela le préjugé social qui leur fait considérer comme un devoir d'assister un ami qui réclame un service de ce genre, le désir bien légitime de tâcher d'arranger l'affaire, pour qu'elle n'ait pas de suites, et vous aurez, rapidement esquissées, les idées et intentions des témoins en général, qui remplissent un rôle conciliateur et éminemment utile.

Néanmoins ne sont-ils pas coupables d'encourager le duel par leur présence ? L'homme qui sait qu'il trouvera toujours deux amis pour l'assister en pareil cas, n'hésitera pas à provoquer ou à accepter une provocation. Si les témoins, retenus par la crainte d'un châtiment, se dérobaient à cet office, peut-être hésiterait-on à provoquer en duel, n'étant pas certain de trouver des assistants. A cela du reste, on répond que l'on se battrait à deux sans témoins et

que le duel, qui n'en serait pas aboli pour cela, deviendrait un véritable assassinat et un véritable coupe-gorge.

Ce sont ces arguments et bien d'autres que nous avons présentés ailleurs, qui ont fait admettre deux systèmes différents. L'un qui absout de toute peine les témoins quand ils se sont renfermés strictement dans le rôle que nous venons de tracer. L'autre qui leur inflige des peines modérées en rapport avec celles dont sont frappés les duellistes, en les absolvant de toute peine s'ils ont sérieusement cherché à empêcher le duel.

De plus, beaucoup de législations, même parmi celles qui punissent les témoins, reconnaissent l'utilité de leur rôle, en punissant d'une peine plus forte les duellistes qui se sont battus sans témoins ou seconds (1).

1° Législations qui ne punissent pas les témoins en principe. — Le Code pénal belge de 1887 ne nomme même pas

(1) Le Code pénal espagnol, art. 443, punit le duel qui a lieu sans témoins de la façon suivante : de prison correctionnelle, s'il n'en résulte pas mort ou blessure ; des pénalités générales du Code pénal, si la mort en est résultée, la pénalité ne pouvant jamais être moindre que la prison correctionnelle.

La principauté de Monaco (Code pénal) : le duel sans témoins est considéré, suivant ses résultats, comme un assassinat ou comme le crime de blessures volontaires, art. 313.

Allemagne, C. P. 1876, art. 208.

Pays-Bas, C. P. 1881, art. 153.

Portugal, C. P. 1886, art. 387, § 1.

Russie, C. P. art. 4509.

Roumanie, C. P. art. 260.

Suisse : Berne, C. P. 1866, art. 148, § 4 ; Neuchâtel, C. P. 1891, 179, § 3.

Ces législations ne punissent pas les témoins et semblent reconnaître que leur présence est le trait caractéristique du fait de duel.

Elles punissent le duel sans témoins comme un crime ordinaire suivant leur Code pénal.

les témoins: ils restent donc absolument en dehors des prévisions de la loi spéciale que la Belgique a édictée contre le duel.

Le Code pénal grec déclare dans son article 211 que « n'est passible d'aucune peine, quiconque a assisté au duel, « comme témoin ou comme aide » (1).

Il faut spécifier que toutes les législations qui ne punissent pas les témoins du duel déclarent cependant que si les témoins sont sortis de leur rôle, ils devront être punis comme des complices d'un fait atteint comme délictueux.

Les autres législations auxquelles nous arrivons, punissent au contraire en principe les témoins, à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils ont fait tous leurs efforts pour empêcher le duel, ou si cela ne leur a pas été possible, qu'ils ont tout fait pour empêcher une issue fatale.

2° *Législations qui punissent les témoins à moins qu'il ne soit prouvé qu'ils ont rempli vraiment un rôle de conciliateurs.* — Celles-ci sont de beaucoup les plus nombreuses. Elles contiennent en même temps une menace et un encouragement, une menace de punir leur assistance au duel, mais comme en somme leur rôle peut être utile, un encouragement à tout concilier pour éviter les peines qui les menacent en tant que témoins. Ils sont punis comme témoins, mais absous s'ils empêchent le duel. En tous cas ils ne sont pas considérés comme complices, et ils sont punis de peines

(1) Mêmes dispositions, au Code pénal des Pays-Bas. Art. 166.

Norwège, C. P. chap. XV, art. 19.

Bâle ville, C. P., art. 119. Argovie, C. P. art. 133.

Thurgovie, C. P. 1841, art. 267.

Fribourg, C. P. art. 381. Neuchatel, C. P. 1891, art. 181.

plus légères que les duellistes eux-mêmes, à moins que leur conduite n'en fasse de véritables complices, car alors ils seront punis comme tels.

Le Code pénal allemand de 1870, régissant tout l'Empire, punit les témoins en principe, mais ajoute dans son art. 209 que « les intermédiaires du défi qui auront cherché sérieusement à empêcher le duel, les seconds ainsi que les « témoins, médecins et chirurgiens appelés pour assister au « duel, seront exempts de peine ».

Le Code pénal autrichien de 1852, art. 164, pose le principe de la culpabilité des témoins en les punissant davantage, si leur influence a été funeste dans le combat. Mais il les absout si « ils ont mis un zèle actif à obtenir le désistement volontaire du combat, et que ce zèle ait produit son effet ». (Art. 165). Donc si le combat a eu lieu les témoins sont punissables quels qu'aient été leurs efforts pour prévenir le combat (1).

Il y a d'autres législations où les témoins sont purement et simplement punis comme complices du fait délictueux de duel, et qui sont par conséquent punis des mêmes peines que les auteurs principaux.

Nous avons vu que la France et l'Angleterre punissent les témoins comme des complices. Cela n'a rien de surprenant, puisqu'elles punissent le duel d'après le droit commun.

(1) Dispositions de même nature en Hongrie, C. P., art. 300.

Le Code pénal espagnol punit les témoins très sévèrement s'ils n'ont pas fait tous leurs efforts pour concilier les parties. Art. 445. Italie, C. P. 1889, art. 241.

Le Code pénal du Luxembourg punit les témoins de peines spéciales et ne tient aucun compte de leurs efforts pour empêcher le combat. Art. 432.

Russie, C. P. art. 1507 et 1508.

Suisse, Grisons, C. P. 1851, art. 86.

3° *Législations considérant les témoins du duel comme complices du fait délictueux.* — Le Code pénal espagnol, art. 445, déclare que « les témoins d'un duel d'où résulteraient la mort ou des blessures seront respectivement punis comme auteurs de ces délits avec préméditation, c'est-à-dire comme complices, s'ils ont décidé un duel à mort ou connaissant l'avantage de l'un des combattants. »

Le Code pénal italien, art. 243, déclare les témoins complices dès qu'une irrégularité a été commise dans le combat.

Le Code de la principauté de Monaco les qualifie absolument de « complices ». Art. 311 (1).

Nous avons marqué plus haut que les combattants dans un duel à mort ou à outrance étaient punis plus qu'en cas de duel ordinaire, si le duel avait un résultat funeste, et que beaucoup de législations européennes avaient admis ce principe. Il était tout naturel qu'elles l'étendissent aux témoins qui n'ont pas empêché un semblable duel car ils sont infiniment coupables de n'avoir pas usé de toute leur influence pour empêcher un pareil combat qui dénote une perversité et une animosité bien plus grandes que dans le cas de duel ordinaire, auquel on se résout souvent comme à une nécessité sociale.

Médecins. — Peut-on les considérer comme complices du duel? A coup sûr ils sont des assistants, mais des assistants dont la mission est toute spéciale. Ils sont là, mais seulement pour donner leurs soins à la victime si un accident se

(1) Mêmes dispositions au Code du Portugal, 1886, art. 386.

Il faut remarquer, nous l'avons dit, que quand les témoins s'écartent de leur rôle ordinaire ils sont dans toutes les législations sans distinction, considérés comme complices. Bien que quelques lois seulement aient exprimé ce principe, les autres le sous-entendent.

produit. Quelques législations les comprennent dans les mêmes dispositions que les témoins. C'est encore ici cette idée d'empêcher le duel, en en détournant toutes les personnes nécessaires à sa perpétration, témoins et médecins, elles les exemptent de toute peine en général quand ils ont, ainsi que les témoins, cherché à concilier les parties (1).

D'autres distinguent les témoins et les médecins, et ne punissent pas ceux-ci, considérant sans doute qu'il y a plus d'avantages que d'inconvénients à les absoudre car ils n'assistent au duel que guidés par une idée exagérée de devoir respectable et utile (2).

Enfin certaines législations n'en parlent pas, et les laissent par conséquent en dehors de toute pénalité. Ce sont les plus nombreuses. Il va sans dire que les lois qui déclarent les témoins non punissables ne punissent pas non plus les médecins.

Excitateurs au duel. — Nous avons laissé de côté cette catégorie de personnes, quand nous avons traité de la répression de la provocation. Il faut maintenant nous en oc-

(1) Sur les maîtres d'armes qui ont assisté au duel « Celui qui a assisté au combat à la demande des seuls témoins, formulée après que la rencontre avait été décidée, dont l'intervention n'était requise que pour servir en quelque sorte d'arbitre entre eux en cas de doute et de contestation sur la loyauté des coups portés, qui n'a pas été choisi par les parties pour régler les conditions du combat et veiller à leur exécution, et n'avait pas en conséquence qualité pour chercher à empêcher le duel, ne peut être considéré comme ayant servi de témoin dans un duel et par suite n'est passible d'aucune peine » (*Journal du dr. internat. privé*, 1888, 131).

(2) Monaco, C. P., art. 311. Russie, C. P., art. 1307.

Fribourg, C. P., art. 381, § 1. Grisons, art. 86, § 2. C. P. 1851.

Neuchâtel, C. P. 1891, art. 181, § 2.

Schaffouse, C. P. 1859. *Crimes et délits contre la paix*, art. 120, § 2.

cuper. Nous ne reparlerons pas de ce genre spécial d'excitateurs qui témoignent publiquement leur mépris pour ceux qui n'acceptent pas une provocation ou ne provoquent pas quelqu'un qui les a insultés.

Celui qui excite quelqu'un à se battre en duel est certainement un complice, c'est pourquoi nous pouvons à coup sûr le ranger dans cette catégorie. De lui dépend le duel et ses suites funestes ; loin de pacifier comme le font souvent les témoins, il souffle la vengeance et l'outrage. Il est bien la cause du délit, et la punition doit être sévère contre celui qui souvent pour satisfaire ses mauvais instincts et ses rancunes personnelles, pousse une autre personne à se battre, n'ayant pas en général le courage d'aller lui-même sur le terrain.

Aussi les législations européennes ont compris en général l'intérêt qu'il y avait à atteindre le fait d'excitation au duel, qui l'engendre souvent. Nous les avons vues en punir une première catégorie, nous constatons aussi qu'elles répriment l'excitation au duel indépendamment de tous moyens employés (1). Elles punissent aussi celui qui a facilité la rencontre, s'il n'est pas témoin.

Nous avons jusqu'ici laissé complètement de côté la nature des peines appliquées dans tous les cas que nous ve-

(1) Allemagne, C. P., art. 210.

Autriche, C. P. 1852, art. 163.

Hongrie, C. P. 1880, art. 239.

Bosnie, C. P. art. 295.

Pays-Bas, C. P. 1881, art. 152 § 1^{er}.

Suisse : Thurgovie, C. P. 1841. *Défense personnelle*, art. 268 § 2.

Neuchâtel, C. P. 1891, art. 180 § 1.

Schaffouse, art. 120, C. P. 1859.

Belgique, C. P. 1867. art. 431.

Luxembourg, C. P., art. 431.

nous d'étudier. Il faut maintenant nous en occuper et nous demander quel est le système de pénalités qui a été suivi de préférence.

Peines principales et accessoires contre le duel. — Un principe absolu se dégage de l'étude des législations étrangères sur le duel ; c'est la nécessité d'appliquer des peines modérées en cette matière ; l'expérience des siècles ayant prouvé que les peines trop sévères n'étaient pas appliquées et conduisaient fatalement à l'impunité complète malgré la loi. Nous l'avons vu en France aussi bien sous l'empire des anciens édits que sous celui de la jurisprudence depuis 1837. Mais ce principe une fois admis par tout le monde, il s'agit de savoir comment on doit l'appliquer. Ecartons la peine de mort et les peines perpétuelles qui sont notoirement des peines exagérées en matière de duel ; il reste des peines criminelles temporaires comme les travaux forcés, de quelques noms qu'on les nomme en tous les pays, et des peines prononcées par des tribunaux inférieurs à ceux qui jugent les crimes et qui sont les peines de prison et d'amende. Enfin reste la question de savoir, si aux peines principales qu'on édicterait, il ne conviendrait pas d'ajouter des peines accessoires comme la privation de certains droits.

Nous diviserons les législations de l'Europe sur le duel à ce point de vue en plusieurs catégories.

1^o Législations ne punissant le duel et les faits qui s'y rattachent que de la peine de prison.

2^o Législations punissant de prison et d'amende.

3^o Législations punissant de peines criminelles en certains cas.

4° Législations ajoutant en certains cas aux peines principales qu'elles prononcent des peines accesssoires.

1° Parmi les législations qui punissent seulement de prison, nous trouvons l'Allemagne, qui dans son Code pénal général punit les différents délits qui se rattachent au duel et le duel lui-même d'après ses résultats, de détention et de prison. La détention est une peine correctionnelle un peu plus dure que la prison. En cas de mort, la peine peut aller jusqu'à 5 ans de détention. En cas de provocation seulement, le minimum de la peine est 2 mois de prison. (Art. 205, 201).

L'Autriche punit aussi de prison, en général de 6 mois pour la tentative. La peine peut aller jusqu'à 10 ans en cas de blessures. (Art. 159, 160) (1).

2° Les législations qui punissent de prison et d'amende sont les plus nombreuses. Les unes punissent de prison en certains cas, et d'amende dans d'autres. Les autres ne considèrent l'amende que comme une peine subsidiaire pour ainsi dire, et l'ajoutent toujours à la peine de prison.

C'est surtout la Belgique qui a appliqué ce principe; chacun des articles sur le duel, dans son Code pénal, édicte

(1) N. B. Nous indiquerons seulement le maximum et le minimum de la peine en y comprenant tous les cas prévus. *Hongrie*. C. P., punit de prison d'Etat (c'est la prison ordinaire). Elle n'indique toujours que le maximum de la peine en chaque cas, six mois en cas de duel tenté (293), 5 ans en cas de mort (295). *Boisne*, C. P., 6 mois à 10 ans (235, 237).

Danemark, C. P., 1866, 208, 6 mois de prison à 5 ans.

Pays-Bas, C. P., 1881, 4 mois à 12 ans de prison (153, 154).

Mêmes dispositions dans la plupart des cantons de Suisse :

Nous n'avons mentionné ici que les législations faisant porter le maximum et le minimum sur des peines de prison seulement, quoique la plupart des autres appliquent aussi cette pénalité, mais admettent aussi d'autres peines.

en même temps une peine de prison et une amende. La provocation est punie d'emprisonnement de 15 jours à 3 mois et d'une amende de 100 à 500 fr. (Art. 423). L'injure ayant donné lieu à la provocation est punie de un mois à 3 mois de prison et de 100 à 1000 fr. d'amende (Art. 425). Le duel sans résultat est puni de 1 mois à 6 mois de prison et de 200 à 1000 fr. d'amende (Art. 426). Les blessures sont punies de 2 mois à 1 an de prison et d'une amende de 300 à 1500 fr. Les blessures graves sont punies de 3 mois à 2 ans de prison et d'une amende de 300 à 2000 fr. (Art. 428). Enfin la mort est punie de 1 an à 5 ans de prison et d'une amende de 2000 à 10000 fr. (Art. 430) (1).

(1) Le C. P. espagnol punit en principe le duel et tous les faits qui s'y rattachent de la peine de la prison; il édicte une amende avec le banissement en cas de mort, et avec l'exil en cas de blessures, en certains cas où la provocation et le combat ont eù un caractère particulier de gravité (Art. 441). Il punit d'amende (250 à 2500 pesetas), et de réclusion, les témoins qui n'ont pas fait tout leur possible pour concilier les parties (Art. 445).

Le C. P. italien (237), punit d'amende la provocation et l'acceptation de la provocation. Quand le cas est plus grave, la peine s'élève jusqu'à la prison. Son art. 241 punit aussi d'amende le porteur de provocation, les témoins et seconds, en y joignant la détention en certains cas. Les peines de prison et de détention prononcées en règle générale vont en s'étageant de 15 jours à 5 ans de détention (en cas de mort).

Le Luxembourg adopte dans son Code pénal les mêmes dispositions que la Belgique, en joignant en tous cas l'amende à la prison.

Le C. P., de Monaco a son article 310 ainsi conçu : « Dans tous les cas, les coupables du délit de duel seront condamnés à une amende de 300 à 3000 fr. »

Le Code espagnol dont nous avons parlé plus haut, édicte une peine d'amende en ces termes « amende d'un mois à un an » (l'amende d'un mois est calculée d'après le douzième des revenus de l'inculpé, l'amende étant en Espagne proportionnelle aux revenus).

Nous sommes entrés ici dans quelques détails, parce qu'il faut considérer cette législation sur le duel de la Belgique comme une législation type, très étudiée au point de vue de la gradation des pénalités.

Le Code pénal belge punit de plus la récidive en matière de duel du maximum des peines dans chaque cas ; elles pourront même être portées au double (Art. 433) (1).

La loi belge est aussi importante à étudier en raison de la similitude de la législation générale belge avec celle de la France.

Les dispositions qui régissent le duel en Belgique sont, comme toutes les lois pénales, applicables aux étrangers. Et ceux qui, fuyant la loi de leur pays viendraient se battre en duel en Belgique sont punissables d'après la loi belge (*Journal de dr. internat. privé*, t. 14, p. 535, 1887).

Les Belges qui iraient se battre à l'étranger resteraient sous le coup de la loi belge (Bruxelles, aff. Belval. *Pasicrisie belge*, 1889, 2, 405).

« A aller se battre en Belgique, dit M. Prins, les étrangers risquent non seulement les ennuis et les petites misères d'un déplacement toujours pénible en pareille circonstance, mais les sévérités très réelles de la loi locale » (Prins, professeur à l'université de Bruxelles. *Clunet*, 1887, 535).

« Du reste cette mode d'aller se battre en Belgique est bien passée, dit un publiciste. Pourquoi quitter la France,

En Suisse les cantons de Thurgovie, de Bâle, de Fribourg, de Neuchâtel, de Saint-Gall, joignent en certains cas seulement l'amende à la prison.

(1) Le Code pénal du Luxembourg punit la récidive de la même façon que le Code pénal belge (Art. 433).

On trouve dans le Code pénal Russe, art. 1597 § 3, les mêmes dispositions, qui élèvent la peine en cas de récidive.

alors qu'on se bat en toute quiétude aux environs de Paris, et que les législateurs donnent l'exemple.

Les législations qui punissent d'amende admettent en général que l'amende n'est que subsidiaire à la prison qui reste la base de la pénalité, suivant une échelle variant selon les circonstances du fait, et les résultats.

3° Nous avons dit que certaines législations étrangères, tout en admettant en principe comme la généralité, que la peine pour le duel doit être modérée, et appliquant la peine de prison comme les autres, élèvent en certains cas les pénalités, jusqu'à en édicter qui sont rangées par elles dans les peines criminelles. Elles réservent cette répression très grave, il faut le dire, aux faits les plus répréhensibles entraînés par le duel, et à ses résultats les plus funestes, sans s'élever jamais jusqu'à la peine de mort (à moins toujours, et nous ne supposons jamais ce cas dans les présents développements, que le duel n'ait pas été régulier et loyal, car dans ce cas, il est puni généralement d'après le droit commun relatif au meurtre et aux blessures).

Ces législations sont de beaucoup les moins nombreuses. Citons la Grèce qui, dans son Code pénal, punit des travaux forcés à temps le coupable en cas de blessures mortelles ou de mort (Art. 208; § 3 et 4. C. P.).

Le Code pénal Russe punit, dans son art. 1503, celui qui a causé de graves blessures à son adversaire, ou l'a tué en duel, s'il a été l'agresseur, de la détention dans une enceinte fortifiée (de 4 ans à 6 ans en cas de mort) (de 2 à 4 ans pour les blessures graves). La peine de la détention est baissée, si il n'a pas été l'agresseur.

Si le duel était à mort, la détention est remplacée par l'exil en Sibérie pour le coupable si la condition du duel à

mort a été posée par lui, sinon ce n'est plus que la détention dans une enceinte fortifiée, pour 6 à 8 ans (Art. 1504).

Les témoins qui n'ont pas fait tous leurs efforts pour empêcher le combat, sont punis de détention de 4 à 8 mois s'il y a eu mort ou blessures mortelles, et de prison dans les autres cas.

S'ils ont excité les combattants, au lieu d'essayer de les concilier, quels que soient les résultats du duel, ce sera toujours pour eux 2 ans et 4 mois à 4 ans de détention dans une enceinte fortifiée.

C'est la Suède qui a édicté les peines les plus sévères contre le duel, car elle punit des travaux forcés à perpétuité le duelliste qui a tué son adversaire, quand les conventions portaient que le duel ne devait finir que par la mort d'un des combattants. Cette peine peut être réduite à 10 ans de travaux forcés. C'est le seul Code qui punisse le duel d'une peine criminelle perpétuelle. Quand le duel a entraîné la mort, et qu'il n'y a pas eu cette circonstance aggravante énoncée plus haut, la peine est des travaux forcés pendant 6 à 10 ans. Art. 38 C. P., 1864. En cas de blessures graves l'auteur encourra 2 à 6 ans de travaux forcés. Si les blessures ont été légères, la peine est de 6 mois à 2 ans de prison. La provocation est punie de prison ; les témoins, nous l'avons vu, sont punis de la même peine. Art. 39, 41. (1)

4° Les législations qui ont ajouté aux peines principales qu'elles édictent des peines accessoires, sont très peu nom-

(1) Norvège, C. P., chap. XIV. Les blessures légères ne sont pas punies. Art. 19. Mais pour les autres résultats, la peine est des travaux forcés, art. 15. 19, § 2.

Le Code espagnol punit certains cas très graves de la prison majeure (peine criminelle de 6 ans à 12 ans).

breuses. Nous n'en comptons que trois. Toutes trois édictent certaines déchéances de droits, comptant que la menace de perdre la jouissance des droits qui constituent la personnalité du citoyen, empêchera l'insulté de recourir aux armes pour laver son honneur et sa considération que la loi atteindra par ces déchéances, s'il combat. Ce système ne paraît pas en harmonie avec les idées reçues actuellement, qui se refuseront toujours à suivre la loi sur ce terrain et à considérer comme diminué dans son honneur et sa considération celui qu'elles jugeraient sévèrement s'il refusait le combat.

Quoi qu'il en soit, le Code pénal russe, art. 298, prévoit le cas où un fonctionnaire provoque son chef. Il le punit de la détention dans une enceinte fortifiée, selon les circonstances, (4 à 8 mois), ou de la privation de certains droits civiques prévus au Code pénal, et de la réclusion dans une maison de correction (8 mois à 1 an et 4 mois). Il en est de même si le fonctionnaire a provoqué son chef pour une cause provenant de leurs rapports officiels ou pour se venger d'une peine disciplinaire, (art. 397 § 2).

Le Code pénal italien, art. 243, prévoit les cas où le duel n'a pas été régulier pour quelque cause et où la convention porte que le duel sera à mort. Il punit tous ces cas de la réclusion, et quand la condamnation n'entraîne par l'interdiction perpétuelle, il ajoute l'interdiction temporaire des emplois publics.

Enfin le Code espagnol contient dans son art 447 des dispositions ainsi conçues : « On appliquera les lois générales, « et en outre l'interdiction absolue temporaire de l'exercice « de toutes les fonctions publiques, à celui qui provoque-
rait ou donnerait lieu à un défi, ayant en vue un intérêt

« pécuniaire ou un but immoral en combattant, ou qui
« commettrait la lâcheté de manquer aux conditions éta-
« blies par les témoins ».

Nous le répétons, les lois étrangères sur le duel n'ont pas adopté très généralement le système des déchéances de droits que nous verrons proposées souvent en France ; et celles qui l'ont admis, l'ont restreint à certains cas très spéciaux, comme nous venons de le voir. On peut donc poser en principe que leur inutilité a été reconnue à peu près partout.

Il faut remarquer que l'on a repoussé la juridiction des tribunaux criminels en ce qui concerne le duel, à peu près partout, sauf bien entendu dans les pays où sont édictées des peines criminelles ; alors ce sont tantôt les tribunaux inférieurs qui connaissent du fait, tantôt les tribunaux criminels, suivant qu'il est considéré comme délit ou comme crime

En général la compétence à l'égard du duel n'est pas indiquée clairement, mais elle ressort assez, nous l'avons vu, des peines édictées par chaque législation.

Le Code de police préventive de Russie, cependant, renferme une disposition à cet égard qu'il faut noter : « Les
« individus coupables d'un délit se rapportant au duel sont
« renvoyés devant les tribunaux criminels pour y être jugés
« conformément aux prescriptions ordinaires du Cod pé-
« nal. » Le duel est donc, en Russie, un délit jugé par les Tribunaux criminels, ce qui est une particularité, dérogeant aux principes ordinaires du droit pénal.

Le même Code contient, dans son art. 361, une disposition qui est aussi très particulière. Il permet aux témoins d'un duel de le défendre au nom de la loi, et s'ils supposent que

les adversaires ne voudront pas leur obéir, ils doivent, pour leur propre justification, dénoncer le fait soit à leurs supérieurs, s'ils sont fonctionnaires, soit à la police locale, en tout autre cas.

Nous avons ainsi étudié le duel sous toutes ses faces, ou, si l'on peut s'exprimer ainsi, dans toutes ses phases ; nous avons vu en chaque cas les divers systèmes admis par les législations européennes. Nous les avons ainsi comparées entre elles, et nous avons constaté que certaines dispositions se retrouvaient partout, souvent dans les mêmes termes. Il faut en conclure que celles-ci sont les plus efficaces, puisque l'expérience les a admises partout. Nous allons les retrouver, quand nous étudierons les projets de loi présentés en France, qui eux aussi ont des dispositions communes et se reproduisant chaque fois qu'un effort dans le sens d'une loi spéciale a été tenté dans notre pays. Quand nous les aurons étudiées aussi dans ces projets, nous pourrons poser en principe quelles sont les meilleures et en les réunissant, nous aurons une législation type, pour ainsi dire, appuyée sur l'expérience d'une application déjà ancienne, et sur l'unanimité des Codes et des voix autorisées qui les ont admises (1).

Avant de terminer cette étude, disons quelques mots de la répression *du duel aux Etats-Unis*. Il y a autant de

(1) Voir sur la législation suisse sur le duel, un article d'Ernest Riquire, professeur à l'université de Lausanne. (*Journal de dr. intern. privé*, 1891, p. 791). Il termine ainsi : « Les mœurs de la Suisse, au surplus, répugnent profondément au duel. Seuls, les étudiants sont souvent tentés d'imiter leurs camarades d'Allemagne. Mais soit dans la partie française ou italienne, soit dans la partie germanique de la Suisse, le duel est peu usité, et sévèrement jugé par l'opinion. Il n'a lieu que rarement et pour offenses graves ».

législations sur la matière que d'Etats différents. Mais une idée maîtresse se dégage de l'étude de leurs différentes lois. C'est la sévérité très grande avec laquelle le duel est puni partout.

Nous retrouvons à peu près toutes les dispositions générales admises en Europe. L'acceptation du défi, ainsi que la provocation et la participation quelconque à un duel, sont punis de l'incapacité absolue de remplir toute fonction civile ou militaire. (Californie, 1879 ; Georgie, 1877 ; Illinois, C. P. § 67 ; New-York, 1882, chap. 7, § 234).

Le fait de se battre en duel est puni, suivant les Etats, de peines qui varient entre 1 à 5 ans de prison et qui vont même jusqu'à dix ans (C. P. New-York, 1882, chap. 7, § 234). Les mêmes peines frappent ceux qui ont aidé ou participé au duel.

Quand un combattant a perdu la vie dans le duel, celui qui lui a donné la mort est puni de prison pour un temps très long, variable suivant les Etats. Les Etats d'Alabama et de Virginie punissent en ce cas des peines du meurtre et le Code de la Louisiane 1876, sect. 801, édicte même la peine de mort. Tout participant au duel est considéré comme complice dans ce cas, et puni comme tel. Le Code pénal de New-York punit même le médecin.

Le Code de Californie punit même le magistrat qui, sachant qu'un duel doit avoir lieu, n'use pas de son autorité pour procéder à l'arrestation des coupables et empêcher le combat ; il est puni d'une amende de 1000 dollars au plus. (C. P. § 13220).

On trouve dans le Code pénal de la Virginie des dispositions préventives absolument semblables à celles de l'Espagne.

Ce qui ressort de cette analyse très rapide, c'est la sévérité des peines édictées en tous les cas, depuis le cas de provocation, de duel en lui-même, jusqu'au duel ayant eu la mort comme résultat. Il nous est difficile de nous rendre compte de l'application et de l'utilité de ces pénalités; il faudrait pour cela parfaitement connaître les mœurs de ce pays si étendu, et dont les peuples ont si peu de cohésion et si peu de ressemblance. Nous nous sommes peu attachés à l'étude de ces législations qui sont innombrables, quoique pouvant se résumer en quelques dispositions générales; à cause surtout de la différence des mœurs en Amérique et en Europe. Cette étude n'aurait pas offert le même intérêt que l'étude des législations de l'Europe; car les mœurs du pays qui les ont faites se rapprochant beaucoup des nôtres, nous étaient d'un utile exemple pour la confection d'une législation française sur le duel que nous attendons depuis si longtemps.

Le duel militaire.

Avant d'en terminer avec la législation étrangère en matière de duel, il nous faut encore dire quelques mots sur le duel dans les principales armées européennes, quoique cette matière sorte du cadre où nous nous sommes placés, en raison des moyens tout spéciaux employés pour prévenir et punir le duel, quand un différend éclate entre deux militaires.

Il faut naturellement mettre de côté la provocation faite par un subordonné à son supérieur. La discipline exige qu'elle soit sévèrement réprimée, et de fait, les peines les plus sévères menacent ceux qui s'en rendraient coupables.

Le Code pénal militaire russe de 1875 prévoit la provo-

cation adressée par un inférieur à son supérieur pour affaire relative au service. L'art. 99 de ce Code punit ce fait de l'exclusion de service avec perte du grade, ou bien de la détention en forteresse de seize mois à quatre ans, ou encore de la perte du grade seulement. En ce dernier cas, le coupable redevient simple soldat. Le supérieur qui accepte une provocation d'un inférieur est puni des mêmes peines.

La plupart des Codes militaires prévoient ce fait de la provocation d'un inférieur au supérieur, et le punissent très sévèrement (1) ; il n'est du reste pas besoin de dispositions spéciales sur ce sujet, car les règles générales de ces codes suffisent pour atteindre un pareil manquement à la discipline.

En Allemagne, le duel entre militaires de même grade est toujours soumis à des cours ou tribunaux d'honneur. Une ordonnance du 2 mai 1874 règle la composition, les attributions, la compétence de ces tribunaux et la procédure à suivre devant eux. Quand une provocation est adressée, l'affaire leur est soumise, ils examinent la conduite tenue par chacun des adversaires. S'ils jugent qu'elle n'a pas été conforme à l'honneur, ils proposent les peines qu'ils jugent à propos. Ils peuvent même proposer l'exclusion de l'armée. L'officier injustement atteint dans son honneur est réhabilité par une déclaration émanée d'eux. Non seulement l'ordonnance prévoit la provocation, mais aussi les querelles qui s'élèvent, même non suivies de provocation. Elles sont soumises au conseil d'honneur du corps qui tente de réconcilier les parties. S'il n'y réussit pas, le tribunal d'honneur dont nous avons parlé plus haut, règle le duel suivant les

(1) Italie. *Règlement de discipline* de 1872.

dispositions ordinaires. L'ordonnance de 1874 donne au tribunal le droit d'empêcher absolument le duel, d'arranger l'affaire de force, et d'ordonner que le coupable d'insulte, fera des excuses à celui qu'il a insulté. S'il le permet, il délègue un de ses membres pour assister au combat. L'art. 112 du Code pénal militaire allemand (1^{er} oct. 1878) punit d'un an de détention au moins la provocation en duel entre officiers de différents grades pour faits relatifs au service. La peine est de trois ans si le duel a eu lieu, et de plus, les deux adversaires sont exclus de l'armée (1).

La législation autrichienne, nous l'avons vu, a d'excellentes dispositions sur le duel en général ; elle s'occupe de plus, dans son Code militaire de 1855, du duel entre militaires (1). La simple provocation ou acceptation d'un duel entre militaires est punissable de 3 mois d'arrêts. La même peine est applicable que le duel ait ou n'ait pas eu lieu, quand c'est par des circonstances indépendantes de leur volonté que les adversaires n'ont pas donné suite à leur projet (2).

Quand le duel a eu lieu, mais qu'il n'a eu aucun résultat la peine est de 6 mois à 1 an de prison. En cas de blessures, elle est de 5 ans au maximum, et de 20 ans en cas de mort (3). Les témoins sont punis de 6 mois à 5 ans de prison suivant les résultats du duel, à moins qu'ils n'aient fait tous leurs efforts pour l'empêcher (4).

Le Code pénal militaire autrichien va jusqu'à punir le

(1) Comte du Verger Saint-Thomas. *Nouveau Code du duel*, Paris, 1887.

(1) *Militär Strafgesetz*, 4^e partie. Chap. 14.

(2) Art. 437 et 438.

(3) Art. 438, 439, 440.

(4) Art. 443, 444.

commandant supérieur de la localité, qui n'a pas fait tout ce qui dépendait de lui pour empêcher le duel, et le juge militaire s'il n'a pas poursuivi les coupables (1).

Le défi entre militaires de grade inégal est considéré comme un cas d'insubordination grave et puni à ce titre d'un an à 5 ans de prison.

En plus de ces dispositions, on a institué en 1871 des tribunaux d'honneur analogues à ceux de l'Allemagne, auxquels on soumet les questions de duel en certains cas.

Ces tribunaux ne sont pas institués pour la répression, mais pour étudier les circonstances de la provocation, juger de l'honorabilité des personnes avec qui un officier pourrait avoir à se battre, et blâmer l'officier qui sans motifs graves aurait refusé le combat. Son exclusion de l'armée peut même être prononcée par ce Tribunal (2).

En Italie, le duel entre militaires est considéré comme un délit de droit commun et puni selon les dispositions du C. P. que nous avons vues. Nous avons dit que dans ce pays, comme partout ailleurs, la provocation de l'inférieur au supérieur est punie comme un manquement à la discipline. L'autorité militaire en Italie du reste, ne se préoccupe des duels entre militaires, qu'en cas de mort ou de blessure grave et qu'en cas de scandale ou déloyauté. L'affaire est alors déférée à un conseil de discipline (3).

Telles sont, rapidement indiquées, les dispositions des Codes militaires des grands Etats de l'Europe sur le duel dans leurs armées (4).

(1) Art. 447.

(2) Du Verger Saint-Thomas (*op. cit.* p. 65).

(3) Du Verger Saint-Thomas (*op. cit.* p. 72).

(4) En Russie la provocation de l'inférieur au supérieur est sévèrement punie. Une loi de 1867 a déferé aux tribunaux militaires

Nous remarquons l'institution des tribunaux d'honneur destinés à juger les injures et les provocations, et à autoriser le duel en certains cas. Ces tribunaux sont pour ainsi dire des conseils disciplinaires qui ont une autorité très grande, et dont les décisions doivent être exécutées. La force de la discipline rendait possible cette institution, qui peut dans ce cas produire les meilleurs résultats. C'est pourquoi nous la rencontrons dans tous les Codes militaires. Nous verrons plus loin, dans notre 4^e partie, si on pourrait transporter cette institution en matière de duel ordinaire et ressusciter, comme on l'a proposé à diverses reprises en France, les anciennes Cours d'honneur de l'ancien droit.

Au point de vue du duel militaire, le Code de justice militaire français ne contient aucune disposition. Certes la provocation de l'inférieur au supérieur est punie comme insubordination, mais le duel entre militaires d'un grade égal n'est pas prévu, et là l'arbitraire qui règne à ce point de vue dans l'armée, surtout pour le duel entre soldats a amené de fréquentes réclamations portées même quelquefois à la Tribune du corps législatif (1).

Nous avons ainsi terminé l'étude des législations étrangères sur le duel. Nous avons dit quelques mots du duel

toutes les questions de duel dans l'armée. Leurs sentences sont toujours rendues d'après le C. P. ordinaire à moins qu'une question de discipline ne soit en jeu. Ces décisions sont toujours soumises à la sanction de l'Empereur qui maintient ou remet les peines prononcées.

Il y a aussi des tribunaux d'honneur analogues à ceux dont nous avons parlé et qui sont en usage dans les autres armées. Ils ont les mêmes attributions, mais ils ne peuvent en aucun cas, autoriser le duel comme en Allemagne par exemple.

(1) Voir plus loin, séance du 2 juillet 1892. *Officiel* du 3 juillet.

militaires à l'étranger. Il nous restera à tirer les conclusions de cette étude, c'est ce que nous ferons quand nous aurons étudié les divers projets de lois présentés en France depuis près d'un siècle. Nous aurons alors une vue d'ensemble sur notre sujet, qui nous permettra de poser les meilleurs principes en matière de répression du duel.

CHAPITRE IV

Les projets de loi spéciale proposés en France depuis 1819.

Nous avons, dans la deuxième partie de notre travail, laissé systématiquement de côté les différentes propositions de loi qui furent faites en France depuis 1791 pour réprimer le duel efficacement, c'est-à-dire spécialement, d'abord pour obvier à l'impunité absolue admise par la jurisprudence, ensuite pour remédier aux inconvénients constatés d'une répression selon le droit commun du Code pénal, répression qui paraissait à tous trop rigoureuse et était par conséquent inefficace.

Nous allons maintenant montrer les efforts qui ont été faits en ce sens, en étudiant successivement les divers projets de loi présentés maintes fois au Corps législatif, projets qui ne purent jamais aboutir pour des raisons d'ordre différent.

Nous verrons que certaines dispositions se rencontrent toujours les mêmes dans chaque projet; que beaucoup d'autres ont été consacrées par les législations étrangères que nous avons étudiées et du rapprochement des moyens de répression proposés chez nous et de ceux qui ont été admis à l'étranger au sujet du duel, nous tirerons la conséquence de la nécessité d'une loi spéciale à faire au plus tôt,

loi consacrant les moyens de répression qui ont donné le meilleur résultat à l'étranger, et qui ont été le plus souvent proposés depuis un siècle.

Nous avons déjà rencontré une proposition législative tendant à créer des dispositions spéciales sur le duel. L'Assemblée nationale, dans sa séance du 4 février 1791, enjoignait à ses comités de lui proposer « dans le plus court délai possible » une loi sur le duel. C'était la première manifestation d'un effort législatif dans le sens d'une loi spéciale. Il parut inutile de s'occuper de cette question, d'autant plus que les événements qui se précipitaient alors rendaient difficile la réalisation d'un projet qu'on reprit souvent dès cette époque.

Du reste on discutait alors le nouveau Code pénal de 1791 qui, nous l'avons vu, ne s'occupa aucunement du duel et qui, après avoir implicitement abrogé toutes les dispositions antérieures sur la matière, garda le silence sur la question. Il faut noter cependant dans cette discussion une sorte de projet contenu dans une déclaration emphatique de Barrère à la tribune de l'Assemblée : « Le duel, disait-il, est une déclaration de guerre à la société, celle-ci doit traiter le duelliste en ennemi public ; qu'il soit donc sans protection de la part de la loi, et que cette exhérédation civile le mette à la merci de tous ceux qui ont à défendre contre lui leur propre sûreté. En un mot qu'il soit déclaré exloi, et déchu de tous ses droits de citoyen » (1).

Que voulait-il dire exactement ? Il est difficile de répondre, car cette phrase conçue dans le style ampoulé qui était souvent employé alors, ne laisse qu'entrevoir une idée nua-

(1) *Moniteur* du 2 juillet 1791.

geuse qui peut se traduire ainsi, ce semble : « Le duelliste sera dégradé civiquement. » C'est peut-être la première fois que cette idée de dégradation civique pour le duelliste est exprimée, quoique d'une façon obscure. Nous l'avons vue consacrée par plusieurs législations de l'Europe.

Lanjuinais, dans un discours sur le même sujet qu'il prononça le 27 avril 1791 proposa de punir le duelliste de la dégradation civique, mais d'une dégradation spéciale, en l'excluant des contrôles de la garde nationale. Son discours, qui ne renfermait à peu près que cette idée pratique, contenait des phrases telles que celle-ci : « Je demanderais, s'écriait-il, que les armes du duelliste soient suspendues à un poteau infamant avec cette sentence que Dieu prononça contre le père des meurtriers : « La terre qui a bu le sang de ton frère crie vengeance contre toi ». La couronne civique serait brisée devant lui, et bientôt devenant pour ses concitoyens un objet d'horreur, il se verrait obligé de dire comme Caïn : Ma peine est si grande que je ne puis la supporter » (1). Au milieu de ces phrases sonores et emphatiques, on aperçoit bien toujours cette idée d'une infamie légale que la loi devrait infliger au duelliste.

Lanjuinais oubliait comme Barère qu'il ne suffit pas que la loi prononce l'infamie contre un acte, quand l'opinion publique et les mœurs ne ratifient pas cette déclaration.

Toujours est-il que le Code pénal de 1791 ne contient aucune mention relative au duel, et que plusieurs articles sur la question que contenait le projet ne furent même pas proposés au vote du corps législatif par cette raison donnée par les comités. « que le caractère français rendait inu-

(1) *Moniteur* du 28 avril 1791.

tile, dangereuse et impraticable une loi sur le duel. Nous avons vu les arguments en sens contraire qu'ont tirés de ce silence du Code et de cette déclaration les partisans des systèmes que nous avons exposés plus haut, et nous avons indiqué les points principaux du projet sur le duel que contenait le Code pénal. On avait cherché surtout à couvrir le duel de ridicule en considérant le duelliste comme un fou qu'on enfermait dans une maison d'aliénés (1). Etait-ce montrer beaucoup de perspicacité dans l'analyse et la répression du duel? Ce projet qui ne contenait de pratique qu'une peine de 12 ans de cachot pour le duelliste coupable d'avoir tué son adversaire (quoique ce fut une peine exagérée) ne fut même pas discuté, nous l'avons vu, et le Code pénal de 1791 fut promulgué sans qu'eût été réglée cette question qui devait plus tard soulever tant de controverses.

En 1818 la Cour des pairs fut convoquée pour connaître d'une plainte contre le duc de Grammont, un de ses membres, qui était accusé d'avoir engagé un M. de Saint-Morys, lieutenant aux gardes du corps à se battre pour venger une injure que celui-ci avait reçue. Il devait laver en même temps son honneur et celui du corps d'élite dont il faisait partie. M. de Saint-Morys fut tué et les chefs militaires qui l'avaient

(1) Art. 2. Le coupable sera attaché à un poteau sur un échafaud élevé dans la place publique, et y demeurera exposé aux regards du peuple pendant deux heures revêtu d'une armure complète.

Art. 4. Le coupable sera ensuite conduit à la maison publique où sont gardés les insensés et les furieux la plus voisine de la ville dans laquelle aura été convoquée le jury d'accusation, il y demeurera enfermé pendant deux années.

Voir ces articles du projet du Code pénal dans le *Recueil de rapports, opinions et discours prononcés à la tribune nationale de 1789 à ce jour*. (Tome VI, page 416).

poussé à se battre furent compris dans la poursuite. Le rapport fut fait à la Cour des Pairs par M. Bellart (1). Il déclara qu'une accusation de cette nature était vague et « insaisissable à la justice ». Il flétrit avec énergie le duel et les duellistes qui verseraient avec plus d'utilité leur sang sur les champs de bataille, « qui oublient leurs devoirs envers la famille, violent les préceptes de la religion qui a horreur de ces sacrifices de victimes humaines offerts par l'orgueil à la féroce idole du point d'honneur, et blessent l'esprit de nos lois qui défendent à qui que ce soit de se rendre justice à lui-même ». Mais aucune disposition ne prévoit le duel, les anciennes lois n'existent plus, et le nom du duel n'est pas prononcé dans la loi. Il reste donc, selon M. Bellart, un homicide volontaire ; mais pour que le duc de Grammont pût être puni, il fallait prouver qu'il avait eu véritablement intention que la mort fût le résultat du combat. Or, il n'a certainement voulu que faire venger l'injure faite à l'honneur et au corps dont M. de Saint-Morys faisait partie.

La Cour des Pairs, nous l'avons dit plus haut (2), déclara que « les faits imputés au duc de Grammont, seul des prévenus qui fût justiciable de la pairie, ne constitueraient, lors même qu'ils seraient prouvés, ni crime ni délit ». Elle renvoya pour les autres prévenus devant les juges compétents.

En réalité elle n'entrait pas dans une interprétation législative et générale, elle statuait dans un cas spécial et ne voulait dire qu'une chose, c'est que dans le cas qui lui était soumis, il n'y avait ni crime, ni délit.

Nous avons cité cette décision de la Cour des Pairs, pour montrer que, contrairement à ce que l'on a prétendu, elle

(1) Séance du 31 janvier 1848, p. 24.

(2) P. 57.

n'avait pas l'importance qu'on lui a attribué et qu'à plus forte raison, elle n'avait pas une autorité quasi législative.

Ce ne fut qu'en 1819, nous l'avons vu, que la Cour de cassation fut appelée à se prononcer sur la question de savoir si oui ou non le duel était puni par le Code pénal. Nous avons étudié longuement cet arrêt si important qui a été le point de départ d'une jurisprudence qui persista jusqu'en 1837.

Cet arrêt, tout en constatant l'impuissance absolue de la loi pénale à l'égard du duel, déclarait qu'il était un mal moral et social et contenait un appel au pouvoir législatif, qui seul pouvait combler la lacune qui se trouvait dans le Code pénal sur la question.

Cet appel fut entendu et *le 12 avril 1819*, M. Clausel de Caussergues déposait une demande de loi où il suppliait le roi de la présenter aux Chambres « au nom de la religion et de l'humanité, pour le repos des familles et les intérêts fondamentaux de la société ». Il étudiait les anciennes dispositions, les demandes diverses formulées par les Etats généraux sous l'ancien régime pour la répression du duel ; il donnait enfin l'opinion des hommes les plus éminents sur la question du duel (1).

Cette proposition fut renvoyée à une commission dont Pasquier fut nommé rapporteur. Cette commission présenta un projet de loi qui fut développé par Pasquier dans un rapport éloquent et très documenté.

Il établissait d'abord l'immoralité du duel, que certaines consciences prévenues affectent d'absoudre, encouragées en cela par l'opinion publique qui se montre indulgente aux

(1) Proposition développée le 20 avril 1819.

duellistes. Le silence prolongé du législateur sur la question encourage la résistance que rencontre la seule proposition d'une loi spéciale. Cependant le pouvoir social ne peut se dispenser de punir le duel, et quand il a puni avec fermeté, on a vu le mal diminuer. C'est ainsi que sous le règne de Louis XIV le duel diminua dans de notables proportions, parce que le grand roi montra là comme ailleurs, une volonté puissante et devant laquelle il fallait s'incliner.

Le rapporteur pose donc d'abord le principe de la nécessité d'une loi sur le duel. « Malheur, s'écria-t-il, au peuple dont les lois ne protesteraient pas au moins par leur existence contre les vices, contre les crimes de quelques couleurs qu'ils puissent se revêtir. »

Il passe ensuite à l'examen des pénalités à édicter contre le duel. La peine de mort et les peines infamantes sont exagérées en pareille matière. Les peines qu'il convient d'appliquer sont l'emprisonnement et l'amende. Des dommages-intérêts devront être prononcés, même s'ils ne sont pas demandés par les parents de la victime. Ils profiteront alors aux pauvres, « car il faut, a dit la commission, prévoir le cas où une délicatesse bien naturelle à des cœurs français, leur ferait craindre de paraître demander ou recevoir le prix du sang d'un mari, d'un père, d'un enfant. »

La commission proposait comme peines accessoires à l'emprisonnement et à l'amende, la mise en surveillance ; l'interdiction pour le coupable d'habiter dans le même lieu qu'habitait sa victime, pour ne pas éveiller par sa présence de tristes souvenirs dans l'esprit des parents de celle-ci. Enfin elle ajoutait à toutes ces pénalités la privation de certains droits civiques.

Ce sont des pénalités bien douces quand on les compare

à celles que réclamaient les Etats généraux de 1560 et 1575 « de défendre les duels sous peine de la hart et d'en ôter toute espérance de rémission ». Il faut se reporter à cette époque où le duel était un vrai fléau, où il était considéré comme un crime de lèse-majesté et l'on s'expliquera que ces pénalités rigoureuses aient été réclamées. Mais actuellement le duel a changé de forme, il n'est plus un danger politique, mais seulement un délit spécial, qui a du reste moins d'importance que jadis ; on comprend qu'il faille des peines différentes.

C'est là que nous trouvons l'idée de la répression modérée, idée qui a toujours été mise en avant depuis lors, quand on a proposé des lois répressives sur le duel ; car il est certain qu'une sévérité excessive serait « une cause de relâchement dans les poursuites ». Le rapport de Pasquier examinait ensuite la question de savoir s'il fallait punir le duel jusque dans ses préparatifs ou seulement dans ses suites, quand elles ont été fatales. Si on appelait le duel un crime, il fallait en punir la tentative, en vertu des principes ordinaires de notre droit pénal. Si on en faisait un délit, la tentative ne serait punissable que dans des cas qu'on spécifierait et qui seraient les plus graves, comme dans le cas de récidive de la part de ces duellistes de profession, auxquels « une honteuse confiance dans leur adresse donne seule l'apparence d'un courage qu'ils n'ont pas. »

La commission abordant ensuite la question de savoir s'il fallait punir les témoins, croyait devoir proposer de les écarter de toute poursuite, en raison du rôle de conciliation qu'ils jouent souvent, et parce que leurs bons offices empêchent bien des combats. Elle mettait naturellement de côté le cas où, par leur conduite, les témoins seraient de véri-

tables complices du délit, ils devraient alors être punis comme tels.

Il restait une grave question à examiner, c'était celle de la compétence. Qui devrait être appelé à juger les duellistes ?

Les lois des 17 et 26 mai 1829 avaient donné au jury la connaissance à peu près exclusive des délits de la presse. Fallait-il lui attribuer encore celle des faits de duel avec de nouvelles peines à appliquer ? Deux arguments se trouvaient en présence ; d'un côté aucune sanction ne pouvait être plus imposante que celle de l'opinion publique représentée par le jury qui la reflète exactement. Combien le préjugé ne perdrait-il pas de sa force, s'il était condamné solennellement par une assemblée de citoyens accessibles comme les autres à s'y laisser entraîner ?

D'un autre côté, ne pouvait-on pas craindre que le jury ne se montrât trop indulgent, que, dominé lui-même par le préjugé qu'il s'agissait de vaincre, il ne se laissât aller à une faiblesse excessive et qu'ainsi la loi ne restât lettre morte ? Tandis que si c'étaient des juges de profession, plus calmes et moins accessibles aux bruits de l'opinion, qui avaient à appliquer aux duellistes les peines édictées par la loi, la pénalité ne serait plus incertaine et soumise aux impressions diverses du jury.

Le rapport n'avait pas sur cette question de la compétence, d'idée bien arrêtée et on remarque dans ses conclusions une hésitation qui s'explique par les considérations que nous venons de présenter.

Mais il ne fallait pas seulement réprimer, il fallait aussi essayer de prévenir, comme l'avaient fait les anciens édits sur le duel « Réprimer les crimes, quand ils sont commis,

dit M. Cauchy (1), c'est faire simplement acte de justice ; les prévenir par des mesures combinées avec sagesse, c'est montrer qu'on excelle dans l'art difficile de gouverner. » Dans notre ancien droit ce rôle préventif fut attribué au tribunal des maréchaux, qui jugea d'abord selon les règles non écrites de l'honneur ; il permettait le combat quand tout arrangement et toute satisfaction étaient impossibles. Plus tard, il ne permit plus le combat, et eut à sa disposition des moyens de contrainte pour faire exécuter ses décisions.

Le rapporteur du projet de loi de 1819 se demanda si on ne pourrait pas, en reprenant cette idée d'un tribunal d'honneur, instituer quelque chose d'analogue, un tribunal qui se composerait d'hommes éminents dans l'ordre civil et militaire, la difficulté serait grande cependant pour régler la procédure devant un tel tribunal ; « il faudrait les mettre en harmonie avec les conditions actuelles de notre ordre social, les accommoder soigneusement avec les principes de notre gouvernement. »

Ce projet renfermait, certes, de bonnes et pratiques idées, reprises souvent ensuite, que nous avons déjà trouvées en étudiant les lois étrangères sur le duel ; mais il n'eut pas de suite. Peut-être fut-on embarrassé pour formuler d'une façon nette les idées un peu nuageuses de la commission et de son rapporteur. Plus sûrement les luttes parlementaires de l'époque empêchaient le législateur de s'occuper d'une question qui parut désormais secondaire, eu égard aux grandes questions politiques et sociales que les Chambres avaient et ont eu depuis à étudier et à résoudre.

(1) *Du duel*, T. 1. p. 341.

Lois des 17 et 26 mai 1819. — Nous avons parlé plus haut des lois des 17 et 26 mai 1819 sur les injures et les diffamations. Il faut en dire quelques mots, car elles paraissent se rapporter à la question qui nous occupe. En effet, en édictant des dispositions répressives sur l'injure, elles pouvaient servir de moyen préventif contre le duel, qui provient en général d'un outrage. En essayant de supprimer la cause, peut-être arriverait-on à supprimer l'effet ; le Code pénal n'avait traité cette matière des injures que d'une façon superficielle, les lois de 1819 organisèrent un système répressif de la diffamation et de l'injure. Il ne punissait que la calomnie, puisqu'il permettait en certains cas et par certains moyens à l'auteur de l'imputation de prouver que le fait qu'il alléguait était vrai, s'il le prouvait, l'impunité lui était assurée.

Les lois de 1819 adoptèrent un autre système en punissant la diffamation et l'injure comme la calomnie, indépendamment de toute preuve des faits allégués, et cela en considération des graves inconvénients qu'aurait eu le système contraire. « Supporterions-nous, disait l'exposé des motifs, l'idée de mettre au grand jour notre vie privée, de dévoiler nos relations les plus intimes, souvent nos plaies les plus douloureuses et les plus secrètes à la première parole offensive ? Ne verrions-nous pas là un appât présenté à la médisance, une arène ouverte à la licence et à la malignité ? » (1)

Pour les imputations à des agents de l'autorité, elles étaient impunies si l'auteur faisait la preuve des faits diffamatoires. Ces offenses touchant la vie publique étaient de la compétence du jury. En un mot les lois de 1819 ne punissent

(1) Exposé des motifs, séance du 22 mars 1819, Chambre des députés.

que la calomnie quand l'imputation s'adresse à un fonctionnaire public.

Pour les offenses à des particuliers, plus de distinction, elles seront toujours punissables, sans que la preuve de la vérité du fait allégué puisse être faite. La juridiction compétente était la police correctionnelle seulement pour l'injure publique et renfermant l'énonciation d'un fait précis. Les autres injures étaient de la compétence des tribunaux de simple police.

Ces lois de 1819 dont nous venons d'extraire quelques dispositions, n'étaient certes pas faites en vue de prévenir le duel en réprimant les injures. Mais elles pouvaient servir de préface à une loi spéciale sur le duel, car une loi semblable doit commencer par punir la provocation de l'injure pour supprimer autant que possible les causes du combat. C'est ce qu'ont fait toutes les législations étrangères sur le duel.

Nous avons vu que le projet de loi de 1819 sur la répression du duel n'avait pu aboutir, et que la jurisprudence de la Cour de Cassation admettant l'impunité absolue du duel, était demeurée depuis lors inébranlable en dépit des protestations des publicistes et des résistances de certaines Cours d'appel. Nous avons dit aussi que la Cour de Cassation n'avait pas à ce moment le pouvoir de casser par un arrêt solennel la résistance que rencontraient ses décisions de la part des Cours qui jugeaient en sens contraire. Elle ne pouvait, après deux arrêts, qu'en appeler au Roi qui devait demander une loi interprétative (1).

Ce conflit prit de graves proportions en 1829 à propos de l'affaire Laberthe, dans laquelle la Cour de Metz avait

(1) Loi du 30 juillet 1828, art. 2.

rendu un arrêt pleinement opposé à la jurisprudence de la Cour de cassation. Celle-ci, par un arrêt du 8 août 1828, demanda en dernier ressort une loi interprétative.

Projet du 14 février 1829. — C'est pourquoi le garde des sceaux, comte Portalis, présenta une loi sur la matière du duel.

Ce projet posait comme principe l'idée d'une répression modérée du duel, comme l'avait fait le projet de 1819, et comme le firent tous les projets qui furent ensuite présentés. Nous allons indiquer les moyens de répression proposés par ce projet qui était moins nuageux que le précédent.

L'exposé des motifs du projet présenté par le comte Portalis dans la séance du samedi 14 février 1829 (1), remarquait d'abord le regrettable antagonisme qui existait sur le point de savoir si oui ou non le C. P. punissait le duel par ses dispositions ordinaires, « puisqu'il ne contenait sur la matière aucune disposition spéciale ». Il faut une loi pour faire cesser cette discussion.

Il faisait de la question un rapide historique où est signalé le caractère spécial du duel sous l'ancien régime (caractère que nous avons déjà indiqué). C'était l'esprit de révolte contre l'autorité des lois et du monarque, qui faisait que « la noblesse revendiquait par droit de naissance le droit de terminer ses différends les armes à la main. » Il indiquait le changement d'aspect du combat depuis le duel originaire jusqu'aux combats singuliers des derniers temps, en passant par le duel judiciaire permis et voulu en certains cas, par la loi elle-même. Un fait est frappant quand

(1) *Moniteur universel* du 15 février 1829.

on étudie les édits et ordonnances rendus jusqu'à la Révolution, c'est la sévérité excessive de leurs dispositions sur le duel, sévérité qui empêchait leur application.

Après avoir étudié l'état de la question depuis 1789 dans la législation et surtout dans la jurisprudence, le rapporteur indiquait nettement sa pensée « Il ne venait pas, disait-il, demander aux Chambres quelle est la loi, mais d'ordonner ce qu'elle doit être », montrant par là qu'il n'entendait pas se prononcer dans l'un ou l'autre sens entre les Cours d'appel et la Cour de cassation, pour ne pas enlever à celle-ci sa suprême autorité.

C'est pourquoi il spécifie qu'il ne veut pas s'occuper de la question de savoir, si le duel se trouve ou non dans le nombre des excuses admises par la loi en cas de meurtre, s'il fallait un article spécial pour le punir, ou s'il fallait faire en sa faveur une exception pour ainsi dire de plein droit. Il laisse cependant voir le fond de sa pensée, quand il déclare que les hommes ne peuvent s'affranchir de toute juridiction, et que le concert préalable, loin d'atténuer la préméditation, ne fait que l'aggraver et donner à l'acte l'aspect d'un complot. Enfin il faut une loi spéciale.

« Il faut compléter, dit-il, notre législation par une loi répressive que la religion, la morale et l'ordre public réclament également. » Il ne faut pas tolérer le duel, car c'est permettre que la mort soit infligée en réparation d'une injure qui souvent n'entraînerait, si on s'en rapportait aux juges, qu'une punition légère. C'est supporter que la justice soit rendue par des hommes privés.

Il fait une comparaison entre les précautions dont la loi a entouré l'instruction criminelle, et le hasard qui préside à l'issue de ces rencontres où l'innocent peut être la victime.

Si la loi permettait un tel combat elle devrait être considérée comme homicide et meurtrière.

Le pouvoir social doit maintenir la paix entre les citoyens et empêcher qu'ils ne se fassent justice à eux-mêmes.

Si le Code ne s'occupe pas des duellistes, il faut combler cette lacune.

Le projet de loi n'envisage pas le duel en lui-même ; il ne voit que les suites, et s'occupe seulement de celles-ci : « l'intérêt de la société n'en demande pas davantage ».

Les auteurs de l'homicide et des blessures commis en duel doivent être poursuivis, de quelque classe sociale qu'ils soient. Cela était peu utile à dire, les anciennes distinctions sociales n'existant plus depuis longtemps. Les Chambres d'accusation procéderont toujours à l'examen du fait de duel, les poursuites seront donc sérieuses et impartiales. En somme, ce seront les formes ordinaires de poursuite et d'instruction qu'on appliquera. Mais une particularité doit être notée dans le projet ; la Chambre des mises en accusation ne pouvait avoir égard à aucune des exceptions qui ôtent en général au fait le caractère de la criminalité. (1). La Chambre d'accusation renverra ensuite devant la Cour d'assises ; car la solennité des débats devant le jury, leur publicité sont nécessaires pour éclairer l'opinion publique. « Ce n'est pas, disait M. Portalis, dans le secret d'une Chambre du Conseil, hors de la présence du public, en l'absence de tout débat oral, qu'un fait de duel peut et doit être apprécié » (2).

L'intervention du jury se justifie aisément, car il est

(1) Art. 2 § 3 du projet.

(2) Discours pour la défense du projet, p. 16.

mieux qualifié que toute autre juridiction pour apprécier des faits de cette nature. Composé d'hommes accessibles aux mêmes idées et aux mêmes sentiments que les duellistes, il appréciera avec la plus grande sagesse. Si les jurés déclarent les faits constants, une question leur sera posée sur les excuses ordinaires du C. P. « La provocation par outrages ou injures graves » sera une excuse spéciale qui pourra être déclarée (1).

Remarquons qu'un amendement de la Chambre des Pairs rendit aux Chambres d'accusation le droit que leur refusait le projet de pouvoir apprécier les faits qui font disparaître la criminalité.

Si le jury déclare que le fait est excusable, le duelliste ne sera plus condamné qu'à des peines correctionnelles.

La Chambre des Pairs adopta à ce sujet un amendement ainsi conçu, et dont nous connaissons déjà la substance : « Le jury sera toujours interrogé sur la question de savoir si, indépendamment des circonstances que le Code énumère comme pouvant rendre excusables les délits et les crimes, il existe soit dans les outrages ou injures graves ayant donné lieu à la provocation, soit dans les circonstances qui ont amené ou accompagné les faits incriminés, des motifs suffisants d'excuse. »

La théorie des circonstances atténuantes était trouvée, dit M. Cauchy (2), il n'y manquait plus que le nom. »

Cette question obligatoire à poser au jury et cette indétermination des cas d'excuses, dont l'appréciation lui était pleinement laissée, forment en effet les deux caractères

(1) Art. 3 § 2 du projet.

(2) Cauchy *du Duel*, t. I. p. 395.

saillants des circonstances atténuantes que la loi de 1832 a appliquées à toutes matières.

Cependant cette déclaration d'excuse abaissait la peine jusqu'à des peines correctionnelles, tandis que les circonstances atténuantes ne baissent la peine que d'un ou de deux degrés seulement.

Le projet de loi de 1829 laissant de côté l'interdiction de séjour proposée par le projet de loi 1819, reprenait cependant la peine accessoire qu'il édictait, à savoir la privation temporaire de tous les droits civiques, civils et de famille pour 5 ans au plus et 3 ans au moins, s'il n'y a eu que des blessures.

Cette peine est facultative pour le juge, quand le duel a été suivi de blessures seulement ; mais s'il y a homicide, elle est obligatoire et doit être prononcée.

Cette dernière pénalité était motivée de la façon suivante : le duel est entraîné par le désir de l'insulté de « conserver intact son état d'homme d'honneur et sa conscience personnelle ». « On lui fait entrevoir la perte de tous les signes extérieurs et caractères qui désignent dans la société l'homme dont l'honneur est sans tache, et qui jouit de l'intégrité de son état ». Nous apprécierons plus loin si cette raison n'est pas contrebalancée et détruite par d'autres motifs très sérieux qui portent à croire que cette privation de droits proposée par le projet de loi de 1829 comme par plusieurs autres projets et consacrée par plusieurs législations, n'est pas contraire à la saine notion des choses et ne serait pas par conséquent absolument inutile.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'économie du projet de loi proposé par le comte Portalis en 1829. Il n'entrait pas, comme nous l'avons vu, dans de grands détails, gar-

dant la procédure ordinaire du Code d'instruction criminelle pour la poursuite, l'instruction, les débats, conservant la compétence du jury, attribuant seulement à la déclaration d'excuse le pouvoir d'abaisser la peine jusqu'à des peines correctionnelles très minimes.

Le 14 mars 1829, la chambre des Pairs adopta le projet en l'amendant sur plusieurs points. Elle rétablissait la mise en surveillance et l'éloignement du coupable du lieu du crime, comme le voulait le projet de 1819. Elle déclarait que l'interdiction de certains droits serait toujours facultative pour les juges (1).

(1) Texte du projet de loi présenté à la Chambre des Pairs le 14 février 1829 par M. le comte Portalis, garde des sceaux.

1. Lorsque des blessures auront été faites, ou lorsqu'un homicide aura été commis dans un combat singulier entre deux personnes, soit à l'arme blanche soit avec des armes à feu, les faits seront constatés, et les inculpés seront interrogés et arrêtés s'il y a lieu, selon les formes prescrites par le Code d'instruction criminelle.

Le procureur du Roi transmettra immédiatement les procès-verbaux et autres actes au procureur général, et ce magistrat saisira la Chambre des mises en accusation qui procédera conformément aux articles 235 et suivants du dit Code.

2. Si la Chambre d'accusation reconnaît qu'il existe contre le prévenu des indices suffisants du fait incriminé, elle renverra l'affaire en cour d'assises, lors même qu'il ne s'agirait que de blessures qui n'auraient occasionné aucune maladie ou incapacité de travail.

Elle ne pourra avoir égard à aucune des exceptions qui, aux termes du Code pénal, ôtent au fait le caractère de la criminalité.

3. Le jury sera toujours interrogé sur la question de savoir s'il existe des circonstances qui rendent le fait excusable.

Indépendamment des faits d'excuse énoncés au Code pénal, sera considérée comme circonstance rendant le fait excusable, la provocation par outrage ou injure grave.

Si la réponse du jury est affirmative sur cette question, la Cour prononcera conformément à l'art. 326. C. P. Toutefois, s'il y a eu homicide, les coupables seront interdits des droits civiques, civils et de famille pendant un temps qui ne pourra excéder dix ans, ni être moindre de cinq ans. Ils pourront n'être interdits que d'une partie

Mais là où la discussion fut la plus vive à la Chambre des Pairs, ce fut sur la question de savoir s'il fallait punir la tentative du duel, c'est-à-dire le duel indépendamment de ses résultats. Nous avons vu que le projet ne considérait absolument que les suites du duel et ses raisons étaient celles-ci : il ne faut pas obliger les magistrats à poursuivre dans tous les cas, car alors les préparatifs, même éloignés, les appels même non suivis de combat, seraient punis comme le combat lui-même, la tentative étant punie comme le crime même. Il ne faut pas, disait la commission, rendre la loi trop parfaite. « Souvent des lois sont devenues inexécutables, dangereuses même, parce qu'on a voulu les rendre trop parfaites (1) ». Certes l'appel ou défi, l'acceptation du cartel, la convention préalable, le combat lui-même, constituent des atteintes à l'ordre social. Strictement donc et en théorie, la loi devrait dès lors punir, « mais ce crime que la morale réprime, les mœurs y contraignent ». « Toute lutte corps à corps entre les lois et les mœurs, n'est-elle pas périlleuse pour les lois ? Il est donc à craindre qu'on ne fasse que constater l'impuissance de la loi, en multipliant les poursuites, et en sévissant contre le duel, lorsque l'effusion du sang n'aura pas réveillé dans les âmes ce sentiment d'horreur qu'inspirent naturellement le meurtre et les blessures. »

C'était le premier système, celui du ministre et de l'ex-

de ces droits et pour un temps qui ne pourra excéder cinq ans ni être moindre de trois ans, s'il a été fait des blessures.

Le projet fut adopté par la Chambre des Pairs qui y ajouta la mise en surveillance facultative pour les juges, avec éloignement de 12 myriamètres du lieu du duel, pour deux ans au plus.

L'interdiction des droits ne pouvait pas durer plus de trois ans.

(1) *Discours sur le projet de loi, procès-verbal*, p. 319,

posé des motifs qui ne voulait pas punir la tentative, mais seulement le duel suivi de résultat ; car, ajoutait-on, il faut, quand il s'agit de punir un fait qui depuis tant d'années a échappé à toute répression, procéder par une transition prudente et ne pas frapper la loi d'impuissance en la faisant trop prévoyante.

La Chambre des Pairs décida le contraire, sur l'avis de M. le baron Pasquier, rapporteur de la commission, qui proposait un amendement tendant à punir même la tentative ; Il fallait mettre, disait-on, la législation positive en harmonie avec les règles immuables de la religion et de la morale, et c'était surtout pour atteindre les duellistes de profession qu'il fallait atteindre le duel dans son principe. La variété des cas d'excuses devait empêcher le trop grand nombre de mises en accusation.

Cet avis prévalut ; était-il le meilleur ? nous examinerons plus loin cette question.

Le projet de loi de 1829, adopté par la Chambre des pairs le 14 mars, parvint à la Chambre des députés en juin seulement et la session fut close avant qu'il ne vînt en discussion.

La première session de 1830, cette année qui devait voir la fin de la Restauration, fut très courte, cependant nous y relevons un nouveau projet de loi sur le duel présenté le 11 mars 1830, à la Chambre des pairs par M. Courvoisier, qui était alors garde des sceaux.

Projet de M. Courvoisier. — C'était en somme, à quelques modifications près, le projet qui avait été présenté l'année précédente et que nous venons d'étudier. Au lieu de parler d'excuses sur l'existence desquelles le jury devait toujours être interrogé, M. Courvoisier appelant les choses

par leur nom, appelait ces cas d'excuses, des circonstances atténuantes, et les introduisait sous ce nom dans la loi, deux ans avant que la loi de 1832 les consacra^t formellement.

Il déclarait qu'en l'absence d'une loi spéciale, il fallait punir le duel selon les dispositions ordinaires du Code pénal, reprenant et réfutant un à un les arguments de la Cour de cassation, qui se prononçait alors en sens contraire.

Ce n'était plus, d'après le nouveau projet, la Cour d'assises qui était toujours compétente en matière de duel ; le tribunal correctionnel devait être compétent, toutes les fois que le duel pourrait n'être considéré que comme un délit, ce que du reste le projet n'indiquait pas nettement.

La tentative de duel était punie, c'est-à-dire que le duel devait être réprimé, indépendamment de ses résultats, ce qu'on s'expliquait mal, car l'article 1^{er} paraissait ne punir que quand le duel avait été suivi de mort ou de blessures (1).

(1) Voici au reste le texte du projet en deux parties.

Premier projet. Sont compris dans les faits que le Code pénal qualifié de délits ou crimes et punit comme tels, le meurtre et les blessures résultant du duel, de quelques armes que les adversaires aient fait usage.

Deuxième projet. 1^o Lorsqu'un accusé sera traduit devant une Cour d'assises pour meurtre ou blessures résultant d'un duel, une question ainsi conçue sera en tous cas soumise au jury. Y-a-t-il circonstances atténuantes ?

2^o Si la réponse est affirmative, la Cour prononcera contre le coupable la peine d'emprisonnement pour un temps qui ne pourra excéder 5 ans, ni être moindre d'un mois.

3^o Si le tribunal correctionnel a été saisi de la plainte, et que les circonstances paraissent atténuantes, le Tribunal pourra faire au prévenu l'application de l'art. 463 du C. P.

4^o Indépendamment des peines exprimées ci-dessus, les Cours d'assises et les Tribunaux correctionnels pourront prononcer pour 1 an au moins et 5 ans au plus, l'interdiction de tout ou partie des droits civiques et de famille énoncés à l'art. 26, C. P. — Ils pourront ordonner la mise en surveillance du condamné dans un lieu éloigné ;

Au surplus, toutes les dispositions du projet précédent étaient maintenues par ce projet qui ne fut pas renvoyé à une commission ; la crise qui devait emporter la Restauration était imminente, les évènements se pressaient et ne permettaient pas de s'occuper de ce projet qui passa complètement inaperçu.

Vint la révolution de 1830 et avec elle le nouveau régime avec les libertés qu'il apportait, les discussions et les luttes par la plume et la parole reprirent avec la plus grande violence, le choc des opinions rouvrit l'ère des rencontres qui avaient été peu nombreuses pendant les dernières années de la Restauration ; « en s'habituant à regarder le champ de la vie publique comme son domaine, l'injure s'enhardissait aussi à franchir le seuil de la vie privée, et la fréquence des combats singuliers qui en fut la suite, vint rappeler au législateur que la question du duel était une de celles que la restauration avait laissées à résoudre » (1). *M. Vivien*, au nom du comité de législation du conseil d'Etat, fut chargé de faire un rapport sur un projet de loi à proposer aux Chambres (2). La loi du 28 avril 1832 avait introduit dans notre loi pénale le principe absolu des circonstances atténuantes

de 12 myriamètres du lieu où aura été commis le délit ou le crime. Cette surveillance ne pourra être prononcée pour plus de 5 ans.

5^o Toute tentative de duel qui aura été manifestée par des actes extérieurs et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté des auteurs, sera punie d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans. — Le juge pourra prononcer de plus, pour 3 mois au moins et 3 ans au plus, l'interdiction ou la mise en surveillance mentionnée en l'article 4 de la présente loi. Il pourra en outre être fait aux prévenus l'application de l'art. 463 du C. P.

(1) Cauchy, *du Duel*, t. I, p. 440.

(2) *Rapport sur des projets de loi d'interprétation en avril 1832*, p. 15.

qui devaient avoir une grande influence sur le système de répression à adopter contre le duel.

Projet de M. Vivien, 1832.— Le projet de la commission admettait naturellement l'application des circonstances atténuantes en cas de duel, il renvoyait sous ce chef au C. P. modifié. Il proposait comme pénalité la détention, peine nouvelle applicable aux délits politiques, admettait la privation des droits politiques, civiques et de famille, facultative pour les tribunaux ; enfin donnait au jury la connaissance exclusive des duels.

M. Cuvier, se basant sur l'insuffisance des lois sur l'injure et sur le caractère spécial du duel qu'il considérait comme une barrière devant laquelle s'arrêtent les passions fougueuses dont notre race est animée, déclara nettement dans la discussion sur le projet de loi, qu'il était inutile et au moins insuffisant. Suivant M. Cuvier, et d'après ce que nous avons su de son discours, le duel entretient parmi les hommes l'urbanité et les bons rapports ; de plus ce système de répression qui s'attache seulement aux résultats fortuits du fait délictueux, sans tenir compte du fait délictueux lui-même, lui paraissait choquant et monstrueux.

Le projet de la commission fut ajourné ou plutôt abandonné comme insuffisant.

Quelques années plus tard, la jurisprudence de la Cour de cassation, sous l'influence de causes que nous avons déjà indiquées, changea complètement à l'égard du duel, elle en fit un crime ordinaire prévu et puni selon les dispositions ordinaires du Code pénal. Avant la loi de 1832 la Cour avait reculé devant l'énormité de la peine qui frapperait le duel si on lui appliquait le Code pénal, car alors, il n'y avait pas

possibilité de l'adoucir. Ce fut certainement cette considération qui avait entraîné la jurisprudence en 1819 et qui avait influé surtout sur sa décision. Entre l'impunité complète et une peine excessive, il lui avait paru préférable de choisir le premier parti, tout en reconnaissant que cette solution qu'elle déclarait la plus juridique et qu'elle appuyait sur de nombreux arguments que nous avons passés en revue, que cette solution, dis-je, était fâcheuse et qu'une loi devrait faire cesser cet état de choses.

La réforme du Code pénal en 1832 et l'admission des circonstances atténuantes à cette époque, furent donc pour beaucoup dans la réforme de la jurisprudence en 1837. « Depuis les modifications faites à notre Code pénal, disait M. Béranger de la Drôme, dans son rapport avant l'arrêt de 1837, l'admission des circonstances atténuantes permet d'établir une proportion plus équitable entre le crime et l'expiation (1) ». Et il déclarait que les motifs qui avaient pu agir jadis sur l'esprit des magistrats n'existant plus, la jurisprudence avait une raison suffisante de se modifier.

Nous avons vu qu'à la suite du réquisitoire de M. Dupin, la Cour de cassation répudia son ancienne jurisprudence, et déclara que le duel tombait sous l'application pure et simple du Code pénal.

Nous ne reviendrons pas sur les réflexions déjà faites quand nous avons étudié cet arrêt de 1837 et ceux qui l'ont suivi et qui ont complété le système de la jurisprudence sur la répression du duel, disons seulement que cet arrêt ne fut pas accepté sans protestations et qu'encore actuellement où la question est à peu près dans le même état qu'à cette époque, la controverse subsiste encore.

(1) *Revue de législation et de jurisprudence*, t. VII, p. 234.

Quoi qu'il en soit, cet excès de répression devait, comme l'excès d'indulgence, amener de nouvelles propositions de loi tendant à faire cesser un état de choses aussi fâcheux que le précédent.

Cependant, en dépit de l'avis de M. Bérenger de la Drôme, qui disait que la « jurisprudence préparerait les voies à la législature et serait le précurseur d'une loi spéciale sur le duel » (1), cet effort dans le sens d'une loi spéciale fut assez long à se produire.

Projet de MM. Dozon et Taillandier. 1895. — Ce ne fut qu'en 1845, à la suite de quelques rencontres qui avaient eu des issues fatales, que deux députés, *MM. Dozon et Taillandier*, déposèrent en avril un projet tendant à la répression du duel et de l'injure qui en est la cause. Ce projet punit d'abord la provocation en duel, puis le duel lui-même indépendamment de ses résultats. Puis ensuite il édicte une échelle de peines, selon que le combat a entraîné des blessures légères ou graves. Il en arrive, si la mort s'en est suivie, à frapper le duelliste d'un emprisonnement de 2 à 5 ans et d'une amende de 2.000 à 10.000 fr. La récidive emporte le maximum de la peine qui peut être portée au double. Enfin l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42, C. P., est facultative pour les juges.

M. Taillandier soutint son projet en rappelant rapidement l'ancienne jurisprudence et les efforts législatifs dans le sens de la répression. Puis il déclara que la nouvelle jurisprudence qui avait voulu trop punir, n'était pas arrivée à son but, les jurys se refusant à appliquer une peine qu'ils considéraient comme exagérée ; et que cette situation fâcheuse

(1) *Revue de législation et de jurispr.*, t. VII, p. 234, déjà cité.

l'avait engagé à soumettre à la Chambre un projet de loi spécial sur le duel. Et dans son projet il établissait avec force la différence entre le duel, fondé, il est vrai, sur un faux point d'honneur, avec des conditions réglées d'avance, des chances égales pour les combattants ; et le meurtre qui dénote toujours des passions basses ou violentes.

Les peines afflictives et infamantes n'étaient pas de mise en matière de duel, les peines correctionnelles, qui s'appliquent même à des délits graves, mais qui n'impliquent pas en principe de dégradation morale devaient seules être employées pour la répression du duel, car l'expérience a montré que le jury se refusait à appliquer des peines infamantes à un fait qui n'implique aucunement déshonneur et infamie, et la loi belge a ouvert la voie en ce sens. Il faut donc en arriver à une loi spéciale (1).

Ce projet de M. Taillandier, lu en séance publique et discuté, fut combattu par le garde des sceaux le 26 avril 1845 et ne fut même pas pris en considération (2).

La raison qui impressionna surtout la Chambre fut la statistique présentée par le garde des sceaux dans son dis-

(1) *Revue Félix*, 2, 1845, p. 395.

(2) Texte du projet de loi de MM. Dozon et Taillandier.

Art. 1. La provocation en duel sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 fr. à 300 fr.

Art. 2. Quiconque se battra en duel sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et d'une amende de 300 à 1000 fr.

Art. 3. S'il est résulté du duel des blessures ayant occasionné une maladie ou incapacité de travail personnel de plus de 20 jours, celui qui les aura faites sera puni d'un emprisonnement d'un à trois ans et d'une amende de 500 à 2000 fr.

Art. 4. Si la mort d'un des combattants a été le résultat du duel, il sera prononcé contre le coupable un emprisonnement de 2 à 5 ans et une amende de 2000 à 10000 fr.

cours. Il constata (1) qu'avant la réforme de la jurisprudence la moyenne des morts en duel était par an d'environ 23 et que depuis 1837 le chiffre des morts n'avait pas dépassé 7. Il en concluait que la loi pénale telle qu'elle était comprise et appliquée par la Cour de cassation avait les meilleurs résultats, et qu'il n'était aucunement besoin d'une loi spéciale. Et ce projet fut abandonné comme ceux qui l'avaient précédé.

Projets de 1849. — Nous venons de voir le législateur proclamer en 1845 qu'une loi sur le duel était inutile, la nouvelle jurisprudence donnant de meilleurs résultats que ceux qu'on pouvait attendre d'une loi spéciale. Et cependant il faut croire que cette solution ne donnait pas pleine satisfaction aux besoins de la pratique, car dans le courant de l'année 1849, trois projets furent, à des intervalles très rapprochés, proposés à la Chambre. Le premier, dont les auteurs étaient *MM. de Gavini et Failly*, prohibait le duel et le punissait surtout de la dégradation civique. Le deuxième projet complétait le premier en édictant contre le duel des peines correctionnelles graduées suivant ses résultats. Son auteur était *M. Bouzique*. Enfin *M. de Remilly* y avait ajouté une disposition spéciale aux membres de l'Assemblée nationale coupables de s'être battus

Art. 5. En cas de récidive, le maximum de l'emprisonnement sera prononcé et pourra même être porté au double.

Art. 6. Les tribunaux pourront en outre prononcer, pour 10 ans au plus, l'interdiction des droits mentionnés en l'art. 42 du C. P.

Art. 7. Les art. 2, 59, 60 C. P. relatifs à la tentative et à la complicité seront applicables aux faits prévus par la présente loi.

Art. 8. Lorsque les juges reconnaîtront l'existence des circonstances atténuantes, ils pourront faire usage de l'art. 463 du C. P.

(1) *Moniteur* du 27 avril 1845.

en duel pendant la durée de leur mandat. Il leur infligeait la déchéance et l'inéligibilité pendant un an.

La quatrième commission, à laquelle ces projets furent renvoyés, nomma comme rapporteur *M. Chegaray*, qui fit son rapport à la séance du 8 décembre 1849 (1).

Les trois projets furent réunis en raison de leur connexité. Ils sont tous trois appréciés par le rapport. Les trois projets, dit celui-ci, sont inspirés par les circonstances ; le duelliste trouble la paix publique, il ramène, en rétablissant la guerre privée, son pays et son siècle à la barbarie, et verse un sang précieux.

Les circonstances qui ont déterminé la présentation des projets de loi sont celles-ci : l'Assemblée nationale a par deux votes récents, refusé d'autoriser des poursuites contre deux de ses membres coupables de s'être battus en duel ; l'autorité de la Cour de cassation s'en est trouvée amoindrie. Il faut remédier à cette situation. C'est ce qui a occasionné la présentation des projets de loi.

Après avoir fait l'historique de la question dans un rapide exposé, avoir indiqué les principaux projets de loi qui avaient précédé celui qui était actuellement soumis aux Chambres, le rapporteur déclare que la nouvelle jurisprudence a donné de très bons résultats. Dans la séance du 22 avril 1838, des pétitions contre la jurisprudence furent portées à la Chambre des députés qui passa à l'ordre du jour sans vouloir entrer dans l'examen au fond de la question.

Il est extrêmement difficile, disait le rapport, de faire sur le duel une législation spéciale, on y a renoncé en 1791 et on a toujours depuis, écarté les projets de loi sur le duel, malgré les efforts et la compétence de leurs auteurs. Les

(1) *Moniteur* du 14 décembre 1849. Addition à la séance du 8.

mœurs et les institutions sont elles-mêmes des obstacles. « Il serait peut-être plus sage de s'arrêter devant elles que de les méconnaître ou de prétendre les franchir. » Il faut reconnaître que le duel est un délit spécial, mais il faut chercher à prévenir avant de réprimer ; c'est ce que bon nombre de législations ont fait. Jadis on assurait à l'offensé une réparation par le Tribunal des maréchaux. « Il fallait rendre pacifiquement à l'honneur blessé la justice qu'on lui interdisait de se faire violemment à lui-même, » c'est la première chose à faire dans une loi spéciale sur le duel. Il faut reconstituer les Tribunaux d'honneur. Mais le rapporteur reconnaissait qu'il « faudrait donner comme sanction à leur autorité morale l'action d'une persévérante et toute puissante volonté comme celle de Louis XIV et de Henri IV. »

Le Parlement d'Angleterre agit ainsi à l'égard de ses membres. Il ordonne la réparation quand l'injure a été faite et fait arrêter et placer sous la garde d'officiers publics, ceux qu'il croit disposés à se rencontrer en duel, exigeant ensuite leur engagement de ne pas se battre. Mais ici le rapporteur convient que ceci ne pourrait avoir d'application chez nous, vu la différence des mœurs.

Après avoir émis cette idée peu pratique d'une réparation confiée à un tribunal d'honneur, et avoir reconnu la difficulté de faire une bonne loi sur le duel, le rapporteur se demande si les tribunaux ordinaires sont suffisants pour réprimer les provocations de toutes sortes. Devant eux les réparations sont peu sérieuses « les répressions et les circonstances qui les environnent deviennent à vrai dire moins une réparation qu'une aggravation de l'offense, et comme un déplorable encouragement à la renouveler. » Un tribunal

spécial statuerait mieux, plus sérieusement et plus efficacement sur les réparations.

Hormis cela, la loi actuelle, entendue comme le veut la Cour de cassation, sauvegarde suffisamment les intérêts essentiels de paix et de sécurité publics engagés dans la question. » On se prévaut contre cette jurisprudence des décisions récentes de l'assemblée, mais elles ne prouvent rien, car elles ne préjugent pas le fond de la question, la Cour de cassation garde son plein pouvoir d'interprétation.

On reproche beaucoup au code de 1810, entendu comme le veut la jurisprudence, d'assimiler le duel et l'assassinat. N'y a-t-il pas au moins un cas où le duelliste est certainement un assassin ? Nous voulons parler du duelliste de profession qui se bat à coup sûr, et qui donne la mort dans une lutte inégale qui n'a de duel que le nom. « La possibilité très réelle de cette hypothèse suffit à elle seule pour justifier certaines sévérités textuelles, mais le plus souvent comminatoires de la loi ». La poursuite en tous cas n'a rien que de très juste. On doit demander à l'auteur du sang versé un compte public et judiciaire de son acte. La loi ainsi pratiquée n'est pas si injuste et si privée de discernement qu'on veut bien le dire ; le jury, par mille moyens, peut graduer les peines à l'infini, il peut se montrer sévère ou indulgent ; il peut descendre aux peines correctionnelles, même à l'acquiescement. On peut, il est vrai, redouter les abus de ce pouvoir discrétionnaire. Le duel peut être un crime odieux comme une action très excusable. Les jurés sauront bien le discerner et apprécieront l'acte à sa juste valeur. En tous cas, ces poursuites solennelles ont un effet très salubre.

En somme ce rapport pose en principe que la jurisprudence de 1837 a agi très sagement en appliquant purement et simplement au duel les dispositions du Code pénal.

Entrant alors brièvement dans l'examen des trois projets de loi présentés, il rappelait son opinion de l'utilité de la compétence du jury, M. Bouzique veut des peines correctionnelles prononcées par des juges correctionnels. « Ces peines seraient, suivant le rapport, ou trop rigoureuses ou trop indulgentes » et en somme « l'état actuel de la législation tel qu'il vient d'être rappelé et apprécié est infiniment préférable à celui qui résulterait de l'adoption de la proposition de M. Bouzique ».

La proposition de MM. de Gavini et Faily édite la perte des droits civiques aussi bien pour les témoins que pour les duellistes, sans préjudice des autres peines. Mais ne voit-on pas que ce système rendrait certainement les duels plus meurtriers et plus impitoyables, car ils auraient lieu sans témoins. Du reste la loi, en frappant les coupables d'une note d'infamie en tous cas, serait en contradiction avec les mœurs, « lutte inégale où les lois ont rarement triomphé ».

Quant à la proposition de M. Remilly au sujet de la déchéance des membres de l'Assemblée coupables de s'être battus en duel, rien n'est plus dangereux. Car le représentant insulté serait dans l'alternative ou de sacrifier son honneur aux yeux du monde ou son mandat dans le Parlement. Ce projet est en pleine contradiction avec les mœurs. L'Assemblée du reste ne peut s'arroger le droit d'éliminer de son sein un mandataire du peuple sans qu'un jugement régulier ait prononcé sa déchéance.

Enfin aucun de ces trois projets ne renfermait de dispositions préventives contre le duel, ce qui était l'essentielle et presque seule chose à faire pour le moment (1).

(1) *Projet de Gavini et Faily :*

1^o Le duel est défendu.

Le rapporteur de ces projets concluait donc par tous ces motifs à leur rejet, parce qu'ils étaient inutiles et parce

2° Quiconque sera reconnu coupable du fait de s'être battu en duel, quelles qu'aient été les conséquences du combat, ou bien d'avoir assisté comme témoin celui ou ceux qui se seront battus en duel, sera interdit des droits civiques pendant un an au moins et 10 ans au plus sans préjudice, s'il y a lieu, des peines plus graves portées par la loi.

Projet de M. Bouzique :

1° Le duel est tout combat singulier à l'arme blanche ou avec armes à feu, qui se livre volontairement et en présence de témoins.

2° Quiconque se battra en duel sera puni d'après les distinctions suivantes : « S'il n'y a pas eu de blessures ou qu'elles soient peu graves, la peine sera pour les deux adversaires un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.

Si les blessures ont occasionné une incapacité de travail personnel de plus de 20 jours, elles entraîneront un emprisonnement de 6 mois à 3 ans pour celui qui les aura faites. Si la mort s'en est suivie, le coupable subira un emprisonnement de un an à cinq ans.

Dans ces divers cas, il sera prononcé en outre une amende de 300 à 3000 francs.

3° En cas de condamnation pour duel dans les 15 ans antérieurs, il sera appliqué le maximum des peines portées en l'article précédent et ces peines pourront être élevées jusqu'au double.

4° Les témoins d'un duel ne seront soumis à aucune poursuite, lorsque tout se sera passé loyalement de leur part.

Dans le cas contraire, ceux qui auront agi avec déloyauté, seront considérés comme complices du délit dans ses plus fâcheux résultats, et punis conformément aux dispositions de l'art. 2.

5° Il y a déloyauté des témoins dans le duel où se rencontre une des circonstances ci-après.

1) Si, loin de faire des efforts pour concilier les adversaires, ils les ont excités l'un contre l'autre.

2) Si le duel a lieu dans les huit jours après l'offense reçue.

3) Si les témoins admettent des conditions qui tendent à donner au duel une issue plus funeste.

4) Si les adversaires ou l'un d'eux sont mineurs ou âgés de plus de 60 ans. Hors ces cas, la loyauté des témoins est abandonnée à la libre appréciation des magistrats.

6° S'il est pratiqué avant ou pendant le combat des embûches; fau-

que leurs dispositions principales étaient en tous cas en opposition flagrante avec les mœurs.

Ces projets, à la suite de ce rapport, ne furent pas complètement abandonnés, car en 1851 l'Assemblée nationale nomma une commission pour les examiner à nouveau et les fondre en un seul qui devait être le résumé des idées émises par les anciennes propositions. M. Valette, professeur à la faculté de droit de Paris, et l'un des jurisconsultes les plus éminents de l'époque, fit le rapport au nom de la commission. Il nous faut étudier ce rapport magistral qui est le résumé le plus complet et le plus parfait de toutes les idées émises sur la question d'une loi spéciale de répression sur le duel (1).

Projet de 1851. — M. Valette fait d'abord un rapide exposé de l'ancienne et de la nouvelle jurisprudence et

tes ou manœuvres perfides ou qu'il en résulte pour celui qui en était l'objet, soit la mort, soit une incapacité de travail personnel de plus de 20 jours, les auteurs ou complices de ces embûches, fraudes ou manœuvres, seront passibles des peines portées aux sections 1 et 2 chap. 1^{er}, Titre II, Livre III, C. P.

7^o L'article 463 du même Code sera applicable aux crimes et délits prévus par la présente loi. Toutefois dans le cas de délit, l'emprisonnement sera toujours prononcé et ne pourra se réduire au dessous de 3 ans.

Projet de M. de Remilly.

Outre les peines qu'il pourra encourir, conformément à la loi, sera déchu de la qualité de représentant du peuple, tout membre de l'Assemblée nationale, qui pendant la durée de son mandat aura provoqué ou se sera battu en duel.

L'Assemblée nationale prononcera la déchéance sur le rapport d'une commission saisie par elle du procès-verbal des faits transmis par le ministère public.

Le membre déchu sera inéligible aux fonctions de représentant du peuple pendant l'année qui suivra la déchéance.

(1) *Revue critique de jurisprudence en matière civile.*

indique les discussions passionnées qui se sont agitées autour de la question. Le législateur, suivant lui, a la responsabilité de cet état de choses. On a abandonné la question aux hasards de la jurisprudence, et la vérité est, qu'en 1791 et en 1810 on l'a laissée de côté, ne sachant comment la résoudre ; et il est bien singulier qu'un fait qui avait été déclaré non punissable tant de fois, se soit trouvé tout-à-coup, sans qu'un mot ait été changé dans la loi, passible de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité. Une pareille situation discrédite la loi ; et le simple bon sens dit qu'il est déplorable de voir la division entre les opinions se perpétuer, malgré l'avis si net de la Cour de cassation.

Enfin on a vu dans les dernières années l'Assemblée nationale refuser de laisser poursuivre ses membres coupables de s'être battus en duel (1).

Toutes ces contradictions entretiennent le doute dans les esprits, car les uns blâment le duel comme contraire à la religion et à la morale, et en subissent néanmoins la loi, en le proclamant une nécessité sociale, d'autres le proscrivent absolument. Qui a raison ? car chaque opinion donne de très bons arguments entre lesquels l'esprit hésite ?

Il faut que le pouvoir législatif intervienne, les pétitions adressées aux Chambres, les projets de loi proposés, les vœux des Cours d'appel sont autant de preuves que tout le monde veut une loi spéciale sur le duel et c'est ce qu'ont fait avant nous toutes les législations.

Le rapporteur examine ensuite toutes les faces de la question au point de vue juridique et social. Il se demande d'abord : *Une loi répressive du duel est-elle conforme à la*

(1) Séance du 20 mars 1849. Rapport de M. Davy du 10 mars 1849. *Moniteur* du 21 mars, p. 801.

justice ? Oui, en principe, faut-il répondre, car le duel est immoral et mauvais en soi. Interrogez tous ceux que leur intelligence et leur impartialité mettent à même de juger sagement la question, magistrats, prêtres, hommes influents, tous seront de cet avis.

Cependant la voix générale dira de son côté, que sous l'impression d'un outrage, on recourra aux armes et qu'il faudra une force d'âme dont sont capables bien peu d'hommes pour refuser le combat. C'est là surtout qu'il est vrai de dire « qu'on voit nettement où est le bien et qu'on fait le mal ». Si on considère le duel non comme une mauvaise action, mais comme une règle à suivre et un devoir à remplir, comme quelques-uns le prétendent, c'est qu'on cède au courant de l'opinion publique.

D'autres diront qu'une loi sur le duel est injuste et qu'il n'est pas punissable ; la loi ne protégeant pas l'honneur des citoyens, il faut bien le défendre soi-même. Beaucoup d'outrages, en effet, échappent totalement, ou à peu près, à la répression légale. Le duel est un mal, certes, et personne ne le nie, mais comme l'est la guerre entre des peuples qui n'ont pas de médiateur commun (1). Mais, peut-on répondre, fait-on la guerre pour les causes futiles telles que celles qui causent souvent les duels ? Presque tous les pays européens ont édicté des peines spéciales sur le duel. Ils se sont rencontrés sur cette question : « Les peuples même, dit M. Cauchy (2), qui ont gardé nos Codes comme un bienfait de nos victoires, en viennent l'un après l'autre à faire, en dehors de la loi sur l'homicide, une loi spéciale sur le

(1) C'est bien toujours l'idée du duel entraîné par l'impuissance du pouvoir social à maintenir la paix entre les citoyens.

(2) *Du Duel*, t. II, p. 218.

duel ». La jurisprudence, en réprimant le duel, a donc raison en principe.

On a toujours trouvé fort naturel, même quand on déclarait le duel impunissable, qu'il donnât lieu à des dommages-intérêts. On lui reconnaissait donc un caractère illicite, et on l'imputait à faute à son auteur. Il faut donc poser en principe que, quelle que soit la force du préjugé, on reconnaît en général au fond qu'il y a faute. Celui qui a tué son adversaire en duel éprouve un profond regret alors que le soldat à la guerre et l'homme qui, attaqué par un meurtrier, le tue pour se défendre, n'éprouvent certainement pas ce sentiment. A chaque duel fatal, les consciences se réveillent, et manifestent leur horreur de l'acte commis. Pour une injure légère, pour un malentendu souvent, on inflige à son adversaire la peine de mort de sa propre autorité, quand ce n'est pas le provocateur qui tue celui qu'il a injurié.

Donc le duel est certainement une atteinte au bon ordre ; il y a dans cet acte un mal moral évident.

A ceux qui prétendent « que le duel contribue à maintenir dans la société la politesse et les égards qui en font le charme, en empêchant les injures et les grossièretés de se donner un libre cours », nous répondons avec M. Béranger de la Drôme (1) « qu'il faudrait admettre alors que le duel est une institution sociale ! »

Dans la discussion de la loi belge en 1844 (8 janvier) un représentant a parlé « du bien immense que le duel procure à la société ». Il n'est pas vrai de dire que la politesse et l'urbanité soient plus grandes quand le duel est florissant. Sous Louis XIV, la distinction et la politesse n'étaient pas

(1) *Revue de législ. et de jurisprudence* t. VII, p. 232, 1838.

moins en honneur que sous le règne des derniers Valois et cependant le duel avait presque disparu sous le règne du grand roi.

Aucune législation n'osera jamais admettre que le meurtre ou les blessures résultant du duel soient justifiés et impunissables par le fait même.

Donc une loi répressive sur le duel est juste.

Mais la difficulté sera de trouver une base pour cette répression. Il faudra approprier à ce délit comme aux autres une répression convenable en raison de sa nature et des circonstances dans lesquelles il a lieu. En principe, il faut voir dans le duel une excuse qui trouve sa cause dans l'ancienneté et la puissance de l'opinion publique sur le point d'honneur.

Après avoir montré qu'une loi répressive sur le duel est juste, l'éminent rapporteur de 1851 se demande *si elle est opportune*, car tout acte contraire à la justice ou à la morale n'est pas pour cela punissable. Ce serait une exagération que de vouloir punir tous les faits répréhensibles en pure morale. Le duel n'est-il pas de ces faits qu'il vaut mieux laisser en dehors de la loi pénale. Non, car ici la vie humaine est en jeu et le législateur ne peut se désintéresser d'un acte aussi grave.

La France est le seul pays qui n'ait pas de législation sur le duel. On y supplée en appliquant les principes trop rigoureux en cette matière du Code pénal.

C'est ici que sont nombreuses les objections contre l'opportunité d'une loi sur le duel. Et d'abord on dit : les lois ont toujours été impuissantes contre le duel, et on invoque l'exemple de l'ancien régime, où le duel, bien que puni sévèrement, a fait les plus grands ravages. Cependant on pour-

rait répondre que sous Louis XIV, qui montra en cette matière la plus grande énergie, les duels diminuèrent dans une grande proportion. Il n'avait fallu qu'appliquer strictement la loi pour arriver à ce résultat. Et si les édits furent impuissants sous les autres règnes, cela tient beaucoup aux idées des seigneurs, qui voulaient surtout en se battant en duel, faire échec au pouvoir royal.

Une peine modérée est préférable, parce qu'ainsi on ne peut être soupçonné de lâcheté en s'en rapportant à la loi qu'on craint moins puisqu'elle est peu sévère. Mais il est certain que la jurisprudence a diminué, par sa décision de 1837, l'urgence d'une loi spéciale.

On fait aussi à une loi sur le duel cette objection : Vouloir punir spécialement le duel, n'est-ce pas faire une concession fâcheuse à un préjugé sanguinaire ? Il faut avouer que toutes les lois de l'Europe; que la jurisprudence française; que les projets de loi qui ont été proposés sur le duel ont fait au préjugé une bien large part et qu'ils n'ont pas dédaigné de s'en occuper spécialement. Cet accord unanime est la meilleure réponse à l'objection. A un mal spécial il faut un remède spécial ; tout le monde le reconnaît et l'application du droit commun n'est pas bonne en elle-même ; du reste la Cour de cassation n'a pas tiré les dernières conséquences de son système. Elle devrait punir la tentative et cependant jamais le parquet ne s'émeut quand il n'y a pas eu mort ou blessures. Quand les blessures sont légères, on poursuit devant la police correctionnelle et il arrive que dans ce cas, la répression est plus sévère que devant le jury en cas de mort ou de blessures graves. Enfin la divergence d'opinions sur la matière est très défavorable à l'autorité de la loi et des Tribunaux.

Il en résulte non seulement qu'une loi sur le duel serait

juste mais qu'elle serait opportune et utile pour débrouiller ce chaos d'idées et de systèmes.

Ce n'est pas tout de proclamer la justice et l'utilité d'une loi, il faut la faire et ici se pose cette nouvelle question : *Quelle doit être la répression ?*

Il ne faut pas, pour répondre, consulter seulement le bon sens et la morale, il faut s'adresser surtout à la conscience publique qui ne veut pas confondre le duel et le meurtre. Le duel est un usage enraciné ; l'essence du préjugé, tout en s'étant modifiée, est restée la même, et si on réprouve les abus, on admet le principe qui leur donne naissance et ici Valette émet l'avis que le duel judiciaire n'est pas du tout l'origine de notre duel, idée que nous avons déjà émise. Le duel a sa source dans les guerres privées. Après avoir été longtemps permis, il fut interdit par les rois, et garda, dès lors, comme nous l'avons dit, un caractère spécial. Ce fut un crime de lèse-majesté et quand le pardon intervenait, il était accordé par le roi pour crime de lèse-majesté. Le duel était au début et fut longtemps spécial à la noblesse ; il passa à la bourgeoisie. C'est donc un très ancien état social, et certes personne, même parmi ceux qui sont les plus opposés au duel, ne confond le duel avec l'assassinat. Chacun reçoit pour ainsi dire l'impression de la pensée générale. On ne peut pas absoudre, mais il faut excuser, puisque tout ici contribue à créer un entraînement dont ne peut se défendre même l'homme du plus grand caractère et de la plus ferme raison. La responsabilité étant moins grande en raison des circonstances qui accompagnent le fait, il faut

réprimer, le rapporteur l'a posé en principe, mais il faut le faire avec modération.

Ces idées maîtresses exposées, M. Valette présente et explique chaque partie du projet de loi élaboré par la commission de 1851.

Le duel est un délit. — C'est un fait *sui generis* d'une nature exceptionnelle à qui, nous l'avons dit, il faut une loi spéciale et qu'il ne faut pas confondre avec d'autres crimes. Le duc de Broglie en 1829 et Bérenger en 1837 avaient déjà proclamé ce principe, et l'on peut dire que l'idée de Monseignat « ne voulant pas faire au duel l'honneur de le nommer », peut passer pour enfantine. « La langue, dit M. Cauchy, nomme le duel, il faut que la loi le nomme aussi ».

Les peines du duel doivent être correctionnelles. — « Il n'est personne, dit encore M. Cauchy, qui ne reconnaisse que dans toute hypothèse l'emprisonnement et l'amende doivent former le fond du système répressif qui convient à cet ordre de fait » (1). C'est ce que le projet de 1849 avait posé en principe. Les peines afflictives et infamantes entraîneraient (et l'expérience l'a démontré) un acquittement certain. En traduisant les coupables devant la juridiction correctionnelle la répression sera sûre. Mais il faut que le duel ait été régulier. On avait proposé de punir en principe le duel de la réclusion et des travaux forcés à temps, en se basant sur ce fait, qu'il se présente quelquefois sous un aspect particulièrement odieux, la commission n'a pas admis

(1) Cauchy, *du Duel*, t. II, p. 85.

ce système, car, encore une fois, la trop grande sévérité entraîne l'impunité.

« Quant à l'interdiction à temps de certains droits, qui est aussi une peine correctionnelle, nous avons pensé que, suivant l'esprit général de notre Code pénal, cette peine doit être facultative pour le juge, et encore seulement dans certains cas où les résultats du duel donnent au délit une gravité particulière » (1).

La peine du duel doit être variable en une certaine mesure. — Il faut avoir grand égard à la nature de ses résultats, et c'est ce qu'ont fait, comme nous l'avons vu, toutes les législations. Il ne faut pas s'attacher aux faits qui ont précédé le duel, qui sont d'une diversité infinie et qui ne peuvent servir de base à un classement dans les pénalités.

Il ne faut pas dire, comme certains, que tout est dans l'intention et que peu importent les résultats. Le droit doit être pratique avant tout et il faut quelquefois savoir sacrifier les principes de la théorie dans l'intérêt de la pratique. « Plus le désordre causé est grave, plus l'alarme répandue est vive, plus les intérêts lésés sont importants, et plus grande doit être la répression qui rassure les uns, désintéresse et apaise les autres » (2). Et en agissant ainsi, les adversaires et les témoins auront tout intérêt à ne pas pousser les choses à l'extrême.

Il faut donc distinguer trois degrés dans le duel : Le duel simple ; le duel suivi de blessures ; le duel ayant entraîné la mort.

(1) Rapport de Valette.

(2) Dufour, *Répression du duel*, p. 80.

Faut-il distinguer, dans la deuxième catégorie, entre blessures ayant entraîné une incapacité de travail de plus de vingt jours et blessures légères (1)? Il est difficile d'apprécier le terme d'une maladie. Qu'est-ce que l'incapacité de travail personnel? La maladie peut être mal soignée et ainsi se prolonger. Il ne faut donc pas distinguer entre les blessures d'après leur gravité.

L'interdiction des droits prévus par le C. P. (art. 42) ne doit être appliquée qu'en certains cas graves. — Dans tous les projets qui ont été présentés, cette interdiction figurait et pouvait être prononcée dans tous les cas. Il ne faut pas l'appliquer pour une simple rencontre. On blesserait le sentiment général. L'emprisonnement et l'amende légère suffiront dans ce cas. L'application devra toujours en être facultative pour le juge, même dans les cas graves, comme le voulaient du reste les anciens projets, excepté celui de 1829. En effet, c'est surtout en matière de duel qu'il faut prendre en considération les circonstances qui l'ont accompagné.

Le projet de 1851 reprend la disposition que nous avons déjà vue dans plusieurs projets antérieurs disposition qui, en cas de mort, ordonne l'éloignement temporaire du coupable à une certaine distance du domicile de la personne qui a succombé. Il y a là une question de prévoyance et de convenance qu'il faut apprécier.

La loi sur le duel doit atteindre non-seulement le duel proprement dit, mais encore certains faits qui s'y rattachent,

(1) Comme l'ont fait la loi belge, art. 5, § 2 et le projet de M. Bouzique.

soit comme cause déterminante, soit comme moyens d'exécution. — Et d'abord il faut considérer la complicité. Ce mot ne doit pas avoir, en matière de duel, un sens aussi étendu qu'en cas ordinaire. Si on appliquait le droit commun, les témoins seraient punis trop sévèrement. Et là, certainement, de grands inconvénients seraient à craindre. Mais, s'il y a eu excitation de la part d'une personne, qui pour satisfaire une vengeance personnelle aura, par dons ou promesses, déterminé un autre individu à se battre en duel, la répression devra être très sévère, plus sévère que pour le duelliste lui-même.

Quant à la provocation, « empêcher cette première violation du bon ordre, c'est arrêter le duel à son début ». Mais qu'appellera-t-on provocation ? Ce terme est bien indéterminé, c'est aux Tribunaux à apprécier, s'il y a eu ou non provocation. Si l'outrage ou l'injure ne constituent pas une provocation, ils ne seront pas punis par la loi.

Quant à cette idée souvent émise, que l'autorité devrait intervenir pour procurer à l'offensé une réparation convenable par l'institution de Tribunaux d'honneur semblables à ceux qui fonctionnaient dans l'ancien droit, elle est inapplicable dans l'état actuel de nos mœurs, on ne saurait comment former ce Tribunal et quelle autorité lui donner.

Les violences matérielles, la diffamation, l'injure étant punies, que faut-il de plus ? Il faut punir l'outrage ou l'injure qui, sans contenir la provocation, en aura été la cause déterminante. L'offense a alors occasionné la provocation en duel, elle a un caractère bien tranché et bien défini, et une loi sur le duel peut s'en occuper. Elle ne pourrait prévoir utilement, nous l'avons dit, tous les outrages

quels qu'ils soient. » C'est au juge à apprécier, d'après les circonstances, si les paroles ou les actes qui ont précédé la provocation étaient de nature à y donner lieu » (1).

Il est une injure d'un genre particulier et qu'il faut prévoir ; ce sont les injures faites à quelqu'un qui refuse d'adresser ou d'accepter une provocation. Ces injures doivent être réprimées, parce qu'elles stimulent et encouragent le préjugé (2). La Cour de cassation a jugé que des imputations publiques de cette nature pouvaient être considérées comme diffamatoires et punies comme telles (arrêt de rejet du 24 mai 1844).

Une question très délicate est celle de savoir comme il faut traiter les témoins. Ils ne doivent pas, en principe, être considérés comme complices, mais il ne faut pas non plus les affranchir de toute peine, ce qui serait un autre excès. Ils ont coopéré au fait dont on punit les auteurs. Mais si on les punissait comme complices, aucune personne honorable ne voudrait tâcher d'arranger les choses. On se battrait alors sans témoins, ou bien on choisirait des témoins tarés. Il faut éviter une trop grande sévérité qui causerait de graves inconvénients.

En 1849, M. Pasquier, dans son rapport sur le projet de loi, disait « que l'assistance des témoins pouvait être secourable à la cause de la raison et de l'humanité » ; mais il faut entendre ici les témoins qui n'ont pas été complices au sens propre du mot, car alors ils devraient être punis comme des complices, c'est-à-dire comme l'auteur principal. Si la loi punit légèrement, le témoin ne refusera pas

(1) Rapport de M. Valette.

(2) La plupart des législations étrangères, nous l'avons vu, ont prévu et puni ces injures.

son office, mais il sera circonspect et tâchera d'arranger les choses. Les adversaires regarderont peut-être à exposer leurs amis à une peine et ils s'arrangeront pour n'avoir pas à leur demander ce service dangereux.

La poursuite contre les témoins est juste, puisqu'ils ont coopéré au fait punissable ; mais il faut poser, en principe, que la peine à infliger aux témoins ne devra pas dépasser le maximum de celle qui frappe le duel simple. Le jugement pourra renvoyer complètement les témoins de la poursuite, s'ils ont vraiment essayé d'arranger l'affaire et si le duel n'a pas eu de suite.

La juridiction doit appartenir aux tribunaux correctionnels. — Ici une autre opinion très accréditée se fait jour. C'est celle qui attribue exclusivement au jury la connaissance des faits de duel. C'est l'opinion de M. Cauchy : « détruire, dit-il, le duel, enfant de l'opinion par l'opinion elle-même incarnée dans le jury » (1). M. Dufour se prononce en sens contraire. Toute l'argumentation de M. Cauchy est dans cet argument, que si le duel est condamné par le jury il l'est par l'opinion, et qu'alors « il disparaîtrait, n'ayant plus de raison d'être. » Et le jury condamnera parce que les peines lui paraîtront en proportion avec le délit. Il a même, ajoute-t-on, quelquefois condamné (Meuse, 12 avril 1839 ; Seine-et-Oise, 21 mars, 1840). Ces cours d'assises ont prononcé des peines correctionnelles. Chaque condamnation du duel par le jury porterait, suivant M. Cauchy, un coup fatal à ce délit.

Mais pourquoi changer l'ordre des juridictions, qui est

(1) *Du Duel*, t. II, p. 54 et seq.

un grand principe de notre droit pénal. Pourquoi faire du duel un délit privilégié au point de vue de la procédure criminelle ? La solennité exceptionnelle de la Cour d'assises, loin d'abaisser le délit, l'exaltera. Le jury a été institué pour connaître des crimes ; « la gravité des peines a fait craindre d'en remettre l'application à des juges permanents familiarisés avec les rigueurs de la loi ». L'utilité du jury et sa raison d'être n'apparaissent donc qu'au criminel.

Si le jury connaît des délits de presse et autres délits connexes, c'est qu'on a voulu donner cette garantie moins à la personne du prévenu qu'au principe de la liberté politique. Puis il y a dans ces matières un arbitraire qui ne peut être apprécié absolument que par le jury lui-même, reflet de la société politique. « Au contraire, dans le duel, dit M. Valette, le fait est bien déterminé dans sa nature, et sur lui tout homme de bonne foi et affranchi de passions et de préjugés, portera la même décision ». De plus, ici on n'a rien à craindre de la part des juges car, pour chacune des variétés du délit, le maximum de la peine est réglé par une loi et l'est avec modération. Si c'était le jury qui statuait, l'abus d'indulgence se perpétuerait même avec des peines correctionnelles seulement à appliquer : Il y aura résistance de l'opinion si c'est elle qui juge, et la loi restera une fois de plus sans effet.

Après cela M. Cauchy pourra dire que « le duel aura trouvé son maître quand les représentants de l'opinion l'auront solennellement condamné » (1) et M. Hello « un seul jury qui condamne fait gagner plus de terrain que n'en font perdre 20 jurys qui acquittent » (2). Nous répon-

(1) *Du Duel*, t. II, p. 64.

(2) Hello. *Revue de législation*, XI, p. 488.

drons que les condamnations prononcées par le jury n'auront pas cette importance que ces éminents auteurs lui attribuent. Bien mieux, il acquittera comme il l'a toujours fait, et quand il condamnera, ce sera, par une étrange anomalie, dans des cas où les circonstances parlaient le plus haut en faveur des duellistes. (Voir les arrêts cités ci-dessus).

La répression par les tribunaux correctionnels aura moins de solennité, mais elle sera effective.

Telles sont les idées maîtresses contenues dans le rapport de l'éminent professeur à la Faculté de Droit de Paris, et si nous avons analysé avec détail ces pages magistrales, c'est qu'elles contiennent à peu près sur toutes les questions que soulève la matière du duel, des solutions excellentes et qui paraissent les plus conformes à l'expérience déjà faite par les législations qui ont statué sur ce point. Jamais rapport ne fut mieux étudié, il ne laisse rien de côté et résout toutes les questions avec la plus grande sagesse.

Le rapport et le projet de loi qu'il présentait sont l'expression à peu près exacte de la pensée générale et actuellement il y aurait bien peu de choses à faire et à ajouter pour y trouver la matière d'une loi appropriée à nos mœurs et à nos idées (1).

(1) Projet arrêté par la commission de l'Assemblée nationale.

1. Le duel est un délit.

2. Toute provocation en duel, tout outrage ou injure contenant une provocation ou ayant donné lieu à une provocation sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 fr. à 500 fr. sans préjudice des peines plus fortes, qui seraient prononcées par les lois à raison de la nature de l'outrage ou de l'injure.

3. Seront punis de la même peine, l'imputation faite publiquement à une personne de n'avoir pas proposé ou d'avoir refusé un duel, ainsi

Le rapport de M. Valette était rédigé et allait être soumis à l'Assemblée nationale quand eut lieu le coup d'Etat du 2 décembre 1851 qui empêcha que ce projet présenté par un tel rapporteur ne vînt en discussion.

Mais ce projet et le rapport qui l'avait précédé avaient été publiés et les idées et les dispositions qu'ils contenaient obtinrent l'assentiment de tous les jurisconsultes et de tous

que l'outrage fait ou l'injure adressée à une personne pour les mêmes causes.

4. Quiconque se sera battu en duel sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à un an et d'une amende de 50 à 1000 fr.

L'auteur de blessures faites en duel sera puni d'un emprisonnement d'un mois à 3 ans et d'une amende de 1000 à 3000 fr.

Quand les blessures auront causé la mort, la peine sera d'un an à 5 ans d'emprisonnement et de 500 fr. à 5000 fr. d'amende.

5. Seront punis comme complices des délits prévus par la présente loi, ceux qui par dons, menaces, promesses, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables auront excité à les commettre.

6. Les témoins du duel, non réputés complices aux termes de l'art. précédent seront passibles des peines portées par le § 1^{er} de l'art. 4. Néanmoins si le duel n'a entraîné ni homicides ni blessures, le tribunal pourra ne prononcer aucune peine contre les témoins, lorsque leur intervention sera reconnue n'avoir eu pour but que d'empêcher le duel ou d'en prévenir les fâcheux résultats.

7. Dans les cas prévus par les §§ 2, et 3 de l'art. 4 le tribunal pourra prononcer contre l'auteur de l'homicide ou des blessures l'interdiction en tout ou en partie des droits mentionnés en l'art. 42 du C. P. pendant un temps qui ne pourra excéder 5 ans à compter du jour où le coupable aura subi sa peine.

8. Le coupable d'homicide commis en duel pourra en outre être condamné à s'éloigner pendant un an au moins et cinq ans au plus d'un rayon de 12 myriamètres du lieu du domicile de la personne qui aura succombé et ce sous la peine portée par l'art. 45 du C. P.

9. L'art. 463 du même Code pourra être appliqué dans tous les cas prévus par la présente loi.

Les derniers projets présentés reproduisent en partie ces idées.

les hommes éminents de l'époque. Le duel n'en continua pas moins à être pleinement en honneur dans toutes les classes de la société ; et sous le deuxième Empire on peut citer quelques exemples de duels ayant eu une issue fatale. En revanche, on cite peu de duels produits par les discussions dans les débats parlementaires. Une provocation du sénateur Lacaze à son collègue Sainte-Beuve amena la réponse suivante du célèbre critique à MM. de Heeckeren et de Reinach témoins de son adversaire. « Je n'accepte pas aussi couramment qu'on semble le supposer, cette jurisprudence sommaire qui consiste à étrangler une question et à supprimer un homme en 48 heures ». Il ajouta qu'il était penseur et écrivain et non docteur ès armes.

En somme le deuxième Empire vit peu de duels, et c'est peut-être ce qui explique que pendant de longues années, aucune voix ne s'éleva de nouveau pour demander une loi spéciale sur le duel. Peut-être aussi le sort qu'avaient eu jadis tous les projets présentés depuis un demi-siècle avait découragé les bonnes intentions de tous ceux qui, sans cela eussent plaidé encore une fois une cause qu'on savait perdue d'avance (1).

Projet de 1887. M. Hérold. — Il faut aller jusqu'en 1877 pour retrouver un nouveau projet présenté par M. Hérold, sénateur. Il déposa ce projet à la séance du Sénat du 2 février

(1) Séance de l'Assemblée nationale du 8 janvier 1873 (*Officiel* du 9). Discussion sur la demande en autorisation de poursuites formée contre un député M. Carré Kérissouët qui avait été témoin d'un duel fatal. La commission, par l'organe de M. Claude, son rapporteur, concluait à l'autorisation qui fut votée. Il déclara que la loi punissait le duel et que l'Assemblée ne pouvait redresser une jurisprudence interprétative, sauf par une loi nouvelle.

1877 (1) avec un exposé de motifs très bref, où rendant hommage au rapport de M. Valette, il déclarait adopter absolument ses idées. « Il est superflu, disait-il, en présence du travail de l'éminent rapporteur de 1851, de développer ici les raisons qui militent en faveur de la proposition ; c'est ce travail lui-même qui formera notre exposé des motifs. »

Puis il ajoutait : « le rapport de M. Valette reste entier après 25 ans, il nous paraît être encore, sur le duel, le dernier mot du législateur d'une nation civilisée dans la seconde moitié du XIX^e siècle ». Il modifiait cependant sur certains points de détail le projet de la commission de 1851 (2).

(1) *Journal Officiel*, 11 février 1877. Annexes. Sénat.

(2) Nous donnons plus loin le texte de la proposition de loi de M. Lemire qui n'a fait que reproduire absolument, dans ses cinq premiers articles, les dispositions du projet de M. Hérold, aussi ne donnerons-nous de ce dernier que les articles qui n'ont pas été reproduits par M. Lemire.

Il punit le fait de se battre en duel indépendamment de ses résultats, puis, d'après ses résultats (blessures, mort), la provocation, l'outrage y donnant lieu, l'injure adressée à une personne qui n'a pas provoqué ou n'a pas accepté un duel, la complicité dans les termes du C. P. Il punit les témoins.

(Sur tous ces points voir le projet de M. Lemire).

Puis il ajoute, parlant des témoins :

Art. 5. Néanmoins lorsque leur intervention sera reconnue n'avoir eu pour but que d'empêcher le duel ou d'en empêcher les fâcheux résultats, il pourra n'être prononcé aucune peine contre eux.

Art. 6. Les condamnés en vertu des dispositions qui précèdent ne pourront être portés sur aucune liste électorale pendant 5 ans à dater de l'expiration de leur peine. Ils pourront être en outre interdits en tout ou en partie des droits mentionnés en l'art. 42 du C. P. pendant le même espace de temps.

Art. 7. Le coupable d'homicide commis en duel pourra être condamné à s'éloigner pendant 1 an au moins et 5 ans au plus du lieu du domicile de la personne qui aura succombé et d'un rayon de 10 myriamètres et ce sous la peine portée par l'art. 45 du Code Pénal.

Rapport de M. Pelletan. — Ce projet de loi renvoyé à la première commission d'initiative parlementaire, eut comme *rapporteur M. Pelletan* qui, dans la séance du Sénat du 22 mars 1877, présenta son rapport intéressant à plus d'un titre. Il y déclare d'abord que si le Code pénal a gardé le silence sur le duel, ce ne peut être que par inadvertance, « le duel n'étant pas un de ces faits anonymes qu'on puisse oublier et encore moins ignorer ». Le « dédain » du Code pour ce fait qu'il n'aurait pas voulu nommer, suivant MM. Monseignat et Treillard, n'est qu'un mot vide de sens. Le législateur de 1810 avait vu à l'œuvre l'ancienne législation qui pour avoir été trop sévère, avait dû capituler devant sa propre impuissance, ce fut par timidité pour ainsi dire devant un délit qui avait déjoué tous les efforts des rois que le Code pénal hésita à le punir et ne le punit pas. Il compta sur le progrès des mœurs pour détruire le préjugé (l'expérience a prouvé qu'au contraire les mœurs l'ont entretenu et l'absolvent). « Le duel était laissé en blanc dans le Code pénal, donc le Code pénal ne pouvait pas le punir ; il ne punit pas par réticence. Il faut, surtout en matière pénale, que la loi s'explique clairement sur chaque fait ; une loi pénale qui laisse champ à l'interprétation et à l'extension serait une loi mauvaise, et il faut éviter tout ce qui conduirait à cette conclusion »

Les hommes qui avaient rédigé et discuté le Code pénal étaient encore vivants pour la plupart ; ils pouvaient donc

Art. 8. L'art. 463 du Code pénal pourra être appliqué dans tous les cas prévus par la présente loi. Néanmoins cet article ne sera pas applicable au cas de récidive.

témoigner de l'intention qu'ils avaient eue. Quand la Cour de cassation déclara que le duel était impunissable, dans un arrêt solennel inaugurant une jurisprudence qu'elle devait suivre pendant près de 20 ans, les duels sévissaient encore plus qu'aujourd'hui et restaient impunis, et personne parmi ceux qui avaient fait la loi, élevait une voix autorisée pour repousser ce système. Il était donc bien dans l'intention du législateur de 1810. Cette impunité, il faut le dire, accrût l'audace du duel qui « prit après la chute du premier empire, les proportions d'une véritable guerre civile en détail ».

En 1837 tout change et le duel devient soit un crime soit un délit, suivant les distinctions subtiles d'une nouvelle jurisprudence qu'avait entraînée l'éloquence de M. Dupin, « qui avait évoqué de la tombe le législateur de 1810 pour faire dire au mort, ce que n'avait pas dit le vivant, et qui tira du silence de la loi la preuve qu'elle avait parlé ».

La jurisprudence voulut assimiler deux faits non assimilables, la nature des choses et la conscience publique protestèrent contre la décision de la Cour suprême. On peut être forcé d'aller sur le terrain. « Du fait d'un refus, on peut encourir à ses propres yeux une sorte de déchéance morale et cette considération pèse souvent d'un tel poids sur la volonté du duelliste qu'il aime mieux affronter la mort sur le terrain que subir ce qu'il regarde comme une diminution de sa dignité ». Cette pression morale change, suivant M. Pelletan, la nature du fait qui devient presque excusable, étant presque obligé, suivant l'état actuel des mœurs et de l'opinion.

Une autre considération, neuve celle-là, change la nature du fait, suivant le rapporteur de 1877. Le duel est, dit-

il, un suicide à deux par consentement mutuel. « Donne-moi ta vie, je te donnerai la mienne », tel est le pacte qui intervient entre les duellistes. Il est immoral, cela est certain ; mais il n'en change pas moins la nature de l'homicide, et par conséquent la criminalité.

Enfin, troisième considération, qui ne nous paraît pas très juste quand on serre d'un peu près la notion de la légitime défense, c'est celle-ci qu'on a souvent invoquée, que les deux duellistes sont en état de légitime défense.

Après avoir établi que le duel n'est pas puni par le Code pénal, avoir indiqué les raisons qui lui paraissent le distinguer nettement de l'assassinat, le rapporteur s'indigne des conséquences du système admis par la jurisprudence. Quand il y a mort ou blessures graves, on poursuit devant la Cour d'assises et le jury acquitte parce qu'il trouve disproportionnées les peines applicables. Mais quand il n'a été fait que des blessures légères et que le Tribunal correctionnel, suivant le système admis, est appelé à se prononcer, la condamnation est infaillible parce que les juges sont esclaves de la loi, même quand cette loi ne ressort que d'une interprétation controversable.

Il ressort de là cette anomalie qu'il vaut mieux tuer son adversaire que de le blesser légèrement, car dans ce dernier cas la condamnation est certaine, et que l'impunité est à peu près assurée dans le premier. Enfin, touchant la question du duel militaire, il constate qu'on a fait du duel dans l'armée « une sorte d'institution militaire » (1). Non seulement le colonel du régiment autorise le duel, mais en certains cas il l'ordonne.

En somme on a soumis au droit commun un délit tout

(1) *Officiel* du 27 février 1883. Sénat, Délibérations, p. 194.

spécial et les anomalies que nous avons signalées ont engendré une anarchie judiciaire qui a diminué l'autorité de la loi. M. Hérold a voulu la faire cesser par son projet de loi qu'il reproduit à peu près textuellement du projet de 1851, en invoquant les mêmes arguments que M. Valette invoquait alors, et que le rapporteur rappelle au Sénat en détail.

Il faut changer la jurisprudence par une loi formelle, plus conforme à la réalité, qui punisse modérément le duel, qui n'est pas, quoi qu'on en ait dit, « la seule forme possible de revendication en certains cas ».

Toutes les législations d'Europe punissent le duel au moyen de lois spéciales. Il en faut une à la France.

Ce ne fut qu'à la séance du 26 février 1883 (1) que la proposition de M. Hérold vint en première délibération.

La commission de 1877 avait été d'avis d'abandonner le projet et elle devait en faire la déclaration catégorique; mais les choses avaient traîné en longueur (1) et la commission avait été renouvelée plusieurs fois depuis. La dernière chargea M. Griffe, sénateur, de faire un rapport concluant à l'adoption du projet qu'elle modifiait.

La discussion et le rapport furent renvoyés à une date ultérieure et ce ne fut qu'à la séance du 10 mars 1883 que la discussion eut lieu ainsi que le rapport de M. Griffe (2).

Rapport de M. Griffe. — Après des observations préliminaires faites sur le premier article du projet ainsi conçu : « le duel est un délit », par M. de Garvardie qui déclara que cette façon de s'exprimer était anti-juridique, la loi pénale n'ayant pas l'habitude de

(1) Paroles de M. de Treveneuc, 26 février 1883.

(2) *Officiel* du 11 mars. Débats du Sénat, p. 280.

s'exprimer ainsi, et classait au contraire les faits délictueux en deux catégories, crimes ou délits, selon les peines qu'elle leur appliquait, le rapporteur, *M. Griffé*, prit la parole pour défendre le projet de loi. Il faut une loi sur le duel, la loi actuelle ne suffit pas, quoi qu'on en dise. Mais quelle loi faire ? La loi de 1791 et la loi de 1810 n'ont pas parlé du duel, fait connu certes, et puni spécialement jusque là. Même silence en 1832 quand on a revisé le C. P., la magistrature juge jusqu'en 1837 que le duel est impunissable, n'étant pas prévu ; puis, à partir de cette époque, elle le considère comme un assassinat et le punit de la même façon. On a suivi la même marche en Belgique, mais le changement de jurisprudence qui eut lieu en 1835 dans ce pays eut un autre effet que chez nous, il provoqua la présentation d'un projet de loi spécial sur le duel qui fut converti en loi en 1841. Cette loi a été appliquée dès lors jusqu'en 1867 et à cette époque fut insérée dans le Code général belge. A cette époque, il a été déclaré que cette loi spéciale avait produit les meilleurs résultats.

Seuls à peu près au milieu de tous les pays d'Europe, nous n'avons pas de loi spéciale sur le duel. Notre jurisprudence qui punit le duel conduit, par sa théorie, à des résultats bizarres et inacceptables.

On ne punit pas le duel qui n'a eu aucun effet, première anomalie. Si le duel a produit des blessures, on distingue : si elles sont légères c'est le Tribunal correctionnel qui sera compétent ; si elles sont graves, et si la mort s'en est suivie à plus forte raison, la Cour d'assises en connaîtra, deuxième anomalie. La juridiction change selon les résultats, ce qui est absolument opposé à tous les principes. Le jury acquitte à peu près toujours le duelliste coupable d'avoir tué ou

blessé gravement son adversaire. Le Tribunal correctionnel, esclave de la loi, condamne toujours le duelliste qui a blessé légèrement (1). « La jurisprudence équivaut à un non sens ». Il faut donc une loi, quelques membres de la commission de 1883, opinaient pour l'impunité complète, d'autres, c'est leur avis qui prévalut, voulaient une loi. « On avait été forcé de reconnaître que le duel est un fait brutal, un appel à la force qui, en résultat, ne prouvant rien, devait être écarté par les gens sérieux » (2).

Puis, entrant dans l'analyse du fait lui-même, le rapporteur déclarait qu'il n'était pas admissible « que les deux combattants pussent comparaître avec une situation identique et égale devant le juge appelé à connaître du délit ». Une loi sur le duel doit pouvoir atteindre d'une façon très exacte chacun des auteurs du délit, suivant la gravité de la faute qu'il a commise. L'offenseur et l'offensé doivent être distingués. Il faut peser les responsabilités, et dire que s'il y a pour ainsi dire aggravation de responsabilité pour l'offenseur, l'offensé est excusable en une certaine mesure. C'est cette pensée capitale du projet qui a inspiré l'art. 7. « Les délits prévus par la présente loi sont excusables en faveur de l'offensé, s'il ont été provoqués par des injures graves, violences ou voies de fait envers les personnes ».

Les Tribunaux apprécieront quel rôle a eu chaque combattant dans la provocation et dans le duel : c'est l'idée maîtresse du projet de loi. Le duel pour les deux parties est un délit, mais un délit excusable pour l'offensé.

Le garde des sceaux répondant au rapporteur dans la

(1) Nous avons déjà parlé plus haut de ces résultats bizarres de la jurisprudence.

(2) Rapport de M. Griffe.

même séance, reconnaît d'abord le caractère répréhensible du duel, les résultats bizarres de la jurisprudence. Mais il tire des acquittements répétés prononcés par le jury cette conclusion, que si le jury, résumé pour ainsi dire de l'opinion publique, acquitte les duellistes, c'est que l'opinion publique ne veut pas d'une répression pour le duel loyal (1), pensant peut-être qu'à un moment donné de son existence chaque homme peut se trouver forcé de recourir au duel pour laver son honneur. Une loi sur le duel, quelle qu'elle soit, n'empêchera, ce semble, personne d'aller sur le terrain. Les peines prononcées pour duel n'entacheront pas la considération de celui qui en aura été frappé, au contraire celui qui en refusant le duel se sera soustrait à ces peines, ne sera-t-il pas diminué dans la considération de ses concitoyens ? « Je ne crois pas, ajoutait le ministre, qu'il soit bon d'édicter des lois que les hommes les plus honnêtes, les plus honorables, ne se feront, dans certains cas, aucun scrupule de violer. »

Le projet de loi marque dans sa rédaction l'hésitation qui a régné dans le sein de la commission qui l'a rédigé, il punit l'outrage renfermant une provocation. Mais il ne dit pas quand l'outrage contient cette provocation, ce qui est une question toute relative. Les tribunaux correctionnels se transformeront, pour l'apprécier, en une sorte de jury d'honneur. Les témoins, selon le projet, seront complices, s'ils ont agi de telle sorte qu'on puisse les ranger dans une des catégories de complices du C. P. S'ils ont été simplement des assistants, comme ce sera le cas le plus fréquent, ils ne seront pas considérés comme complices, mais n'en seront

(1) Peut-être aussi le jury acquitte-t-il parce qu'il trouve trop fortes les peines applicables au duel, s'il donne un verdict affirmatif.

pas moins punis. C'est un délit spécial qu'on crée. On admet que l'offensé est excusable, mais il est souvent très difficile de dire au juste quel est l'offensé et voilà, pour l'appréciation de cette question, le tribunal correctionnel transformé pour la deuxième fois en jury d'honneur.

Le garde des sceaux ne croit pas non plus que l'interdiction pour les journaux de publier quoi que ce soit sur les duels, soit une mesure efficace. Il y a bien d'autres moyens de faire parler de soi dans les journaux, sans courir le risque qui s'attache toujours à un duel. Il termine en concluant à la presque impossibilité de faire une loi sur le duel. Aucun des anciens projets n'a abouti, et les législateurs qui les ont repoussés ont continué à donner le mauvais exemple en se baignant en duel.

Les duels ont diminué, ils ont rarement une issue fatale, les mœurs l'absolvent. » Une loi n'est pas utile, elle serait nuisible ; il faut laisser faire le temps et les mœurs.

A la suite de ce discours, les articles 1 et 2 du projet de loi mis aux voix furent repoussés et leur rejet entraîna le rejet du projet de loi tout entier. C'était encore une tentative qui n'aboutissait pas.

Nous avons vu que M. Pelletan dans le rapport qu'il fit sur le projet de loi de M. Hérold, avait nettement posé le principe de l'impunité absolue du duel, à l'encontre de la jurisprudence postérieure à 1837 et il avait conclu à la prise en considération du projet, non par la raison que le duel était trop puni, mais parce qu'il ne l'était pas du tout, et qu'il fallait faire cesser les discussions et les dissidences qui se perpétuaient sur la question, et par lesquelles la loi et la jurisprudence ne gagnaient pas en autorité.

Projet de 1888. Mgr Freppel. — Ce fut la thèse contraire que soutint à la tribune de la Chambre des députés *Mgr Freppel à la séance du 21 février 1888* (1). La question vint à propos de la discussion du budget de la justice, l'orateur demanda incidemment comment il se faisait que les parquets n'intervenaient plus en cas de duel que très rarement, et pourquoi la loi était violée. « Cependant, ajoutait-il, le mal se développe et se produit très fréquemment et avec la plus grande facilité. On n'applique pas la loi. Qu'on ne vienne pas dire que la loi est muette ; sans doute, il vaudrait mieux avoir, comme la plupart des nations, une loi spéciale sur le duel, car alors on ne verrait pas la répression osciller entre une sévérité dont l'excès même manque le but, et une faiblesse compromettante pour les intérêts des familles et de la société ». Mais si nous n'avons pas de loi spéciale, nous avons une loi pénale générale qui certes punit le duel. « On ne peut prêter un instant au législateur français la pensée d'avoir voulu innocenter juridiquement un acte qui est la négation même de tout ordre social régulier, qui consiste à se faire justice à soi-même et qui constitue par conséquent un empiètement manifeste, une usurpation flagrante sur la justice souveraine (2). »

On ne peut s'attribuer le pouvoir de disposer de sa vie, et s'arroger le droit de punir de mort ou de blessure une injure souvent futile, quand ce n'est pas l'injurié qui n'est pas tué ou blessé. Les lois anciennes et modernes ont puni le duel, les philosophes et la religion l'ont blâmé. Comment prêter à la loi française l'intention de l'avoir laissé de côté. La jurisprudence a eu grandement raison en revenant en

(1) *Journal officiel*, 22 février. Annexes Chambres.

(2) Discours de Mgr Freppel.

1837 sur son ancienne opinion, elle a dès lors appliqué vainement la loi ; et on se demande pourquoi actuellement les parquets ne poursuivent que rarement ou ne poursuivent pas les duellistes. Ils violent ouvertement la loi d'abord et ensuite ne tiennent aucun compte de la jurisprudence qui est cependant bien nette. Aussi les duels qui avaient paru diminuer dans la période précédente, recommencent-ils à sévir. Il faut se décider à appliquer la loi telle qu'elle est, puisqu'il n'y a pas de loi spéciale mieux appropriée que la loi à la nature du délit. L'Angleterre où le droit commun seul est appliqué rigoureusement, ce qui donne les meilleurs résultats (1), doit nous servir d'exemple. « L'honneur ne peut être vengé dans un combat singulier où ce n'est pas le droit qui triomphe, mais la force, mais l'adresse, mais la science des armes » et les duellistes les plus incorrigibles le reconnaissent. Comment admettre qu'un combat ayant eu lieu à la suite d'une injure faite, et l'injurié ayant été tué par l'insulteur, celui-ci pourra impunément « se promener la tête haute sous le regard d'une famille qu'il a frappée dans son chef, dont il a causé la ruine et le malheur ».

Il faut une loi spéciale, telle est la conclusion qui ressort de ces observations ; et l'honorable orateur fait des vœux pour que cette loi nécessaire intervienne au plus tôt. Mais en attendant il faut appliquer la loi telle qu'elle est et poursuivre les duellistes sans faiblesse, car la loi pénale punit le duel, quoi qu'on en ait pu dire (2).

(1) Voir plus haut,

(2) L'orateur demandait en terminant au ministre de la justice de rappeler aux procureurs généraux que la loi pénale punissant le duel, ils devaient poursuivre les duellistes.

Mgr Freppel avait proclamé dans son discours, nous l'avons vu, la nécessité d'une loi spéciale sur le duel, et il avait annoncé son intention d'en proposer une, si on négligeait même d'appliquer le droit commun.

Il tint la promesse qu'il avait faite à la tribune, *et le 16 juillet 1888*, quelques jours après un duel qui avait eu une issue fatale, il déposait un projet de loi sur le duel (1), pour

(1) J. O. Addition au n° du 17 juillet 1888. Chambres. Annexes 2962.
Texte du projet de loi de Mgr Freppel.

1. La provocation en duel et l'acceptation de la provocation constituent un délit et sont punies d'un emprisonnement de 2 à 6 mois.

2. La même peine sera applicable à ceux qui auront accepté d'assister au duel en qualité de témoins.

3. Celui qui excite directement un tiers à se battre en duel, ou qui, parce que le tiers ne provoque pas une autre personne en duel, ou n'accepte pas une provocation, lui fait des reproches en public, le menace de mépris, ou l'expose à la raillerie, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 1 mois et d'une amende de 16 à 200 fr.

4. Le duel, même s'il n'est résulté de la rencontre ni mort, ni blessures sera puni d'un emprisonnement de 6 mois.

5. Celui qui aura blessé son adversaire en duel sera puni d'un emprisonnement de 2 à 3 ans, selon la gravité des blessures, sans préjudice des dommages-intérêts qui pourront être accordés au blessé, à ses ascendants, à ses descendants.

6. Celui qui aura tué son adversaire en duel sera puni de la détention pour une durée de 6 à 12 ans sans préjudice des dommages-intérêts.

7. Celui qui usant de déloyauté ou de perfidie aura tué ou blessé son adversaire en duel sera passible des peines du droit commun portées contre le meurtre, les blessures et coups volontaires aux sections 1 et 2 du titre 4 du C. P.

8. Dans tous les cas qui précèdent, les règles concernant la complicité seront appliquées aux témoins du duel conformément aux art. 59 et suivants du C. P.

9. Les offenses, injures, ou atteintes à l'honneur, donnant lieu ou

lequel, après une courte discussion, l'urgence ne fut pas déclarée.

Dans un exposé des motifs très bref, il rappelait que toutes les législations avaient des dispositions spéciales sur le duel, dispositions qui prévoyaient tous les faits se rattachant à ce délit, que la loi française punissait le duel selon le droit commun, mais que la sévérité de la répression amenait l'impunité, que même les parquets ne poursuivaient plus les duellistes, « qu'enfin à cet égard la justice sommeillait, quand les membres du gouvernement n'étaient pas les premiers à donner l'exemple de la violation de la loi. » Il faut une loi spéciale, telle était la conclusion de l'exposé des motifs qui reproduisait à peu près les termes du discours de Mgr Freppel à la séance du 16 juillet.

Ce projet qui ne fut pas déclaré urgent, et qui n'a jamais été discuté doit nous arrêter cependant un instant, car il renferme des idées nouvelles et intéressantes.

Dans ce projet, dont nous donnons le texte, la provocation et l'acceptation de la provocation sont punies, ainsi que l'injure faite à quelqu'un qui n'accepte pas une provocation ou qui ne provoque pas après avoir été insulté.

prétexte à une provocation en duel pourront être soumises par les parties à l'arbitrage.

Les arbitres seront au nombre de cinq ; deux au choix de chaque partie présidés par un cinquième au choix des quatre premiers.

Le jugement arbitral sera définitif et sans appel.

Il devra être reproduit par tous les organes de la presse qui auront mentionné les actes soumis à l'arbitrage ; le refus d'insertion sera puni d'une amende de 500 à 1000 fr.

10. Tout compte rendu d'un duel par la voie de la presse sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 fr. à 500 fr.

Il punit ensuite le duel d'après les résultats et les peines qu'il édicte nous semblent exagérées, puisqu'en cas de mort le coupable est puni de 6 à 12 ans de détention. De plus, les témoins, quel qu'ait été leur rôle, sont considérés comme complices et punis comme tels.

Mais ce qui constitue l'originalité de ce projet, c'est à coup sûr la disposition qui organise une sorte de Tribunal d'honneur ou Tribunal arbitral pour juger les injures ou atteintes quelconques à l'honneur, qui fixe la composition de ce Tribunal et qui donne à ses décisions force absolue et en dernier ressort. Il est vrai qu'il n'indique pas comment seront exécutées les sentences rendues par les arbitres choisis et les satisfactions qu'ils pourront ordonner.

Cette idée de l'arbitrage a pu séduire certains esprits, mais nous ne la croyons pas pratique. La loi ne peut imposer cet arbitrage, il lui faut donc laisser aux parties la faculté de l'employer. L'emploieront-elles? Là est la question. Il faudrait admettre que le duel ait déjà disparu, pour que cette idée de l'arbitrage eût quelque chance d'application. Et il n'est pas besoin d'une loi pour que les parties, si elles voulaient recourir à un arbitrage, puissent constituer le Tribunal arbitral qui réglerait leur différend. Il ne faut pas abuser de cette idée de l'arbitrage d'aucune façon et encore moins dans la matière du duel, matière délicate et qui ne peut se résoudre avec des moyens non étudiés et des solutions théoriques.

La dernière disposition du projet peut être d'un meilleur effet, c'est l'interdiction de reproduire par la voie de la presse tout ce qui a trait au duel. Par ce moyen, on arrêtera peut-être certains duellistes, dont le seul but est de se faire, par la publicité donnée à leurs querelles et à leurs

combats, une célébrité et une réputation d'audace que nous pouvons qualifier de mauvais aloi. D'un autre côté, elle déterminera peut-être certaines personnes à refuser le combat, certaines que leur conduite ne sera pas censurée et condamnée par la presse, cette voix de toutes les opinions.

La proposition de Mgr Freppel ne fut pas discutée ; peut-être parce que son projet, qui avait de bonnes dispositions, en contenait d'autres qui étaient moins heureuses, nous venons de le voir, et qui en tous cas pouvaient et devaient effrayer par leur hardiesse et leur nouveauté (1).

La question ne se posa plus devant la Chambre que quatre ans plus tard, et cette fois ce fut un fait dont il n'avait pas encore été parlé qui lui donna naissance.

Projet de 1892. M. Cluseret. — Le 27 juin 1892 (2), M. Cluseret déposa un projet de loi, dont il exposa les motifs à la tribune avec l'éloquence et la conviction d'un tribun.

Il constatait d'abord la place que tenait le duel dans nos mœurs, et il ajoutait : « Ce qui le caractérise, c'est la réclame et le respect humain. On veut paraître brave et on n'atteint qu'à l'hypocrisie de la bravoure. En réalité, c'est une défaillance morale. » L'homme vraiment brave n'est pas celui qui sous le moindre prétexte, est prêt à croiser le fer avec un adversaire quelconque. « La virilité d'un peuple réside dans son entraînement moral et non dans des pratiques aussi odieuses que ridicules. » Les véritables hommes d'action ne sont pas des duellistes et c'est aux époques d'affaiblissement moral que le duel se produit le plus souvent.

(1) Les Tribunaux d'honneur anciens n'avaient pas réussi à enrayer le mal et cependant on était forcé de leur soumettre tous les cas qui touchaient à l'honneur.

(2) *Officiel* du 28 juin 1892 ; Ch. des députés, p. 935.

Et c'est alors que M. Cluseret citait le fait qui avait donné lieu à la présentation de son projet de loi. Deux sous-officiers s'étant querellés pour un prétexte futile, avaient été forcés par leur colonel à aller sur le terrain, quoiqu'ils se fussent réconciliés. L'un d'eux fut tué par son camarade. C'était au nom de la discipline qu'avait eu lieu le combat, mais la discipline peut-elle s'exercer en dehors de la loi, et le respect de la loi n'est-il pas le premier élément de la discipline? Et l'orateur s'élevait avec raison contre cette pratique. Peut-être, en présence d'une loi formelle contre le duel, les chefs de corps hésiteraient-ils à contraindre leurs subordonnés à se battre, c'est-à-dire à violer la loi par ordre.

Le projet de loi de M. Cluseret était textuellement le même que celui de Mgr Freppel, sauf suppression de l'article relatif à l'arbitrage et adjonction d'un article 10 ainsi conçu : « En cas de récidive, l'interdiction des droits politiques pendant cinq ans sera prononcée en sus des peines déjà édictées. » On voulut empêcher la discussion du projet, en prétextant que le projet de Mgr Freppel repris une première fois par M. Cluseret, avait été renvoyé à la commission d'initiative qui proposait à la Chambre de ne pas le prendre en considération. Enfin, la discussion fut admise et renvoyée à une date ultérieure et ce fut à la séance du 2 juillet suivant (1) que la discussion eut lieu.

M. Cluseret ne défendit pas tant son projet de loi, qu'il ne s'éleva contre le duel dans l'armée, et c'est là le nouvel aspect de la question qui rend cette discussion intéressante. « Le duel régimentaire, dit-il, est monstrueux dans

(1) *Officiel* du 13 juillet 1892 ; Chambre des députés, p. 1011.

l'état actuel de la société française ». Il rappelait le fait qui avait donné lieu à la présente discussion et concluait en posant cette question : « La loi interdit le duel, et la discipline l'ordonne » ; comment concilier ces deux choses ? C'est une contradiction. Ce qui est un crime au civil, est non seulement permis, mais ordonné dans l'armée ; en permettant un tel état de choses, on met en présence deux forces essentielles : la discipline et la loi. Le chef de corps peut-il violer la loi qui interdit le duel ? Suivant l'interprétation de la jurisprudence, on ne peut imposer aux soldats une pratique, le duel, qui peut être contraire à leur conscience. « Je crois, disait-il en terminant, que vous avez intérêt à élever le niveau moral de l'armée, en engageant ceux qui la dirigent à faire des hommes dont l'énergie morale soit le seul guide, et auxquels on ne puisse pas imposer par ordre des pratiques contraires à leur conscience. Vous ne remplacerez pas par trois centimètres de fer, l'énergie morale, la véritable dignité et la famille, dont le duel régimentaire fait litière. »

M. Rabier, rapporteur de la commission, établit que le duel tombait sous l'application du droit commun qui suffisait à la répression de ce fait délictueux. Il reprenait tous les anciens arguments en faveur de cette thèse, montrait la jurisprudence fixée à la suite de l'arrêt de 1837. Le duel n'a pas disparu, cela est certain. Une loi spéciale ne le ferait pas disparaître, pas plus que n'ont eu cet effet les anciens édits. En pareille matière, il ne faut « tout attendre que de la raison ; et de la raison seule qui peu à peu prend lentement la place des préjugés qu'elle mine ». Les combattants obéissent maintenant bien plus à une mode qu'à un emportement de passion, et la mort d'un homme en duel est un accident

plutôt qu'un homicide volontaire. La loi n'est pas impuissante contre le duel, puisqu'il est poursuivi en vertu de ses dispositions. Il est vrai que les duellistes sont toujours acquittés. A cela on ne peut rien, les jurés se décident en leur âme et conscience. Beaucoup de membres de la Chambre n'ont-ils pas violé eux-mêmes la loi ? et on ne peut se plaindre de l'indulgence apportée ici à l'application de cette loi. « Législateurs, juges, justiciables, nous sommes tous complices, hormis quelques cœurs vertueux qui ne connaissent pas de faiblesse ».

On témoigne de la bienveillance, au moins de l'indulgence, à ceux qui se battent et une certaine froideur à ceux qui ne se battent pas.

Une loi spéciale est inutile, tous les projets pour en faire une ont eu le même sort ; on appliquera rigoureusement les lois de droit commun dès que l'opinion publique l'exigera. Et quant à l'interdiction de publier les comptes rendus dans les journaux, il ne semble pas au rapporteur plus immoral de publier le compte rendu d'un duel que de raconter par le menu les exploits d'un assassin ou d'un voleur.

Pour le duel militaire ordonné par les chefs de corps, il y a là « un honteux abus de pouvoir » une circulaire du ministre de la guerre sera suffisante pour faire cesser cet abus.

M. d'Hulst répondit au rapporteur en demandant au contraire la prise en considération du projet de loi. On a dit : « le droit commun punit le duel, quand il a une issue fatale c'est un meurtre comme un autre ». L'issue n'est rien dans un acte délictueux, l'intention est tout. Une jurisprudence qui punit seulement d'après le résultat, viole tous les principes de nos lois. Elle est pleine d'anomalies. Il faut les faire cesser ainsi que les discussions et les hésitations de

tous ; une loi est nécessaire pour cela, car « l'inégalité dans la répression jette la conscience publique dans une sorte de désarroi ».

A la suite de cette discussion, la proposition de M. Cluseret fut prise en considération par 270 voix contre 210.

Mais il en fut de même de ce projet que des autres, et aucune discussion sérieuse et détaillée n'intervint, comme l'avait laissé espérer la décision de la Chambre, prenant en considération la proposition, ce qui pouvait passer pour une marque de faveur à son égard.

Nous avons vu que presque tous les projets de loi sur le duel furent présentés à la suite de combats ayant eu une issue fatale, l'opinion publique, qui pourtant couvre de son indulgence le duel et les duellistes, s'émeut à cette nouvelle et demande une répression efficace. « Quand une lutte, dit M. Dufour, a eu un dénouement fatal. on comprend le mal et on l'envisage dans toute son horreur ; on plaint la famille de la victime, on s'élève contre les motifs du duel, » mais ajoute-t-il, « vous ne verrez pas l'animadversion publique désigner comme un meurtrier, comme un assassin, l'auteur du mal ainsi déploré » (1).

Projet de M. Lemire, 1895. — C'est encore un duel fatal qui a donné lieu à la dernière proposition de loi sur le duel, présentée par un député, M. l'abbé Lemire, à la Chambre à la suite d'un duel qui a émut l'opinion il y a quelques mois, et dans lequel à la suite d'un différend de peu d'importance M. le Chatelier donna à son adversaire M. Harry Alis un coup mortel (2).

(1) Dufour. *Revue de législation*, t. XII, 3. 5.

(2) Ce duel a eu son épilogue devant la Cour d'assises qui a acquitté

Il nous reste à parler de ce projet de loi qui après avoir été repoussé par la commission d'initiative, a été déclaré urgent par la Chambre des députés et qui attend encore la discussion.

M. Lemire, dans un exposé des motifs très bien écrit et très bien pensé, constate d'abord la faveur que rencontre le duel dans l'opinion et reprend, pour la combattre, cette idée du rapporteur d'un précédent projet de loi, que le duel fatal est plutôt un accident qu'un acte volontaire (M. Rabier). La faveur publique entoure le duel et considère le duelliste comme un brave et celui qui refuse le duel comme un lâche. Comment expliquer cette faveur si persistante ? Il faut remonter à l'origine du duel c'est-à-dire aux premiers temps de notre histoire pour en avoir l'explication. Le duel est d'abord un moyen de preuve « pour des hommes qui avaient la force physique et qui luttaienent avec les mêmes armes, on pouvait s'imaginer que celui-là serait habituellement le vainqueur qui aurait la conviction de son bon droit parce qu'il puiserait dans cette conviction une énergie irrésistible ».

Puis le duel est chassé de la procédure officielle par les rois ; il devient alors comme un privilège de noblesse. Le seigneur a le droit de guerre, parce que seul il peut défendre ses tenanciers. Le droit de guerre privée entraîne pour le noble le droit absolu de vider ses différends par les armes en combat singulier et quand le roi veut s'opposer à l'exercice de cette prérogative exorbitante, la noblesse se révolte et enfreint toutes les défenses royales. Et le duel devient un crime politique étant une révolte et un défi jetés à l'autorité. « Désobéir à un édit contre le duel, c'était rester de-

M. le Chatélier et les quatre témoins du duel compris dans les poursuites.

bout quand d'autres se courbaient, c'était disputer aux rois un dernier lambeau du pouvoir perdu ».

La Révolution, qui assoupit un moment la fureur des duels, ne la fit pas disparaître et la raison sur laquelle on comptait pour faire disparaître le préjugé, ne put rien contre lui. « Le législateur qui compte sur la raison seule pour réformer la société se condamne lui-même, puisque si la raison était toujours efficace, le législateur serait inutile. »

M. Lemire rappelle ensuite les revirements de la jurisprudence, les motifs qui l'avaient entraînée dans chaque sens. Et il signale, comme l'ont fait tous ses devanciers, les inconvénients et les anomalies de la nouvelle jurisprudence. « Comme le hasard fait la blessure, le hasard aussi transforme la culpabilité de l'acte ; ce qui est contraire à tous les principes de la criminalité ». Quand il est un crime suivant le résultat, le duel est absous par le jury ; quand l'issue en fait un délit, les Tribunaux correctionnels, esclaves de la loi, condamnent. Pour le duelliste, en somme, il vaut mieux tuer que blesser. La jurisprudence actuelle est pleine d'anomalies ; elle est arbitraire, sa répression est illusoire. Il faut une loi spéciale, qui existe partout et qui, à maintes reprises, a été tentée en France.

Le duel même, quand il est purement de forme, est dangereux et peut toujours finir mal. Le duel de parade est l'hypocrisie du courage. Il est quelquefois un moyen d'intimidation, un instrument de chantage. Il faut le punir pour l'arrêter à tout prix.

« Quand un habitué de tripot, écrivait Harry Alis lui-même, a eu une aventure fâcheuse, quand un journaliste est à bout d'arguments, quand un homme politique est accusé d'escroquerie, il se ménage une rencontre, va sur le

terrain et se fait piquer le bras, l'honneur est satisfait ». Les duels de parade sont ridicules et font sourire. Personne ne les prend au sérieux.

Quant au duel sérieux, et que de graves motifs ont entraîné, il trouve une excuse dans ces motifs mêmes, mais est toujours reprehensible, ainsi que la convention qui le précède, car on ne peut se faire justice à soi-même. Le principe est donc qu'en tous cas il faut punir le duel.

Il faut le punir comme un délit ; car les caractères du duel sont spéciaux. Le duel n'est pas un meurtre, il y a en lui une sorte de légitime défense ; et la convention en fait une sorte de suicide par consentement mutuel. La faute existe néanmoins et des peines correctionnelles sont les plus efficaces en pareille matière. Il faudra donc édicter contre le duelliste la prison et l'amende auxquelles pourront être joints les dommages-intérêts pour la famille de la victime.

M. Lemire ne demande pas la privation des droits civiques proposée par certains auteurs de projets antérieurs, il la considère comme inutile.

Le Tribunal correctionnel jugera toujours les faits de duel, comme il connaît de tous les délits. Attribuer en cette matière compétence au jury, ce serait rompre sans motifs suffisants, l'unité de notre législation pénale.

Il ne faut pas traiter les témoins comme des complices ; car leur rôle est utile et pondérateur en bien des cas. Ils ont une part de culpabilité, ils devront être punis. La menace du châtiment les poussera à tout faire pour arranger les choses ; et les adversaires eux-mêmes seront retenus par l'intérêt de leurs témoins, ne voulant pas leur faire encourir une peine par leur combat.

Faut-il punir la publicité donnée aux duels, comme voulait M. Hérold dans son projet ?

« Le duel est bien souvent recherché, dit M. Griffe, par esprit d'ostentation seulement ». Empêcher la publicité du duel, c'est le prévenir et l'empêcher lui-même. Les compte-rendus enveniment la situation ? ils frappent l'amour-propre des uns, effraient la timidité des autres, et produisent sur beaucoup d'esprits un effet d'imitation dangereux. Ces considérations amènent à empêcher la publication donnée aux duels de quelque façon que ce soit.

Tout cela n'empêchera pas le duel, il faut l'avouer ; il faut de plus supprimer ses causes, avant de le punir quand il a lieu. Il faut donc punir l'offense et la provocation. La loi ici est impuissante. N'y aurait-il pas lieu de recourir à l'arbitrage pour suppléer à cette impuissance de la loi ?

« Il faudrait s'en rapporter à la décision d'hommes qui ont l'expérience, le tact, l'autorité, à des praticiens de l'honneur qui pourraient, par leur intervention, empêcher les rencontres. Les tribunaux d'honneur fonctionnent à l'étranger surtout pour arrêter les duels militaires. »

Ils ont existé jadis en France, où nous en trouvons encore des traces dans certaines corporations, « comme celles des avocats, des notaires, des juges, il y a des conseils de discipline qui prononcent contre les membres de la corporation, la censure, la réprimande, la suspension provisoire ».

La tendance actuelle qui est de revenir aux institutions corporatives comme les syndicats, favorisera peut-être le retour aux tribunaux d'honneur. En attendant la loi ne peut s'en occuper comme le voulait Mgr Freppel dans sa proposition du 16 juillet 1880 (art. 9). Il n'est pas besoin d'un

texte de loi pour permettre aux parties de recourir à l'arbitrage qui sera plus facilement admis quand un différend d'honneur survient entre hommes d'un même métier, d'une même profession. Mais, encore une fois, la loi ne peut fixer les conditions de l'arbitrage et à plus forte raison l'imposer (1).

(1) Texte du projet de loi de M. Lemire :

Art. I. Le duel est un délit.

Art. II. Quiconque se sera battu en duel sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 1.000 fr.

Celui qui aura blessé son adversaire en duel sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans et d'une amende de 200 à 2.000 francs.

Celui qui aura tué son adversaire en duel sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.000 à 10.000 fr.

Art. III. Toute provocation en duel, tout outrage ou injure contenant une provocation seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 100 à 1.000 fr., sans préjudice des peines plus fortes qui seraient prononcées par les lois à raison de la nature de l'outrage ou de l'injure.

Seront punis de la même peine, l'imputation faite publiquement à une personne de n'avoir pas proposé ou d'avoir refusé le duel, ainsi que l'outrage fait ou l'injure adressée à une personne pour les mêmes causes.

Art. IV. Seront punis comme complices des délits prévus aux articles précédents :

Ceux qui par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations, artifices coupables, auront excité à les commettre.

Art. V. Les témoins du duel, non complices dans les termes de l'article précédent seront passibles des peines portées par le § 1 de l'article 2.

Art. IV. Il est interdit aux journaux de publier les comptes rendus et procès-verbaux relatifs aux duels provoqués ou consommés.

L'infraction à cette disposition sera punie d'une amende de 500 à 2.000 fr.

Si la publication consiste dans la reproduction d'un procès-verbal signé par des tiers, ceux-ci seront passibles des mêmes peines, à moins qu'ils ne justifient que cette publication a été faite à leur insu et contre leur volonté.

Telles sont les grandes lignes de l'exposé des motifs et le résumé du projet présenté par M. Lemire à la séance de la Chambre des députés du 14 mars dernier.

Le rapporteur du projet, M. Odilon-Barrot, a déclaré que les art. 295, 296, 302, 300, 311 du C.P. s'appliquent formellement au duel et qu'aucune loi spéciale n'est utile pour créer et punir un délit déjà prévu et puni.

La deuxième commission d'initiative parlementaire a estimé à l'unanimité qu'il n'y avait pas lieu de prendre cette proposition en considération, nous l'avons dit. Mais la Chambre des députés dans sa séance du 1^{er} juillet, a prononcé l'urgence pour le projet.

La question en est là. Il faut attendre qu'une discussion ait lieu, à la suite de laquelle interviendra un vote qui tranchera la question d'une manière définitive. Peut-être aussi, un vote favorable fera-t-il cesser l'anarchie d'opinions et d'idées qui règne depuis si longtemps, en nous dotant d'une loi spéciale tant de fois proposée et demandée, et réalisée partout, sauf en France.

CONCLUSION

Nous avons parcouru successivement les différents points de vue sous lesquels nous avons étudié cette question du duel. Nous avons vu son origine, puis son développement. D'abord en honneur et admis par le pouvoir social comme mode de preuve nous l'avons trouvé ensuite pros- crit et défendu sous les peines les plus sévères impuissantes à le supprimer.

Il a pris ensuite la forme sous laquelle nous le voyons aujourd'hui. C'est le duel proprement dit que la jurisprudence a déclaré, après 1789, complètement impunissable d'après les nouveaux principes du droit pénal proclamés en 1792 et renouvelés en 1810. Puis cette même jurisprudence se modifie en 1837 et adopte un système absolument contraire. Nous avons étudié en détail ces deux systèmes et les arguments qu'ils invoquent, et nous avons laissé voir que le premier système avait nos préférences, en l'absence d'une loi spéciale punissant le duel.

Nous avons ensuite passé en revue les diverses législations de l'Europe, qui toutes ont tenté la nécessité d'une loi spéciale en cette matière et l'ont faite.

Enfin, nous avons assisté aux efforts nombreux faits pour doter notre pays d'une loi spéciale rendue nécessaire

par les inconvénients pratiques de l'application du droit commun, et nous avons vu l'insuccès constant de toutes les propositions faites en ce sens aux Chambres législatives depuis 1819 à ces derniers temps.

Il nous reste à conclure brièvement, en posant les principes qui paraissent les meilleurs pour constituer une loi sur le duel, basée sur l'expérience des hommes et des faits. Cette expérience nous est donnée par l'étude des législations étrangères, des propositions de loi faites en France, enfin des idées émises sur la question par les plus éminents jurisconsultes.

Cette conclusion est le fruit et le résumé de l'étude de ces divers points de vue de la question.

Nous indiquerons seulement sous chaque aspect de la question la solution qui nous paraît la meilleure en justifiant chacune brièvement.

Trois principes paraissent devoir être posés d'abord, qui domineront toutes nos observations.

I. Il faut une loi, sur le duel. Elle est nécessaire.

II. Il faut une loi spéciale.

III. Il faut que la peine à appliquer soit modérée pour être efficace.

Nous disons qu'une loi sur le duel est nécessaire, car si nous n'admettons pas que l'on punisse le duel comme un meurtre, nous n'admettons pas davantage qu'il reste impuni absolument, parce qu'il constitue un trouble social et une atteinte à la vie humaine. Sous ce double aspect, il est répréhensible et doit être puni.

Ce principe d'une répression nécessaire étant admis, nous ajoutons que cette répression doit être organisée par une loi spéciale. C'est ce que nous avons répété à maintes

reprises au cours de cette étude et sur quoi tous les auteurs sont d'accord.

La nature toute spéciale du fait délictueux, son aspect particulier, la faveur que le préjugé lui accorde, enfin les inconvénients que nous avons constatés dans l'application du droit commun du Code pénal à son sujet, démontrent à l'évidence qu'à un mal spécial, il faut un remède spécial ; la conscience publique a toujours distingué, et si elle réprouve le duel en lui-même, on la voit la plupart du temps, couvrir de son indulgence, quelquefois de son approbation, le duelliste.

Enfin l'expérience a prouvé que, loin d'anéantir le mal, les peines trop graves de l'ancien droit n'ont fait que surexciter le préjugé, que la sévérité des peines qui seraient entraînées par le système de la jurisprudence a entraîné l'impunité pour le duelliste, en qui le jury n'a jamais voulu voir un assassin. Il faut donc une peine spéciale, mais elle devra être modérée, tenant compte des circonstances du fait, du préjugé qui règne encore. Elle ne sera efficace et appliquée qu'à cette condition. Il faut que la loi transige avec les mœurs ; sinon elle est frappée d'impuissance.

Tous les Codes des nations européennes ont admis ces principes, les ont appliqués et l'expérience a montré leur justesse par l'efficacité des résultats.

Ceci posé, nous indiquerons les moyens qui paraissent les meilleurs pour constituer un ensemble de règles préventives et répressives, s'appliquant au duel ; en passant rapidement en revue, comme en un résumé, les différentes faces de la question que nous avons déjà distinguées, quand nous avons étudié les législations étrangères.

L'injure et la provocation. — Nous avons déjà dit que dans l'injure et la provocation sont les sources vives du duel. Il faut donc les prévoir et les empêcher autant que possible pour prévenir le duel. On aura ainsi moins à réprimer. Il ne semble pas qu'une loi sur le duel doive s'occuper de l'injure qui, bien qu'ayant un rapport direct avec la question, y échappe par certains côtés. Toutes les injures n'entraînent pas des duels. De plus, l'injure est de sa nature très complexe, et doit faire l'objet d'une répression spéciale et séparée, qui doit être très étudiée et qui doit saisir ce délit sous toutes ses formes. Il est donc impossible qu'une loi sur le duel s'en occupe efficacement ; tout au plus pourrait-elle prévoir l'injure, ayant entraîné une provocation ; mais là encore des difficultés d'ordre pratique et d'appréciation empêchent une répression efficace.

Mais si l'injure doit être punie par une loi spéciale, la provocation qui fait partie intégrante du duel, qui en est le premier acte, pour ainsi dire, et qui se présente sous un aspect bien moins complexe, doit faire l'objet d'une première disposition dans la loi à faire sur le duel.

Nous avons dit que le provocateur sera souvent difficile à reconnaître, car le provoqué peut, par sa conduite injurieuse, avoir rendu inévitable une provocation. Certaines législations ont fait à ce sujet des distinctions qui paraissent subtiles et difficiles à appliquer par le fait même. Ne distinguons pas entre le provocateur et le provoqué, quel que soit le côté d'où est venue l'insulte, et punissons la provocation et l'acceptation de la provocation de peines égales et modiques ; nous atteindrons ainsi deux faits délictueux.

La provocation peut revêtir diverses formes ; la loi ne peut s'attacher à les prévoir et à les décrire toutes. Le juge

appréciera. En principe la provocation existera, quand le cartel aura été proposé de quelque façon que ce soit ; et l'acceptation sera suffisamment caractérisée, quand le provoqué aura manifesté l'intention par des actes quelconques, d'accepter et de relever le cartel.

Le duel indépendamment de ses résultats. — Nous avons dit qu'il fallait punir la provocation et l'acceptation de la provocation, car elles sont le principe du duel, et manifestent l'intention délictueuse, en étant le premier acte extérieur du fait à réprimer.

Admettons, maintenant, deux alternatives : 1° Le duel n'a pas lieu à la suite de cette provocation. Alors de deux choses l'une, ou les adversaires se sont arrêtés de leur plein gré, soit d'eux-mêmes, soit par les conseils de leurs témoins ; ils ont alors droit à l'indulgence de la loi ; certes, ils ont commis un fait répréhensible par la provocation ; mais elle est bien souvent entourée de circonstances qui lui enlèvent à peu près toute sa gravité ; et si les adversaires reconnaissent leur tort et en restent là, ils donnent en somme un salubre exemple d'empire sur eux-mêmes, et la loi agira sagement en les affranchissant de toute peine encourue par le défi qu'ils se sont adressé. Elle encouragera ainsi à se réconcilier et empêchera souvent les choses d'aller plus loin. Donc aucune peine si la provocation n'a pas été suivie de combat et cela par la volonté des adversaires.

Si le duel n'a pas eu lieu, par des circonstances indépendantes de la volonté des adversaires, ils seront punis pour leur provocation et pour son acceptation.

2° Si le duel a eu lieu, mais n'a pas eu de résultats, la peine seule applicable aux deux adversaires sera toujours

celle qu'ils ont encourue par la provocation. C'est ainsi que nous punirons l'intention délictueuse, et le duel en lui-même indépendamment de ses résultats.

Vouloir punir un duel sans résultat est illusoire, car la peine se confondrait avec celle de la provocation. Elle paraîtrait peut-être exagérée aux juges qui acquitteraient, et la provocation ne serait même plus punie. Puis il faut considérer le duel comme un fait délictueux suffisamment caractérisé par la provocation et punissable dès ce moment, sauf l'exception que nous avons indiquée. Si le duel n'a pas eu de résultat nous n'augmenterons pas la peine, il sera suffisamment atteint par la peine de la provocation.

Aggravation de la peine suivant les conséquences du duel.

— Si le duel a eu lieu et qu'il ait eu un résultat qui a été la blessure ou la mort d'un des adversaires, nous augmenterons la peine. A ceux qui nous reprocheraient de tenir compte du hasard qui préside à l'issue du duel, nous répondrons que nous considérons le duel comme punissable en lui-même, en l'atteignant dès la provocation, et cela indépendamment de ses résultats, et punissable aussi d'après ses conséquences, en les considérant comme des circonstances aggravantes de l'infraction. Certes elles ne modifient pas le délit, mais, dit un auteur, « elles accroissent l'immoralité de la convention et aggrandissent le préjudice social ». Nous ajouterons que le dommage individuel est accru, et il faut aussi en tenir compte. Voilà pourquoi, après toutes les lois étrangères, à la suite de tous les auteurs de projets de loi sur le duel en France, nous adoptons cette solution.

Blessures. — N'entrons pas ici dans les distinctions mul-

tiples faites pour les classer. La plupart sont inapplicables et se résolvent en somme en une question d'appréciation pour le juge. Nous lui laisserons toute latitude pour apprécier et décider s'il y a blessure suivant le sens et l'esprit de la loi.

Mort. — Nous appliquerons ici le maximum de la peine correctionnelle que nous choisirons plus loin. Le trouble social, le préjudice social étant grandement caractérisé, la loi doit se montrer sévère, tout en restant dans de justes limites. Nous ne ferons aucune distinction sur le point de savoir si la mort a été le résultat immédiat du duel, ou si elle a été la suite de blessures reçues.

Complicité en matière de duel. — La jurisprudence actuelle considère les témoins comme des complices d'un fait criminel et les punit comme tels. Est-il juste de les traiter avec cette rigueur ? Ne méconnaît-on pas leur rôle plutôt pondérateur ? Ne cherchent-ils pas, la plupart du temps, à concilier les parties, et à empêcher que le combat n'ait un résultat fatal, en l'arrêtant en temps utile ? Ils remplissent un office d'ami. Leur rôle est tout spécial ; il est souvent utile ; en tous cas, il caractérise le duel, car la présence des témoins donne au fait son vrai caractère.

Les punir trop sévèrement comme les duellistes eux-mêmes est donc ne pas tenir compte de leur rôle. Puis il est à craindre que le duel ait lieu sans témoins, si ceux-ci se dérobent craignant une peine trop sévère, il deviendra peut-être un guet-apens.

D'un autre côté, les témoins prêtent leur assistance à un fait que la loi punit, ils sont donc reprehensibles et respon-

sables devant elle, il ne faut pas les laisser absolument impunis. Nous proposerions volontiers, pour nous tenir dans un juste milieu, d'adopter la solution proposée par nombre de législations qui les affranchissent de peine mais seulement s'ils prouvent qu'ils ont fait tous leurs efforts pour empêcher le combat ou l'arrêter eu temps utile.

S'ils ne font pas cette preuve ils devront être punis, mais seulement du minimum de la peine qui frappe le duel en lui-même c'est-à-dire la provocation.

S'il est prouvé que, loin de faire leurs efforts pour amener une entente, ils ont excité les adversaires l'un contre l'autre et ont envenimé la querelle, ils seront punissables comme les duellistes eux-mêmes et selon les résultats du duel. Ils seront alors des complices au sens propre du mot, ils n'ont plus droit à l'indulgence de la loi, car ils ont méconnu leur mission conciliatrice.

Nous punirons de la même façon que ces derniers, tous ceux qui, n'étant pas témoins, auront excité les adversaires l'un contre l'autre. C'est bien ici la complicité ordinaire du Code pénal.

Les médecins qui ont assisté au duel sans sortir de leur rôle, ne doivent pas être punis. Certes, comme les témoins, ils assistent au combat et sont ainsi complices du fait délictueux. Mais leur rôle secondaire en somme et tout spécial, dicté par un sentiment que l'on ne peut blâmer est complètement différent de celui des témoins.

Peines à appliquer en matière de duel. — Nous avons indiqué plus haut le principe d'une répression modérée en matière de duel. Cette répression cependant ne doit pas être illusoire. Les peines criminelles mises de côté naturellement,

comme l'ont fait la très grande majorité des législations européennes qui ont traité la question, nous ne trouvons que la peine de l'emprisonnement qui soit applicable et c'est elle que toutes ont adopté. Ce sera l'emprisonnement correctionnel avec un minimum et un maximum dans chaque cas, et qui pourra aller de 1 mois de prison pour le fait de provocation à 5 ans en cas de mort donnée en duel (1).

A cette peine, nous ajouterons celle de l'amende comme l'a fait entre autres la Belgique, qui ajoute toujours l'amende à la prison dans chaque cas. « Frapper fort sur la bourse, c'est frapper juste », nous l'avons déjà dit avec un auteur et l'amende formera un appoint à la peine de prison, qui impressionnera peut être quelques duellistes. Nous édicterons donc l'amende en chaque cas suivant une graduation de 100 fr. à 5000 fr. :

Plusieurs législations et d'excellents auteurs ont admis, comme peines subsidiaires, la privation de certains droits, et l'interdiction du lieu où le duel a été commis.

Ni l'un ni l'autre de ces moyens ne nous paraissent efficaces et même bien en rapport avec le fait qu'ils punissent.

On privera le duelliste de ses droits politiques, civiques et de famille, on lui interdira certains séjours ; on le diminuera ainsi dans sa personnalité juridique. Mais l'opinion publique ratifiera-t-elle cette déchéance, et ne se refusera-t-elle pas à admettre qu'un homme a perdu l'honneur pour avoir voulu le sauvegarder. Le préjugé d'honneur sera plus fort que la loi qui aura voulu le méconnaître. Les peines infamantes ne sont pas de mise en matière de duel ;

(1) Voir plus loin l'indication de la quotité de la peine.

et il ne suffit pas de déclarer qu'un homme est déchu de son honneur de citoyen pour qu'il le soit réellement. Si on donne aux juges le pouvoir de prononcer cette déchéance quand ils le jugeront à propos, il est probable qu'ils n'y auront jamais recours et que cette partie de la loi restera lettre morte à cause de son peu de rapport avec le fait en lui-même.

Jurisdiction. — Il est permis d'hésiter entre deux ordres de juridiction pour l'application des dispositions répressives du duel que nous proposons. La compétence du jury a paru à quelques-uns la plus rationnelle. Le jury, a-t-on dit, appréciera le fait de duel le plus justement possible. Il est le reflet de l'opinion, et son rôle est tout indiqué dans l'appréciation d'un délit que l'opinion juge et condamne quelquefois, et absout aussi la plupart du temps. « Aucune juridiction ne saurait se faire mieux accepter en pareille matière. » Le jury est alors une sorte de Tribunal d'honneur.

La juridiction correctionnelle, est, à notre avis, au contraire, celle qui rendra ici les plus grands services, et qui sera le mieux en harmonie avec l'ensemble des dispositions qu'il s'agit d'appliquer.

D'abord ce serait créer une anomalie juridique que de charger le jury de juger un fait qui est qualifié désormais délit et puni de peines correctionnelles. Le Tribunal correctionnel doit être ici, comme en matière de délits, le seul juge. Les délits de presse et les délits politiques dont la connaissance est attribuée au jury sont des délits d'opinion que le jury a qualité pour apprécier, mais nous ne trouvons pas ce caractère dans le duel.

Puis l'expérience faite a prouvé qu'attribuer au jury com-

pétence pour juger les faits de duel, c'est frapper la loi d'impuissance. Le jury, qui bien souvent en toutes matières donne l'exemple de décisions contradictoires, est dans celle-ci plus qu'en toute autre, sujet à se laisser influencer par l'opinion publique qui absout le délit qu'on lui soumettrait. Les réflexions personnelles aux membres du jury les porteront presque toujours à l'indulgence et de là au verdict d'acquittement il n'y a qu'un pas qui sera toujours franchi, l'expérience le prouve. Le jury ne condamnera pas plus, si la loi édicte des peines modérées contre le duel ; car c'est un sujet où les meilleurs et plus fermes esprits se laissent entraîner à la faiblesse. Les verdicts varieront suivant le temps, les hommes, les contrées.

Les juges correctionnels ne connaissent que la loi, ils l'appliqueront ici comme ailleurs avec les tempéraments que les circonstances indiqueront. Ils ne subiront pas l'influence du dehors, et la loi sera appliquée peut-être avec quelque fruit.

Moyens spéciaux de répression. — 1° Une disposition excellente et que la plupart des législations ont adoptée, est celle qui punit tous ceux qui blâment ou injurient publiquement une personne qui, provoquée, n'aura pas accepté la provocation, ou qui n'aura pas provoqué, étant mise par les circonstances dans le cas de le faire. Nous adoptons sans réserve cette disposition. On empêchera peut-être ainsi quelques provocations qui ne sont lancées que par crainte du blâme et du mépris que pourraient témoigner les spectateurs du fait injurieux.

2° La même idée, c'est-à-dire le désir d'arrêter les duellistes qui ne se battent que pour satisfaire l'opinion, et

pour faire parade d'un courage souvent factice, nous fait proposer un moyen spécial que le dernier projet de loi de M. Lemire admet dans un de ses articles. Nous voulons parler de l'interdiction à faire aux organes de la presse, de reproduire tous procès-verbaux concernant le duel et tous débats judiciaires pouvant en résulter. On évitera ainsi le plus possible la recherche de cette réputation de mauvais aloi qui environne les duellistes, et est souvent leur seul but.

Arbitrage. — Il nous reste à dire deux mots sur cette question qui a paru, à certains, renfermer la solution du problème qui nous occupe. Mgr Freppel, dans son projet de loi, l'a proposée.

Sans doute l'arbitrage, accepté volontairement par des parties de bonne foi, et confié à un homme ou à une réunion d'hommes d'une honorabilité indiscutable, pourra rendre de très grands services et en a rendu déjà. Mais si la loi veut l'imposer, elle se heurtera d'abord à la difficulté de constituer le tribunal arbitral. Si elle confie le rôle d'arbitre à un tribunal, il est à craindre qu'il n'ait à juger que des infractions à ses décisions. Puis on ne pourra pas forcer les parties à y recourir, on ne voit pas le moyen de les amener de force devant lui. La seule volonté d'une des parties frappera encore ici la loi d'impuissance. L'ancien droit est là pour le prouver.

En résumé, on ne peut que souhaiter que les parties aient le plus souvent possible recours à l'intermédiaire d'arbitres de leur choix, mais vouloir le leur imposer ainsi que les moyens et la procédure à suivre devant ce tribunal, serait écrire une disposition inutile. Les parties n'ont

pas besoin d'un article de loi pour recourir à l'arbitrage, si elles le veulent.

Circonstances atténuantes. — Dans cette matière comme ailleurs et plus peut-être, les circonstances atténuantes doivent être applicables. Les juges ne manqueront pas d'en user, quand ils croiront que le fait en comporte, et nous reconnaissons que souvent il y aura lieu d'en faire usage.

Telles sont les quelques réflexions pratiques, si l'on peut ainsi parler, que nous a suggéré l'étude de la question du duel sous tous ses aspects.

En terminant cette étude, nous résumerons ces idées en quelques articles qui formeront réellement notre conclusion.

1° La provocation de l'acceptation de la provocation seront punies d'un emprisonnement de 1 mois à 3 mois et d'une amende de 100 à 500 fr.

Aucune peine ne sera prononcée si les parties renoncent spontanément au duel avant qu'il n'ait eu lieu.

2° Si le duel a eu lieu, mais n'a pas eu de résultat, il ne sera pas prononcé d'autres peines que celles encourues par la provocation et son acceptation.

3° Si le duel a entraîné des blessures, la peine sera, pour le duelliste coupable de les avoir faites, d'un emprisonnement de 3 mois à 1 an et d'une amende de 500 à 1000 francs.

L'autre duelliste devra toujours être poursuivi conformément à l'art 1^{er}.

4° Si le duel a entraîné la mort de l'un des adversaires, le coupable subira un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et sera frappé d'une amende de 1000 à 5000 francs.

5° Les témoins seront punis de 1 mois à 3 mois d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 500 francs, à moins qu'ils ne prouvent qu'ils ont fait tous leurs efforts pour empêcher le combat, ou l'arrêter en temps utile.

S'ils ont excité les duellistes l'un contre l'autre et envenimé la querelle, ils seront punis comme les duellistes et suivant les résultats du duel.

6° Il en sera de même pour quiconque aura excité les adversaires l'un contre l'autre.

7° Quiconque aura blâmé ou injurié publiquement une personne pour n'avoir pas accepté une provocation ou ne pas l'avoir lancée sera puni d'un emprisonnement de 15 jours à 2 mois et d'une amende de 50 à 200 francs.

8° Interdiction est faite de reproduire par la voie de la presse les procès-verbaux quelconques se rapportant à un duel, le récit du duel lui-même et les débats judiciaires auxquels le duel aura donné lieu sous peine d'un emprisonnement de 1 mois à 3 mois et d'une amende de 100 à 500 francs.

9° L'article 463 du C.P. sera applicable dans tous les cas prévus par les présentes dispositions.

VU :

Le Président de la Thèse,
LE POITTEVIN

VU :

Le Doyen de la Faculté,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Introduction.....	1
1 ^o Origines du duel.....	1
2 ^o Le duel judiciaire. Les lois barbares.....	5
Capitulaire de 805.....	9
Le duel judiciaire dans les auteurs de l'époque et dans les coutumes.....	10
3 ^o Déclin du duel judiciaire. Sa transformation.....	12
Influence de l'Eglise.....	12
Ordonnance de saint Louis, 1244-1260.....	13
Ordonnance de 1306. Procédure du duel.....	14
Ordonnances de 1547 et 1552.....	16
4 ^o Prohibition complète.....	17
Ordonnances de 1566, 1579, 1602.....	18
Ordonnance de 1609, Moyens de répression.....	19
Edit de 1624. Tribunal d'honneur.....	22
Edits de 1643 et 1651.....	25
Ordonnance de 1679. Louis XIV.....	30
Ordonnance de 1723.	31
Caractère nouveau du duel au XVIII ^e siècle.....	31
Les dispositions sur le duel étaient-elles spéciales aux nobles ?.....	33

CHAPITRE II

Le duel sous le droit intermédiaire et sous le droit actuel. Exposé des systèmes successivement admis par la jurisprudence.

Les Etats Généraux.....	35
Assemblée Constituante. Séance du 4 février 1791.....	37
Projet du 27 avril 1791. Lanjuinais.....	38
Le Code pénal du 25 septembre 1791.....	38
Exposé des systèmes sur la répression du duel.....	40
1 ^o La loi nouvelle ne punit pas le duel.....	41
A. Le Code pénal de 1791. Son silence.....	42
B. Décret du 17 septembre 1792.....	43
C. Décret du 29 messidor an II.....	45
D. Le Code pénal de 1810. Son silence.....	46
E. Travaux préparatoires de la loi. Rapport de Monseignat...	48
F. La jurisprudence de 1819 à 1837. Ses arguments.....	52
G. Le duel n'est pas un assassinat.....	58
2 ^o Le droit commun du Code pénal est applicable au duel.....	63
Réquisitoire de Dupin.....	66
A. Le Code de 1791.....	67
B. Décret du 17 septembre 1792.....	68
C. Décret du 29 messidor an II.....	68
D. Lettres interprétatives du Ministre de la Justice.....	69
E. Le Code de 1810.....	71
F. Opinion de Monseignat.....	71
G. Arguments juridiques.....	73
H. Arrêt du 22 juin 1837.....	76
Système de la nouvelle jurisprudence d'après les arrêts.....	77
Conséquences du système nouveau. Ses anomalies.....	79
Résultats pratiques de la jurisprudence.....	87
Opinions diverses sur la question.....	91
Dommages-intérêts entraînés par le duel.....	95

CHAPITRE III

Le duel dans les législations européennes.

Utilité de cette étude et division du sujet.....	99
Le duel en Angleterre.....	104
Division de l'étude des législations.....	109
La provocation.....	114
Moyens préventifs employés.....	117
Convention du duel.....	120
Le duel en lui-même et dans ses résultats.....	123
Blessures.....	126
Mort.....	129
Complicité en matière de duel, les témoins.....	134
Systèmes divers de répression admis pour les témoins.....	133
Médecins.....	136
Excitateurs au duel.....	137
Peines principales et accessoires edictés.....	139
Systèmes divers d'application.....	139
Les peines édictées par le Code pénal belge.....	140
Le duel aux Etats-Unis.....	147
Le duel militaire en Europe.....	149

CHAPITRE IV

Les projets de loi spéciale proposés en France depuis 1819.

La question jusqu'en 1819.....	155
Décision de la Cour des Pairs du 31 janvier 1818.....	158
Projet de loi de 1819. Rapport de Pasquier.....	160
Lois des 17 et 26 mai 1819.....	165
Projet de 1829. Rapport de Portalis.....	167
Projet de 1830. Courvoisier.....	174
Projet de M. Vivien, 1832.....	177
Projets de MM. Dozon et Taillandier, 1845.....	179
Projets de 1849, Gavini, Failly, Bouzique, de Remilly.....	181

Rapport de M. Chegaray.....	181
Projet de 1851. Rapport de Valette.....	187
Projet de M. Herold, 1877.....	203
Rapport de M. Pelletan.....	205
Rapport de M. Griffe.....	208
Projet de Mgr Freppel, 1888.....	213
Projet de M. Cluseret, 1892.....	218
Rapport de M. Rabier.....	220
Projet de M. l'abbé Lemire.....	225
Conclusion	229





